LES CHEMINS DE LA
MÉMOIRE
NUMÉRO HORS-SÉRIE - NOVEMBRE 2025



VILLES EN GUERRE



En haut :
Batteries de bombardement prussiennes établies en 1870-1871 sur le plateau de Châtillon.
© Paris - Musée de l'Armée, Dist. GrandPalaisRmn / image musée de l'Armée

En bas :
Andrii, un habitant de Jytomyr, quitte son immeuble détruit par les bombardements avec le peu d'affaires qu'il lui reste, 9 mars 2022.
© Patrick Chauvel

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE
Ministère des Armées
Secrétariat général pour l'administration
Direction de la mémoire, de la culture et des archives
Sous-direction de la mémoire combattante
Bureau de l'action pédagogique et de l'information mémorielles
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75700 Paris Cedex 15
Abonnement/résiliation
dmca-chemins-de-memoire.redac.fct@intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Evence RICHARD (DMCA)

RÉDACTRICE EN CHEF
Catherine DUPUY (BAPIM)

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sophie POIRMEUR (BAPIM)

COMITÉ DE RÉDACTION
Marie-Laurence TEIL (Sous-directrice)
Maurice BLEICHER (BM2C)
Alexandra DERVEAUX (BPLM)
Gilles FERRAGU (SHD)
Candide FLORENT (SDPC)
Coline GUILLET (BAPIM)
Marie-Christine NICOLAS (BPLM)
Guillaume PICHARD (BPLM)
Victor VENDRIES (ONaCVG)
Nadia WAINSTAIN (ECPAD)

RESPONSABLE DE LA VERSION NUMÉRIQUE
Paul-Emmanuel ZEVORT (BAPIM)

RESPONSABLE DE LA GESTION DES ABONNÉS
Frédéric GUÉNARD (BAPIM)

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION
Alexandra BRIAND-VÉRITÉ (SGA/COM)

MAQUETTISTE/GRAPHISTE
EGCA - Tulle

IMPRESSION ET ROUTAGE
EGCA - Tulle
2, rue Louis Druliolle
CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

N° ISSN : 1150-70 55
TIRAGE : 23000 EXEMPLAIRES
Dépôt légal : 4e trimestre 2025

Le site Internet *Chemins de mémoire* (www.cheminsdememoire.gouv.fr) propose des dossiers sur l'actualité mémorielle et des articles historiques pour aller plus loin.
Retrouvez également les anciens numéros des *Chemins de la mémoire* dans la rubrique « Histoire et mémoires ».

SOMMAIRE

ÉDITORIAL 5

1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE

Les deux sièges de Paris durant « l'année terrible » (1870-1871) 8
Éric FOURNIER

Dublin, ville martyre (1916-1923) 12
Raphaël WILLAY

Camoufler les villes en guerres mondiales 16
Lieutenant-colonel Ivan CADEAU

Stalingrad, juillet 1942-février 1943 : entre guerre urbaine et art opératif 18
Gilles FERRAGU

Le soulèvement du ghetto de Varsovie (avril-mai 1943) 22
Constance PÂRIS de BOLLARDIÈRE

Précocement occupée, tardivement libérée : Prague, une capitale dans la Seconde Guerre mondiale 26
Paul LENORMAND

Metz, 22 novembre 1944 : les images françaises d'une libération américaine 30
Rodolphe RAGU

1956-1957, la bataille pour Alger 34
Sylvie THÉNAULT

Le 94e régiment d'infanterie - CENZUB, l'expertise et la préparation opérationnelle de l'armée de terre pour les actions en zone urbaine 38
Chef de bataillon Emmanuel (R)

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES

Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes d'une guerre mondiale à l'autre 42
Danièle VOLDMAN

« La lamentable situation des populations du nord de la France isolées du monde et séparées des leurs » - Lille occupée (1914-1918) 48
Annette BECKER

Les victimes civiles des bombardements de Boulogne-sur-mer (1917-1918) 52
Emmanuelle DANCHIN

Une ville sans Juifs ? La mobilisation de la population parisienne autour des « appartements juifs » 56
Isabelle BACKOUCHE, Sarah GENSBURGER, Eric LE BOURHIS

Enfances urbaines en temps de guerre et d'après-guerre, France, années 1940 ..... **60**
Camille MAHÉ

Vivre et survivre dans les ruines de Hambourg **64**
Éric KOCHER-MARBŒUF

Le massacre de Tulle, 9 juin 1944 ..... **68**
Fabrice GRENARD

Les otages ont-ils une histoire ? **70**
Gilles FERRAGU

Kigali 1990-1994, ville politique et théâtre de la violence : le génocide des Tutsi dans la capitale rwandaise **74**
Louis LAURENT

Ukraine : la guerre est arrivée, brutalement, sans prévenir **78**
Patrick CHAUVEL

3 RECONSTRUCTIONS ET MÉMOIRES

L'extension urbaine de la Neustadt à Strasbourg, héritage urbain de la guerre de 1870 ..... **82**
Cathy BLANC-REIBEL

Ruines et mémoires de villes bombardées en guerre d'Espagne **86**
Stéphane MICHONNEAU

De la grève des mineurs du pays noir en 1941 au fort d'Huy en Belgique : construire une mémoire transfrontalière **92**
Pierre OUTTERYCK

La reconstruction et l'ami américain : Dunkerque et Amiens en sorties de guerre **96**
Louis TEYSSEDOU

Reconstruire pour se souvenir ou construire pour oublier : le béton de Saint-Malo au sortir de la Seconde Guerre mondiale **100**
David JOUET

Hiroshima, ville de mémoire nucléaire **104**
Barthélémy COURMONT

Le musée du génocide de Tuol Sleng à Phnom Penh, un « musée-preuve » conçu en temps de guerre **108**
Anne-Laure PORÉE

Le mur mémoriel de la résidence des pins à Beyrouth **112**
Colonel Éric de LAPRESLE

Gaza, inventaire d'un patrimoine bombardé **114**
Fabrice VIRGILI

NOS CONTRIBUTEURS ONT PUBLIÉ **116**

ÉDITORIAL

Les guerres transforment profondément les villes. Avant les combats, il s'agit d'en organiser la protection et la défense. Pendant le siège et l'assaut, elles sont le théâtre des affrontements militaires et souvent la cible de bombardements massifs. Plus tard, elles deviennent le territoire de reconstructions et d'inscriptions mémorielles.

Des deux sièges de Paris durant « l'année terrible » aux guerres les plus récentes, les villes sont devenues, à l'époque contemporaine, des objectifs privilégiés des belligérants, lieux de combats au sol, cibles de bombardements stratégiques de destruction massive et d'intimidation, et malheureusement aussi le cadre d'exactions.

Paris, Dublin, Stalingrad, Prague, Metz, Varsovie et Alger composent la première partie de cette mise en perspective chronologique. Celle des villes comme champs de bataille, investies et défendues quartier par quartier, rue par rue.

D'une guerre mondiale à l'autre, Lille et Boulogne-sur-Mer, Paris à nouveau et d'autres villes de la France des années 40, Hambourg, Kigali et Jytomyr en Ukraine, bombardées, investies, elles furent le quotidien de civils qui se sont efforcés d'y survivre dans des quartiers dévastés, des immeubles effondrés, victimes aussi de spoliations, d'arrestations et de mises à mort. Elles composent la ligne d'horizon du second volet.

Strasbourg allemande et redevenue française, villes de la guerre d'Espagne, du Nord de la France et cité malouine, Hiroshima, Phnom Penh, Beyrouth et Gaza sont les portes d'entrée de la dernière partie de ce triptyque : celle de la reconstruction des ruines et des constructions mémorielles.

Consacrer ce hors-série des *Chemins de la mémoire* aux villes en guerre, c'est à la fois examiner comment les batailles s'emparent des espaces urbains et interroger les rapports entre situations de guerre et identités urbaines.

Ce numéro réunit les contributions de vingt-neuf auteurs. Leurs travaux et la diversité de leurs approches permettent de brosser un panorama riche et nuancé et d'esquisser la diversité et la complexité de la situation de ces « villes en guerre ». Qu'ils soient ici chaleureusement remerciés pour leur engagement et pour avoir apporté, gracieusement, leur savoir et leur regard à cette publication.

Evence RICHARD
Directeur de la mémoire, de la culture et des archives



***Les dernières cartouches*, Alphonse de Neuville, salon de 1873.**
© Propriété de la FNAOM, œuvre exposée à la Maison de la dernière cartouche à Bazeilles (Ardennes)



1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE

Bombardées, assiégées, prises et occupées, quadrillées, libérées, les villes à l'époque contemporaine sont d'abord des objectifs et des cibles stratégiques, notamment les capitales. En guerre urbaine, les champs de bataille composent une géographie du chaos, celle des ravages des opérations aériennes, de l'utilisation intensive de l'artillerie à longue portée, des combats de rue et des résistances engendrées. Réduites en cendres, ces villes s'inscrivent au cœur des enjeux d'une incessante modernisation combattante.

Éric FOURNIER
Maître de conférences (HDR) en histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Centre d'histoire du XIXe siècle

LES DEUX SIÈGES DE PARIS DURANT « L'ANNÉE TERRIBLE » (1870-1871)

En septembre 1870, l'armée prussienne arrive aux portes de Paris. Le siège qu'elle organise isole la ville et sa population. La capitale ne cède pas, et le siège est finalement levé fin janvier 1871. Mi-avril, deux mois et demi plus tard, débute le second siège, contre la Commune de Paris, que conduit l'armée versaillaise, constituée par Adolphe Thiers, chef du gouvernement.



Anonyme, *Guerre de l'Invasion, 1870-1871*, Imprimerie J. Bognard Jne, Imprimeur-lithographe.
© CCØ Paris Musées - Musée Carnavalet-Histoire de Paris

Le siège prussien : le baptême du feu du Paris haussmannien

Le 2 septembre 1870, Napoléon III, cerné à Sedan, se rend et abdique. Le 19 septembre, Paris, encerclé par l'armée allemande, répond à l'appel à continuer le combat du gouvernement républicain de « défense nationale », qui ranime la mémoire glorieuse – et révolutionnaire – des « volontaires » de 1792 et de « la patrie en danger ». Les Parisiens reforment la Garde nationale. Cette milice citoyenne, forte de 340 000 hommes, organisée en compagnies de quartier et en légions d'arrondissement, élit souverainement ses propres officiers et renoue ce faisant avec Paris, « bivouac des révolutions » (Jules Vallès). La Garde nationale est censée appuyer l'armée régulière, encore meurtrie des défaites impériales, plus de 150 000 soldats de métier commandés par le général Trochu. Près d'un demi-million d'hommes particulièrement bien armés et approvisionnés défendent une ville de deux millions d'habitants protégée par l'enceinte dite « Thiers », édifiée à partir de 1841. Cet ouvrage défensif, à l'emplacement de l'actuel boulevard périphérique, est titanesque : 40 kilomètres de longueur, une muraille

de 10 mètres de hauteur et 3 mètres de large, précédée d'un fossé large de 5 mètres ; jalonnée de 93 bastions et protégée par 14 forts avancés – soit 2 600 canons gardant la ville. Paris est peut-être alors la plus impressionnante ville fortifiée de l'histoire de l'humanité. Pour la première fois dans l'ère des guerres industrielles, un tel tissu urbain est un champ de bataille. Aucun des conflits récents – Crimée, guerres d'indépendance italiennes et allemandes, expéditions impériales, guerre de Sécession – n'a confronté les armées à un théâtre d'opération comparable.

On comprend aisément la stratégie allemande : ne surtout pas investir Paris au risque d'une hasardeuse « guerre des rues et des maisons », de surcroît dans une ville prompte à dresser des barricades, mais encercler la capitale et briser le moral des assiégés en les affamant et en les bombardant. À l'intérieur des remparts, si la Garde nationale exige une sortie en masse pour briser le siège, le général Trochu, espérant l'arrivée d'une armée de secours, se distingue par son attentisme – « Trochu, participe passé du verbe trop choir », cingle Victor Hugo.

Assiégés du 19 septembre au 28 janvier, les Parisiens sont confrontés à trois défis : le froid, la faim, les obus. L'hiver 1870-1871 est l'un des plus glacials du siècle, avec des températures négatives dès les premiers jours de novembre. La faim est l'une des pires épreuves obsidionales. Les autorités refusant initialement de rationner d'importantes provisions, les premières pénuries apparaissent dès octobre. On abat les chevaux de l'armée et les animaux du Jardin des plantes. En novembre, les boucheries ne proposent plus que de la viande de chien, de chat ou de rat. À Noël, alors que la solde journalière d'un Garde national est de un franc cinquante, un œuf en coûte deux. De plus, les aqueducs haussmanniens ayant été détruits, les Parisiens doivent se contenter de l'eau pathogène de la Seine. Seuls les plus riches peuvent s'alimenter correctement. Du 5 au 26 janvier, la ville subit un intense bombardement : 7 000 obus tirés, 1 600 bâtiments publics et 1 400 privés touchés, 111 morts directs. La rive gauche est bien plus menacée par les canons Krupp, concentrés sur les hauteurs de la banlieue sud. Visant à briser la détermination des assiégés, les obus ne ciblent pas de bâtiments précis, et en aucun cas les murailles. Les impacts laissent supposer que les artilleurs règlent leur mire sur des points hauts : dôme des Invalides, Panthéon, Val de Grâce. À la différence de l'alimentation, riches et pauvres sont également exposés. Au début, à lire correspondances et journaux intimes, tous sont traumatisés par une violence sonore omniprésente et un danger ubiquiste. Certains ne s'habitueront jamais, comme les frères Goncourt, vivant à Auteuil, quartier particulièrement exposé. Mais la plupart s'habituent à la canonnade mi-janvier, parvenant à dormir sous le bombardement, et apprenant, au son, à anticiper la trajectoire des obus.



Clément-Auguste Andrieux, *Le Siège de Paris en 1870* ou *La queue à la boucherie*, 1870.
© Musée d'art et d'histoire Paul-Éluard, Saint-Denis. Photo : I. Andréani

1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE

Pour tenir, les assiégés mobilisent les différentes facettes de l'identité parisienne du temps qui en font une ville unique : Paris, « capitale du XIXe siècle », cette ville phare de la modernité magnifiée par Haussmann ; mais aussi microcosme de la civilisation, passée et présente ; cité, enfin, encore étourdie par la « fête impériale », et qui sait rester légère, sinon frivole, affichant un stoïcisme quelque peu bravache. « Et nous rions sous la pluie de feu », écrit ainsi *Le Rappel*, qui, entre deux fanfaronnades, inscrit la capitale dans une histoire grandiose : « Pour Paris c'est le baptême sublime du fer, du feu et de la flamme [...] Paris est une ville plus splendide qu'Athènes et plus sainte que Rome ».

Malgré l'échec désastreux de la sortie en masse du 19 janvier, révélant autant l'impréparation de la Garde nationale que l'approche timorée de Trochu, Paris est invaincue. La signature de l'armistice est vécue comme une humiliation par les défenseurs et, à plus forte raison, lorsque l'armée allemande obtient l'honneur d'occuper triomphalement les Champs-Élysées du 1er au 3 mars. S'ensuivent une série de vexations par le gouvernement d'Adolphe Thiers, culminant le 18 mars lorsqu'il entend désarmer la Garde nationale de ses canons, fondus pendant le siège grâce à une souscription – plus qu'un arsenal, un signe de souveraineté populaire. Les Parisiens jugent s'être défendus seuls, ils veulent maintenant se gouverner seuls. Le 28 mars, la Commune est proclamée. Le 2 avril, une guerre civile commence, opposant deux formes de république : la République sociale des communards contre la république versaillaise, gouvernée par une assemblée monarchiste.



Place Vendôme, groupe de soldats fédérés auprès de la barricade de la rue de Castiglione, 1871.
© Bruno Braquehais (1928-1875) / domaine public

Le siège versaillais : la terrible modernité de la guerre des rues

À la différence du premier siège, nul blocus n'est possible, du fait de l'occupation allemande au nord de la capitale. Autre différence notable, l'armée versaillaise sait qu'elle devra investir Paris, combattre la capitale des barricades, défendue par l'insurrection la plus formidablement armée du XIXe siècle européen.

Thiers est responsable de la tactique versaillaise : une approche lente, prudente et méthodique, systématiquement précédée par une intense préparation d'artillerie. Une fois Paris investi, les officiers versaillais sont persuadés que les communards leur opposeront une défense acharnée, rue par rue et maison par maison ; qu'ils sont dotés d'armes de destruction massive, notamment des mines, capables de détruire des quartiers entiers. Ces rumeurs sont accréditées par le discours martial de la Commune et par sa propagande affirmant posséder de telles armes – « si monsieur Thiers est chimiste, il nous comprendra », peut-on lire dans *Le Cri du peuple* de Vallès. Confrontés à une situation inconnue, celle de la guerre urbaine à l'âge industriel, l'armée versaillaise a cependant un atout majeur : c'est la seule armée du monde à avoir l'expérience de cette « guerre des rues et des maisons » que les soldats français ont découverte lors du terrible siège de Saragosse en 1808. Ils s'aguerrissent ensuite à ces tactiques en combattant l'insurrection des canuts lyonnais en 1832, puis lors de la conquête de Constantine en 1837. En juin 1848, à Paris, ils réduisent les barricades de la République sociale en quelques jours en systématisant la pratique du « cheminement », qui consiste à progresser à l'abri du bâti en perçant murs et cloisons, pour surplomber, contourner et encercler des barricades qui ne sont presque jamais prises d'assaut de front. En juin 1848, la barricade est devenue un système défensif anachronique face à la modernité de l'armée régulière dans l'ordre de la guerre urbaine.

Le bombardement versaillais commence le 11 avril, souvent à partir d'anciennes positions allemandes, pour contenir les communards et s'approcher de Paris. Ce bombardement, guidé par des objectifs opérationnels précis, est bien plus intense que celui des Prussiens, plus ciblé aussi. Sur le front ouest, les batteries du Mont-Valérien frappent durement Courbevoie et Asnières, et font de Neuilly un champ de ruines. Le journal intime d'un habitant de cette ville, coincée entre les deux camps, dit l'intensité du pilonnage. Du 9 au 29 avril, il récolte seize éclats d'obus dans sa demeure correspondant à cinq impacts directs. Dans Paris, un quadrilatère borné par la porte des Ternes, la porte Maillot, l'avenue de la Grande Armée, l'Arc de Triomphe et l'avenue

des Ternes est semé de décombres. Le front Sud est le front principal pour l'armée de l'Assemblée, dont l'objectif est d'abord de neutraliser les forts d'Issy et de Vanves, qui défendent l'accès à Paris. Les villages de Vanves, d'Issy et de Montrouge sont également durement frappés. À partir du 8 mai, après la chute du fort d'Issy, la redoute de Montretout, préparant l'entrée dans Paris, dévaste l'enceinte entre les portes d'Auteuil et de Saint-Cloud, jusqu'à la gare d'Auteuil. Le 21 mai, les troupes de l'Assemblée entrent dans la capitale.

Confrontés aux revers militaires en banlieue, et fermement convaincus que la défense de la Commune de Paris prime sur la sauvegarde de la ville, les communards affirment rapidement la possibilité de détruire la capitale pour sauver la Sociale. Cette détermination est avivée par la mémoire vive des révolutions du XIX[e] siècle, celle du Paris des barricades qui associe révolution, destruction et appropriations urbaines en des liens inextricables. La barricade est autant un processus de ruines qu'une fondation révolutionnaire – un mythe transcendant la ville pour des générations d'insurgés.

Ainsi, les incendies communards pendant la bataille de Paris et la Semaine sanglante, du 21 au 28 mai, participent certes d'une *hybris* propre à une guerre civile, mais cette démesure puise sa source dans des pratiques insurrectionnelles antérieures, dans la rationalité d'un rapport spécifique des révolutionnaires parisiens à leur ville. Alors que la Commune s'effondre, trois motifs guident les incendies, la plupart à l'initiative des communards : la défense dans l'urgence, l'appropriation et la purification. Certains incendies tentent de défendre les barricades et sont une réponse improvisée aux « cheminements » versaillais, en espérant « opposer aux envahisseurs une barrière de flammes » (Louise Michel). Ces brasiers apparaissent comme des formes paroxysmiques de la barricade, en associant destruction, défense et appropriation de l'espace insurgé. Car, au-delà de la guerre des rues, l'incendie, notamment celui des monuments symboliques, relève d'un ultime d'acte appropriation et de souveraineté, déniant à Versailles le droit même de disposer de la mort de Paris. Ainsi, le 19 mai, *Le Cri du Peuple* clame que « Paris se détruira lui-même et s'ensevelira sous les ruines plutôt que de laisser fouler le pavé de ses rues par les bombardeurs ». Enfin, certains incendies, tel celui des Tuileries, relèvent aussi d'un forme d'iconoclasme monumental, censé venger la Commune et purifier la ville de monuments honnis.

Lors de la Semaine sanglante, 238 bâtiments sont détruits par le feu, principalement autour de l'axe de la Seine, surtout rive droite, de la Madeleine à la Bastille, sans oublier la place du Château d'eau (actuelle place de la République). À l'exception de Notre-Dame, qui manifestement indiffère les insurgés, peu de hauts-lieux sont épargnés : les Tuileries, la rue de Rivoli, le Palais-royal, l'Hôtel de ville, le Palais de Justice, la préfecture de Police, la Cour des comptes flambent. Ces incendies attisent le massacre des communards. La Semaine sanglante, une « curée froide » (Louise Michel) menée par les officiers de l'armée de l'Assemblée, est le plus important massacre européen du XIX[e] siècle, faisant entre 10 000 et 15 000 victimes. ■



Jean Andrieu, *Ruines de la Commune de Paris. Intérieur du Fort militaire d'Issy, Issy-les-Moulineaux*, photographie, 1871.
© CCØ Paris Musées - Musée Carnavalet-Histoire de Paris

Raphaël WILLAY
Maître de conférences en civilisation des Îles Britanniques,
Université du Littoral Côte d'Opale – Laboratoire HLLI, UR 4030

DUBLIN, VILLE MARTYRE (1916-1923)

Au cours de son histoire, la ville de Dublin est à plusieurs reprises le théâtre de révoltes contre la domination britannique. L'historien Raphaël Willay, spécialiste de la question irlandaise, s'intéresse ici aux conséquences pour la ville et ses édifices des conflits autour de la lutte pour l'indépendance dans la première moitié du XXe siècle.

Siège de l'administration anglaise en Irlande depuis le Moyen Âge, Dublin est un lieu symbolique et une cible stratégique pour les groupes irlandais revendiquant l'autonomie de leur île. Au début du XXe siècle, les nationalistes s'y insurgent contre les forces armées britanniques lors du soulèvement de Pâques de 1916 et pendant la guerre d'indépendance (1919-1921), puis la ville devient le théâtre d'affrontements au cours de la guerre civile opposant les forces pro et anti-traité (1922-1923). Trois édifices majeurs, la poste centrale (*General Post office*, GPO), les bâtiments des douanes (*Custom House*) et des Quatre Cours de justice (*Four Courts*) se posent alors en témoins de chaque confrontation.

Une ville au cœur de la lutte pour l'indépendance

L'entrée en guerre du Royaume-Uni en 1914 provoque le report de l'application de la loi sur l'autonomie irlandaise (*Home Rule*) et, par ricochet, une scission au sein des groupes nationalistes qui ne parviennent pas à s'entendre sur la position à adopter. Si des Volontaires irlandais (*Irish Volunteers*) font le choix de se battre aux côtés des Britanniques dans l'espoir que leur coopération leur permettra d'obtenir l'autonomie plus rapidement (*National Volunteers*), d'autres refusent de coopérer avec ceux qu'ils considèrent comme leurs oppresseurs. Ces derniers, soutenus par d'autres groupes paramilitaires, tels que la Fraternité républicaine irlandaise (*Irish Republican Brotherhood*, IRB), l'Armée citoyenne irlandaise (*Irish Citizen Army*) et le Conseil des femmes (*Cumann na mBan*) entendent tirer profit de l'engagement britannique sur le continent en déclenchant une insurrection à Dublin le 24 avril 1916. Ensemble, ils prennent possession de plusieurs usines et bâtiments publics, comme le moulin de Boland, la biscuiterie Jacob, l'institut de Charité ou le siège syndical de Dublin Sud.

La poste centrale, bâtiment de style néoclassique conçu par Francis Johnston entre 1814 et 1818, est occupée progressivement par 350 rebelles et devient le quartier général de l'insurrection. 6 000 soldats britanniques investissent alors le centre-ville pour les en déloger (notamment dans O'Connell Street – alors appelée Sackville Street – et ses environs) et mitraillent les bâtiments occupés par les insurgés. Des tirs d'artillerie lourde sont même effectués depuis un navire de la *Royal Navy* (HMS Helga) remonté sur la Liffey. Parmi les édifices visés se trouve *Liberty Hall*, siège du syndicat des transports et des travailleurs, que des tirs incessants réduisent à l'état de ruine. Un entrepôt de produits chimiques et pharmaceutiques situé à proximité de la GPO prend également feu. La propagation de l'incendie provoque l'effondrement de la toiture de la poste centrale le 28 avril, réduisant à néant les structures internes et ne laissant debout qu'une carcasse de pierres. Ses occupants sont obligés de s'enfuir puis de se rendre.



Insurrection de Pâques 1916. Intérieur du bureau de poste de Sackville Street détruit lors des combats. Dublin (République d'Irlande), Sackville Street.
© TopFoto / Roger-Viollet



Le bâtiment des douanes de Dublin en feu après l'attaque de mai 1921.
© Independent News and Media / Getty Images

La destruction de nombreux édifices du centre-ville de Dublin et la mort de près de 500 personnes, dont une majorité de civils, rendent visible l'échec militaire de l'insurrection de Pâques, mais le soulèvement marque le début d'une nouvelle ère dans la lutte pour l'indépendance de l'Irlande. Dans les semaines qui suivent, la répression brutale exercée par le pouvoir britannique, illustrée par les nombreuses arrestations et l'exécution sommaire des leaders de l'insurrection, suscite une vague d'indignation sans précédent. Aux yeux de l'opinion publique irlandaise et internationale, ces derniers sont érigés en martyrs de la cause républicaine, renforçant le sentiment nationaliste des Irlandais.

Cette ferveur trouve un écho retentissant lors des élections générales de 1918, où le Sinn Féin, parti républicain radicalisé, remporte une victoire écrasante (73 sièges sur 105). Fort de ce succès, ses élus refusent de siéger au Parlement de Westminster à Londres et forment le *Dáil Éireann* (assemblée nationale irlandaise) en janvier 1919 à Dublin. Ils proclament ensuite de manière unilatérale la création de la République d'Irlande, entraînant le pays dans une guerre d'indépendance caractérisée par des opérations entreprises par l'armée républicaine irlandaise (*Irish Republican Army*, IRA) contre la police royale irlandaise (*Royal Irish Constabulary*, RIC) et l'armée britannique. Ainsi, du 21 janvier 1919 au 11 juillet 1921, des attaques, des embuscades et des incendies criminels ravagent l'île, notamment Cork et Dublin. Le conflit atteint un pic de violence en faisant près de 30 morts et 70 blessés lors du *Bloody Sunday* du 21 novembre 1920, marqué par des assassinats ciblés commis par l'IRA, la répression sanglante exercée par l'armée britannique à Croke Park, des arrestations et des tortures. Le 25 mai 1921, dans le but d'affaiblir l'administration britannique, l'IRA met le feu au bâtiment des douanes, chef-d'œuvre néoclassique de James Gandon (1791), « l'un des biens les plus précieux du peuple irlandais » selon le Premier ministre, David Lloyd George. L'incendie se propage rapidement, non seulement parce que les espaces intérieurs et les structures internes sont en bois, mais aussi parce que des pompiers envoyés pour l'éteindre sont des membres de l'IRA qui, tout en organisant discrètement l'évacuation des hommes et la sortie des armes qui y étaient stockés, activent volontairement l'embrasement. Le feu provoque l'affaissement du dôme et la destruction des bureaux du cadastre et de l'administration fiscale, entraînant la disparition de plusieurs siècles d'archives gouvernementales et de documents essentiels à la gestion du territoire.

1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE



Explosion au palais de justice de Dublin (*Four Courts*), 30 juillet 1922.
© Bettmann / Getty images

Finalement, après deux années et demie d'une lutte violente, le gouvernement britannique et les nationalistes irlandais parviennent à s'entendre pour mettre fin au conflit. Les négociations menées à Londres à partir d'octobre 1921 aboutissent à la signature du traité anglo-irlandais, le 6 décembre. L'État libre d'Irlande (*Irish Free State*) est créé, mais il demeure un dominion autonome au sein du Commonwealth britannique, obligeant les membres du parlement irlandais à prêter allégeance au roi d'Angleterre. Le traité officialise également la partition de l'île, six des neuf comtés d'Ulster restant rattachés au Royaume-Uni sous le nom d'Irlande du Nord.

Si l'accord semble accepté par une majorité d'Irlandais comme un compromis nécessaire pour mettre fin à la guerre, il révèle de nouvelles tensions au sein du mouvement nationaliste. D'un côté, ses partisans le considèrent comme un pas en avant vers la pleine souveraineté, mais, de l'autre, ses opposants voient dans ce texte une trahison de l'idéal républicain. Cette division débouche sur une guerre civile (28 juin 1922 – 24 mai 1923) opposant les nationalistes pro et anti-traité. De nouvelles confrontations se produisent alors à nouveau sur toute l'île et Dublin, ville déjà éprouvée par les conflits précédents, en subit à nouveau les conséquences. Le 15 avril 1922, trois mois après l'approbation du traité anglo-irlandais par le *Dáil*, un groupe dissident de l'IRA hostile au traité s'empare du complexe des Quatre Cours, œuvre de Thomas Cooley et de James Gandon achevée en 1802. Leur intention est de perturber le fonctionnement du registre foncier et des principales juridictions du pays. Ils installent leur quartier général dans l'aile des avocats, tandis que le bâtiment des archives publiques (*Public Records Office*) est transformé en fabrique artisanale de grenades et de mines. Espérant éviter une guerre civile et parvenir à une réconciliation nationale, le gouvernement provisoire tarde à réagir. Mais à la fin du mois de juin, il envoie des troupes afin de déloger les occupants. Le siège des *Four Courts* entraîne l'incendie et l'explosion de l'aile principale, ainsi que la destruction de nombreux documents historiques. Une fois encore, les quartiers environnants subissent de nombreux dommages collatéraux.

Ainsi, la poste centrale de Dublin, les bâtiments des douanes et des Quatre Cours portent au début des années 1920 les

stigmates de trois moments-clés de la lutte pour l'indépendance de l'Irlande. Leurs dégâts ne doivent pas faire oublier pour autant les autres secteurs de la capitale durement touchés lors des affrontements : de nombreux logements et commerces situés à proximité de O'Connell Street et le long de la Liffey sont partis en fumée ou sont gravement endommagés (contraignant beaucoup de familles à fuir la ville ou à vivre dans des conditions de grande précarité) et les infrastructures publiques, y compris les réseaux de transport (tramway, ponts…) et d'approvisionnement en eau, sont aussi sévèrement abîmés.

Reconstruire Dublin au début du XXe siècle

La paix retrouvée, des rumeurs circulent rapidement selon lesquelles les ruines de la GPO et de la *Custom House* seraient rasées pour laisser place, entre autres, à un nouveau bureau de poste et à une nouvelle gare centrale circulent rapidement. Mais les projets visant à déplacer ou à détruire complètement les bâtiments administratifs abîmés sont vite abandonnés. Non seulement le nouveau gouvernement irlandais doit trouver des locaux pour y installer ses nouveaux ministères, mais les édifices endommagés portent aussi le témoignage de la lutte douloureuse menée par la population irlandaise pour obtenir son indépendance. Pour Samuel Beckett, par exemple, la poste centrale est devenue une « terre sainte ». L'opinion publique semble alors favorable à la conservation des édifices, comme le relate un article daté du 4 juin 1921, paru dans l'*Irish Builder*, qui souligne la quantité importante de structures d'origine du bâtiment des douanes ayant survécu et qui appelle à sa restauration.

Donner un nouveau visage à Dublin dans les années 1920 et 1930 se présente donc comme un défi à la fois politique et économique que le nouvel État libre d'Irlande doit relever pour affirmer son identité et sa capacité à agir en dépit des nombreuses difficultés financières auxquelles il est confronté. La reconstruction des ponts, des voies de communication et la réhabilitation de certains quartiers populaires prend beaucoup de temps en raison du coût élevé des travaux et de la nécessité de stabiliser l'économie nationale. En conséquence, des zones endommagées restent en ruine pendant de nombreuses années. Manquant de fonds, le gouvernement doit établir des priorités : en mars 1923, le rapport annuel du ministère des travaux publics (*Office of Public Works*, OPW) évoque la reconstruction des trois édifices majeurs : de la GPO, de la *Custom House* et des *Four Courts*. Le bâtiment d'origine de la poste centrale est alors conservé, restauré et agrandi à partir de 1925, puis rouvert officiellement en 1929. La reconstruction du bâtiment des douanes débute la même année sous la direction de l'architecte en chef de l'OPW, T.J. Byrne. Au printemps 1927, il est prêt pour une réoccupation partielle. Sa longue restauration s'achève en 1928, bien que certaines sculptures et plusieurs ornements originaux ne soient pas remplacés. La restauration du bâtiment des Quatre Cours de justice prend fin, quant à elle, en 1932, mais la perte des archives, que ces édifices abritaient, est irréversible. En outre, le besoin urgent de logements et d'équipements modernes mène à des décisions controversées. Ailleurs dans la ville, certains bâtiments anciens sont démolis au profit d'architectures plus fonctionnelles.

L'urbanisation de Dublin au début du XXe siècle reflète un équilibre fragile entre la préservation du patrimoine et la modernisation nécessaire d'une capitale en pleine affirmation de son identité. La cité ne se contente pas de panser ses plaies, elle reconstruit ses infrastructures, tout en intégrant les vestiges de son passé dans une mémoire collective visible valorisant les combats pour l'indépendance. La patrimonialisation du passé conflictuel de Dublin constitue encore de nos jours un outil de transmission au service de la construction de l'identité nationale irlandaise : O'Connell Street accueille les grandes commémorations nationales, la GPO intègre depuis 2016 un musée relatant l'insurrection de Pâques 1916, la *Custom House* héberge le siège du ministère du Logement et un centre ouvert aux visiteurs (depuis 2021) tandis que les *Four Courts* abritent la Cour suprême d'Irlande et d'autres cours de justice. Entre ruines, reconstructions et patrimonialisation, Dublin incarne une capitale qui a su rendre visible l'histoire du peuple irlandais dans son paysage urbain et faire de ses cicatrices de pierre, protégées et valorisées, des atouts culturels et touristiques. ■



***Four Courts*, Dublin, 2009.**
© Pastor Sam / CC 3.0

Lieutenant-colonel Ivan CADEAU
Docteur en histoire, chef du bureau doctrine,
opérations et renseignement au Service historique de la Défense (SHD)

CAMOUFLER LES VILLES EN GUERRES MONDIALES

Dès 1914, le camouflage est utilisé dans la défense contre les attaques aériennes. Permettant de tromper l'ennemi, il devient fondamental à la protection des espaces urbains. Ivan Cadeau expose les techniques mises en place dans certaines villes au cours des deux guerres mondiales.

Lieu de concentration des richesses et du pouvoir au cours de l'Antiquité, la ville devient dès cette époque l'un des objectifs privilégiés des armées en campagne ; c'est là, par ailleurs, qu'elles se ravitaillent et, l'hiver, prennent leur quartier. Progressivement, les zones urbaines accueillent les principaux nœuds de communication routiers, maritimes, puis plus tard, ferroviaires, en même temps que les grands centres de production civils et militaires. Au début du XX^{e} siècle, le changement de nature de la guerre, en partie fruit de l'industrialisation, et l'introduction sur le champ de bataille de la 3^{e} dimension – avec l'avion et ses capacités d'observation et de bombardement, obligent à repenser la défense des villes.

Pendant la Première Guerre mondiale, les mesures protectrices mises en place, principalement par les gouvernements français et britanniques, intéressent dans un premier temps la diminution de l'empreinte lumineuse des cités la nuit : l'éclairage public est éteint, les fenêtres des habitations sont calfeutrées et les populations sont invitées à respecter l'ensemble des précautions de défense antiaérienne dans le cadre du *black-out*, un mot que les habitants des villes apprennent à découvrir. Dans un second temps, les villes commencent à bénéficier des effets du développement du camouflage militaire. De fait, à compter de 1917, l'action des bombardiers allemands occasionne des pertes de plus en plus élevées au sein des populations londonienne et parisienne, et le camouflage, apparu dès la fin de l'année 1914 sur le front, touche désormais ce que l'on appelle alors les « arrières », c'est-à-dire les zones censément à l'abri des destructions.

Camoufler Paris et sa banlieue en Grande Guerre

C'est dans ce contexte que naît le projet, extravagant à première vue, de camoufler la capitale française. En l'espèce, il s'agit de construire un « faux Paris » qui doit soustraire la véritable ville aux coups de l'adversaire : le gouvernement français craint que les usines indispensables à l'effort de guerre ne soient touchées et que l'aggravation des pertes civiles ne provoque une baisse du moral au sein de la population. Dans l'esprit des concepteurs du projet, il s'agit d'une part de dissimuler l'agglomération parisienne par le strict respect du *black-out* pendant les alertes, et d'autre part de faire croire que cette dernière se trouve ailleurs qu'à son réel emplacement. Fernand Jacopozzi, entrepreneur italien spécialisé dans les décorations lumineuses, se voit confier cette improbable mission par le général Baquet, polytechnicien détaché auprès du sous-secrétaire d'État à l'artillerie. Le plan que propose Jacopozzi le 9 février 1918 au ministre de la Guerre repose donc en grande partie sur l'utilisation de la lumière et des constructions factices reproduisant quelques infrastructures caractéristiques de Paris. Trois sites sont choisis en fonction de la similarité que font les boucles de la Seine et de la Marne en ces endroits et qui, de nuit, sont susceptibles de tromper les aviateurs ennemis. Le cœur de Paris – ses principaux monuments (opéra Garnier, gare Montparnasse) et lieux emblématiques (place de l'Étoile) – doit être reconstruit au nord de la forêt de Saint-Germain tandis que la région Chelles-Torcy doit accueillir un ensemble d'usines factices chargée d'attirer les bombardiers allemands. Enfin, la zone où est aujourd'hui implanté l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle est prévue pour recevoir une réplique de l'agglomération de Saint-Denis, les fausses gares du Nord et de l'Est ainsi que les usines d'armement d'Aubervilliers, telle Sohier à La Courneuve, spécialisée dans la métallurgie et qui fabrique des tôles et des grenades, ou encore l'entreprise Somua, à Saint-Ouen, qui assemble les chars lourds Schneider. En définitive, la fin de la guerre ne permet pas de mener le projet à son terme et, en septembre 1918, à la veille de l'armistice, seules certaines réalisations relatives au site du faux Saint-Denis sont achevées : quelques bâtiments recouverts de toiles peintes imitant les surfaces en verre des usines, un embryon d'une fausse gare avec quais et trains fabriqués en contreplaqué. L'ensemble est mis en



Immeubles et maisons de la ville de Nice (Alpes-Maritimes) recouverts d'une peinture de camouflage, 1944. Photo tirée d'une série intitulée « Nice pendant la guerre 1942-1944 ».
© akg-images / Paul Almasy

perspective par le jeu de l'éclairage qui, la nuit, est censé rendre la duperie aussi plausible que possible.

Camoufler lors du second conflit mondial

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, certaines méthodes utilisées lors du précédent conflit sont reprises. Au Royaume-Uni, notamment, les usines sont peintes de motifs en trompe-l'œil ou dissimulées sous des filets de camouflage. Mais c'est aux États-Unis que les efforts entrepris pour « faire disparaître » les villes, de la côte Ouest particulièrement, se révèlent les plus aboutis. En effet, au printemps 1942, le Japon impérial est en pleine expansion et son raid surprise sur Pearl Harbor au mois de décembre précédent a montré que son aviation embarquée était à même de frapper le territoire américain. D'ailleurs, plusieurs incursions au cours de cette période montrent que le danger n'est pas écarté : en février 1942, un sous-marin bombarde des installations pétrolifères à une vingtaine de kilomètres de Santa Barbara, au mois de juin s'ouvre la campagne des Aléoutiennes (un archipel américain) et en septembre, un hydravion lancé depuis un submersible procède en toute impunité à deux missions de bombardement au-dessus de l'Oregon. L'armée américaine et les principaux constructeurs d'avions vont mettre en place un ingénieux dispositif qui vise à travestir les immenses superficies de leurs usines de telle manière à les faire ressembler, depuis le ciel, à de simples villages et lotissements. D'autres projets, farfelus pour certains, voient également le jour. Ainsi, un « artiste » propose de « casser » les formes urbaines de Los Angeles la nuit, en faisant circuler des compagnies de camions transportant de puissants projecteurs, un stratagème destiné à leurrer des aviateurs japonais… qui ne survoleront jamais la cité.

Les évolutions technologiques et les moyens de détection modernes (infrarouge) ont toutefois rendu ces dispositifs progressivement obsolètes, et le second XX^{e} siècle a montré que la protection des villes reposait davantage sur des armes conventionnelles (système de défense « sol-air », par exemple). Pour autant le camouflage « traditionnel », tel qu'inventé au cours de la Grande Guerre, a encore de beaux jours devant lui. Si les projets ambitieux comme celui des « villes fantômes » ont peu de chance d'obtenir des résultats efficaces, la dissimulation des infrastructures et autres organes de commandement (politiques et militaires) sensibles continuent d'être un impératif en temps de guerre. ■

Gilles FERRAGU
Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris Nanterre, adjoint au chef de la division recherche, études, enseignement au Service historique de la Défense (SHD)

STALINGRAD, JUILLET 1942-FÉVRIER 1943 : ENTRE GUERRE URBAINE ET ART OPÉRATIF

Pendant presque sept mois, le siège de Stalingrad par la 6e armée allemande procède d'une guerre d'anéantissement urbain. Gilles Ferragu relate les combats sans merci dans une ville en feu. La victoire de l'Armée rouge et la capitulation de Paulus se lisent comme annonciatrices du basculement du conflit.

Des nombreuses batailles qui scandent la Seconde Guerre mondiale, Stalingrad est sans doute l'une des plus emblématiques, en ce qu'elle marque un tournant moral, celui d'un espoir renaissant pour les Alliés, quand l'Axe prône à l'issue de cette défaite une radicalisation des combats, une politique incarnée par Goebbels appellant, le 18 février 1943, depuis le Sportpalast de Berlin, à la « guerre totale ». La singularité de cette bataille réside dans le retournement tactique, qui voit l'attaquant devenir l'assiégé, mais aussi dans la transformation même du combat, qui revient à des formes – la guerre urbaine – rappelant la guerre des tranchées. Le champ de bataille est connu, une cité industrielle, située sur une boucle de la Volga : les combats se déroulent dans un espace urbain, rendu chaotique par les bombardements, de 30 km de longueur et de 2 à 5 km de profondeur au début de l'encerclement. Au plan opérationnel, l'Armée rouge y fait la démonstration de l'« art opératif », à travers l'opération Uranus, dont la bataille de Stalingrad est en quelque sorte l'axe, menant à l'encerclement et à l'annihilation de la 6e armée allemande que commande le général Paulus. De ce fait, Stalingrad constitue aussi un véritable laboratoire de l'art militaire, à la fois stratégique et tactique pour le combat urbain, l'emploi de l'aviation et de l'artillerie en défense comme en attaque, ou encore pour la logistique.

Un objectif stratégique ?

La bataille de Stalingrad s'inscrit dans l'offensive allemande déterminée par la directive 41 du 5 avril 1942, qui prévoit de se saisir des champs de pétrole du Caucase en détruisant les forces soviétiques à l'ouest du Don (opération Blau). L'armée allemande patine devant Moscou et Leningrad et a besoin de ressources. À cette fin, le groupe d'armées Sud, après avoir été recomplété en équipement et renforcé par des armées alliés (Croates, Roumains, Italiens, Hongrois et Slovaques, soit en tout 50 divisions) est divisé entre un groupe d'armées A, dirigé vers le Caucase, et un groupe d'armées B, lancé sur Stalingrad (directive 45 du 23 juillet 1942), et ce en dépit de la règle de la concentration des forces. Défi supplémentaire, les succès de la Wehrmacht, tant en Crimée (juin) que lors de l'offensive soviétique de Kharkov (mai) incitent Hitler à désengager la 11e armée du groupe Sud pour l'envoyer sur le front de Leningrad. La seule réserve disponible disparaît ainsi. Néanmoins, le groupe d'armées B lance l'attaque le 19 août. Le général Paulus a décidé de couper la ville en deux et surtout d'endiguer le ravitaillement soviétique arrivant du Nord par la Volga.

Stalingrad ne figurait pourtant pas originellement dans les plans allemands, la prise de ville étant considérée comme trop coûteuse. Cependant, elle est devenue le pivot de la



Bombardement d'une gare de Stalingrad par l'aviation allemande. Septembre 1942.
© Roger-Viollet



Soldats soviétiques pendant la bataille de Stalingrad.
© Tallandier / Bridgeman Images

manœuvre autant qu'un objectif politiquement symbolique, Hitler exigeant le 31 août la destruction de la ville. En effet, Staline, averti par la découverte de plans dans un crash aérien allemand, a décidé la mise en défense de la ville le 19 juillet et, neuf jours plus tard, promulgué l'ordre 227 « plus un pas en arrière ». Conscient que la prise de Stalingrad risquait de couper le pays en deux et de bloquer l'axe de la Volga, il en fait un objectif majeur. Début août, il crée un front de Stalingrad, confié au général Eremenko. Le commandement local est assuré par le dernier état-major resté dans la ville, sous les ordres du général commandant la 62e armée, le général Chouikov, qui réussit à faire traverser la Volga à l'équivalent de neuf divisions d'infanterie et 2 brigades de chars. Les forces soviétiques, massées de part et d'autre de la Volga, sont impressionnantes : treize armées en tout et 900 chars. Cependant, les énormes pertes de 1941 pèsent d'autant plus que le commandement, éprouvé par les purges des années trente, se reconstitue lentement. Grâce à l'appui des Alliés et à la mobilisation industrielle, l'armée évolue progressivement, d'une armée d'infanterie à une armée mécanisée et blindée. La quantité doit suppléer à la qualité, les armées de réserve étant constituées de conscrits qui n'ont pas reçu un entraînement suffisant, et l'armement manque encore. La ville se prépare également : du fait de l'état de siège, proclamé le 25 août, les civils sont formés en « colonnes de travailleurs », ou en milices, tandis que le NKVD (le commissariat du peuple aux affaires intérieures) prend le contrôle des bateaux sur la Volga et interdit toute sortie de la ville. À l'extérieur de Stalingrad, le commandement des opérations en Russie du Sud est confié à deux stratèges de talent : les généraux Vassilievski et Joukov. Dès le 4 octobre 1942, ils engagent la préparation de l'opération Uranus, qui doit aboutir à l'encerclement de la 6e armée allemande.

La guerre urbaine : une nouveauté ?

Entre-temps, l'offensive allemande est parvenue aux portes de la ville, tandis que la Luftwaffe exécute, le 23 août et pendant une semaine, un bombardement massif qui entraîne près de 40 000 victimes et détruit les raffineries, les centres de communication et l'approvisionnement en eau, ainsi que les maisons en bois et les immeubles. Un bombardement de terreur certes, mais peut être aussi une faute tactique : cet amoncellement de ruines va devenir le cauchemar des assaillants en fournissant d'innombrables obstacles, pièges

1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE

et réduits au profit des assiégés, sans compter les égouts, épargnés et largement employés par les Soviétiques, qui disposent de plans, pour se déplacer. Ce premier mouvement complété, l'infanterie allemande commence à investir la ville le 13 septembre. La partie Sud de la ville est conquise à la fin du mois, mais le Nord résiste. Le général Paulus lance quatre offensives, jusqu'au 17 novembre, sans emporter la décision, handicapé par un manque croissant de moyens et d'hommes. Hitler a certes fait de Stalingrad une priorité, le 6 octobre, mais dans le même temps, il en dégarnit les forces en envoyant 300 avions en Afrique du Nord.

En ville, les combats sont âpres, entre des troupes soviétiques mal équipées, qui attaquent par unités de 200 à 800 hommes avec ou sans le soutien des chars, et des troupes allemandes peu entraînées au combat de rue (qui diffère complètement des grandes offensives menées jusque là), gênées par les ruines, et sans réserves. Dans une ville où chaque bâtiment devient une forteresse, et où l'état des infrastructures bloque l'usage des chars ou de l'artillerie, le combat change de nature. Les combattants creusent des tranchées et s'affrontent à courte distance, une situation exploitée par le commandement soviétique : le général Chouïkov donne l'ordre à ses hommes de rester au plus près des lignes allemandes pour gêner l'emploi de l'artillerie, voire d'investir ces lignes lorsque l'adversaire recule devant un tir d'artillerie soviétique, au risque de servir de cible aux tirs amis. Certes, côté allemand, la défensive s'organise en déblayant des immeubles pour créer des « avenues », où les chars peuvent opérer en couverture de l'infanterie. Toutefois, les blindés allemands, gênés par le terrain, sont ciblés par les troupes soviétiques, selon des combinaisons associant mortiers (ciblant les troupes au sol) et canons anti-chars.

Dans ce théâtre de guerre original, les très petites unités, spécialisées comme les tireurs d'élite (quelques noms, portés par la propagande, subsistent, tel Vassili Zaïtsev, qui inspire le film *Stalingrad*, de Jean-Jacques Annaud) ou les sapeurs, se distinguent. Du reste, Stalingrad dévore les hommes, mais aussi les munitions, imposant des contraintes logistiques immenses, tant pour l'approvisionnement que pour l'évacuation des blessés, contraintes que l'armée allemande ne peut dépasser.

Stalingrad dans l'art opératif soviétique

Dans ce cadre, l'URSS joue la montre : l'offensive allemande stagne, l'hiver approche et avec lui, le gel, qui facilite l'action des blindés. Le 19 novembre, c'est le début de la contre-offensive soviétique. Après une courte préparation



Des prisonniers allemands marchent à travers la neige, Stalingrad, 1943.
© Pictures from History / Bridgeman Images

d'artillerie, l'offensive est lancée et le mouvement tournant s'achève le 22 novembre à Kalatch par l'encerclement de la 6e armée. Le général Paulus, dépourvu de réserves, n'a pu réagir. Le 18 décembre, c'est au tour de la 8e armée italienne de lâcher, suivie le 15 janvier par la 2e armée hongroise. La tentative de von Manstein de rompre l'encerclement échoue en décembre. Les armées de l'Axe se retrouvent encerclées dans un chaudron de 50 km de long et 40 km de large. L'offensive finale commence le 10 janvier 1943. Deux jours plus tard, le terrain d'aviation de Pitomnik est pris, les communications filaires sont coupées : c'est la fin de toute possibilité de ravitaillement en nourriture et en munitions, et d'évacuation des blessés. Le 13, les munitions d'artillerie sont épuisées. Suivant les ordres d'Hitler, la reddition est refusée, mais le 2 février toute résistance a cessé.

Le bilan est difficile à estimer. Côté Axe, les pertes sont estimées à un total de 250 000 morts dont 60 000 Allemands. Pour les Soviétiques, les chiffres varient, de quatre à huit fois les pertes de l'Axe, y compris les pertes civiles, soit environ 1 100 000 victimes. Les pertes matérielles sont aux alentours de 1 000 chars et 1 800 canons, plus les véhicules non blindés. Sur les 91 000 prisonniers allemands, 5 000 seulement rentreront entre 1947 et 1955.

Les leçons à tirer de Stalingrad sont nombreuses. L'échec du soutien aérien allemand confirme les limites de l'arme aérienne, le général Paulus ayant utilisé les moyens aériens pour des bombardements sur la ville aux dépens des nécessités logistiques. Or la zone de Stalingrad a besoin de 550 tonnes/jour pour se maintenir, quand la moyenne des livraisons se situe, entre le 22 novembre et le 16 janvier, à 80 tonnes/jour, dont 40 pour les vivres, 30 pour le carburant et 10 pour les munitions. Du fait de la capture des



Un soldat victorieux de l'Armée rouge lève le drapeau soviétique sur les ruines de Stalingrad, février 1943.
© Pictures from History / Bridgeman Images

aérodromes dans un rayon de 100 km à partir du 25 janvier, les possibilités se réduisent, les gros porteurs ne pouvant plus effectuer qu'une sortie par jour et surtout, les chasseurs ne les accompagnant plus jusqu'au bout. Le pont aérien promis par Göring a échoué, faute de prévoyance. Le nœud coulant, pensé par Joukov et organisé autour de Stalingrad, s'est resserré jusqu'à étouffer l'Axe.

Un bilan

Victoire à la fois stratégique et psychologique, Stalingrad démontre que l'armée allemande n'est pas invincible. Elle amorce des changements importants, à commencer par un « retour » des militaires, côté soviétique : le 9 octobre 1942, au plus fort de la bataille de Stalingrad, un *oukase* du présidium du Soviet suprême abolit l'institution des commissaires politiques dans l'Armée rouge et rétablit l'unité de commandement. Significativement, on considère que l'officier soviétique de Stalingrad n'a plus besoin de chaperon politique. Staline donne ainsi une preuve de confiance à ses cadres. Désormais, les responsables politiques des unités n'ont plus leur mot à dire sur les opérations (fonction transférée aux officiers contrôleurs) ; ils ne gardent que la responsabilité de la propagande et de l'éducation/surveillance politique des soldats. Dans le même esprit, des ordres réservés aux officiers – ordres de Koutouzov, Souvorov et Alexandre Nevski – sont créés en juillet 1942, autre signe de cette revalorisation des cadres. Plus symbolique, les épaulettes de fils d'or ou d'argent, typiques des officiers de l'armée tsariste, qui avaient été supprimées en 1917, sont réintroduites par un décret du Soviet suprême du 6 janvier 1943. Enfin, Staline s'auto-proclame maréchal de l'Union soviétique, revendiquant la paternité d'une victoire longtemps hésitante et faisant même passer les défaites de 1941 pour un plan génial visant à attirer la Wehrmacht dans une nasse, dont Stalingrad fut la clef. ■

Constance PÂRIS de BOLLARDIÈRE
Historienne, directrice adjointe du George and Irina Schaeffer Center (The American University of Paris)

LE SOULÈVEMENT DU GHETTO DE VARSOVIE (AVRIL-MAI 1943)

Première et plus massive des oppositions armées menées par des Juifs contre leurs oppresseurs nazis, le soulèvement du ghetto de Varsovie est devenu le symbole de la résistance juive pendant la Shoah. Il est néanmoins nécessaire de l'inscrire dans la continuité d'une résistance juive qui s'est manifestée sous différentes formes.



Inauguration du « Monument aux héros du ghetto » du sculpteur Nathan Rapoport, le 19 avril 1948 parmi les ruines de l'ancien ghetto de Varsovie. Cette cérémonie se déroule en présence d'organisations juives en provenance de nombreux pays ainsi que de représentants du gouvernement, de l'armée et des partis politiques polonais.
© Polska Agencja Prasowa

Des persécutions antijuives entrent en vigueur dès les premiers jours suivant l'arrivée des troupes allemandes à Varsovie le 1er octobre 1939 et se succèdent par la suite. Le 12 octobre 1940, il est ordonné aux Juifs de résider dans le ghetto, dont les vingt-deux portes sont définitivement fermées le 16 novembre suivant. À cette date, plus de 350 000 Juifs, représentant environ 30 % de la population de Varsovie, sont isolés et confinés entre des murs de plus de trois mètres, dans un périmètre surpeuplé de trois kilomètres carrés représentant 2,4 % de la superficie de la ville. À la suite du déplacement forcé de Juifs des villes et villages des environs, la population atteint 460 000 personnes en mars 1941. Le nombre d'habitants ne cesse de décliner par la suite, en raison du fort taux de mortalité dû à la famine, à la surpopulation et aux épidémies de typhus et autres maladies. De l'automne 1940 à juillet 1942, plus de 2 500 personnes meurent en moyenne chaque mois, pour seulement quelque 200 naissances.

Créé par les Allemands, le Judenrat (conseil juif) dirige tous les aspects de la vie quotidienne dans le ghetto, qu'il s'agisse de l'alimentation, du logement, de la santé, de l'éducation ou

de la police. Son président, Adam Czerniaków, doit remplir la tâche impossible de mettre en place les directives allemandes tout en assistant la population juive. Dans un contexte de rationnement alimentaire drastique et de famine, le développement d'une contrebande est indispensable à la survie de la population. Bien qu'interdits et punis de mort, les franchissements des murs du ghetto sont pour cela nécessaires et fréquents ; nombre d'adultes et d'enfants participent à ces activités très risquées.

D'une résistance sociale, culturelle et politique à la lutte armée

Beaucoup de cadres de la vie juive étant partis vers l'Est au début de la guerre, tandis que d'autres sont capturés et exécutés, des jeunes occupent de nouvelles responsabilités et prennent pleinement part à la résistance sociale et culturelle qui se met en place pour développer la solidarité et poursuivre la vie malgré les persécutions, la faim et la terreur.

Différentes formes de résistance se retrouvent souvent intimement liées. C'est par exemple à partir des réseaux d'entraide des comités d'immeuble que l'historien Emmanuel Ringelblum inaugure en novembre 1940 son projet clandestin, connu sous le nom de code « Oneg shabbat » (Joie du shabbat), de documentation sur la vie du ghetto et les réponses aux persécutions. Deux des jeunes collaborateurs de Ringelblum participent par ailleurs ensuite à la résistance armée. Souvent impliqués dans divers projets d'aide sociale et d'éducation, les partis et mouvements politiques poursuivent également leurs propres activités clandestines, notamment l'impression d'une presse en yiddish, en polonais ou en hébreu.

Pour survivre du « côté aryen », l'assistance de Polonais non juifs, dont les prises de risques pour aider des Juifs reposent sur diverses motivations, des plus altruistes aux plus intéressées, est indispensable. Mais cette vie cachée au sein d'une société opprimée, où un antisémitisme déjà très ancré se manifeste d'autant plus qu'il est encouragé par l'occupant, est extrêmement dangereuse. Il est estimé qu'entre 10 000 et 20 000 Juifs, parfois plus, se sont cachés, à un moment ou à un autre, du « côté aryen » de la ville. D'après l'historien Israel Gutman, seul un quart ou un tiers d'entre eux a survécu jusqu'à l'entrée de l'Armée rouge à Varsovie, le 17 janvier 1945. Pour organiser et maintenir ces caches, ce sont souvent de jeunes résistantes qui sont missionnées sous une fausse identité, grâce à laquelle elles servent aussi d'agents de liaison entre différents ghettos de Pologne comme entre les résistances juive et polonaise.



Passage clandestin de nourriture dans le ghetto de Varsovie, date et photographe inconnus. Photo prise clandestinement et conservée dans les archives de l'historien Emmanuel Ringelblum, connues sous leur nom de code « Oneg shabbat ». Un brassard blanc est visible sur les manches droites des vestes des deux hommes situés les plus à gauche sur la photo. Le port de ces brassards marqués d'une étoile de David est obligatoire depuis le 1er décembre 1939 pour tous les Juifs du gouvernement général de Pologne âgés de plus de 12 ans.
© Institut historique juif de Varsovie

Des nouvelles des massacres systématiques de Juifs perpétrés à l'Est depuis juin 1941 commencent à parvenir dans le ghetto à l'automne suivant. Les différents mouvements politiques prennent progressivement conscience de l'extermination des Juifs polonais qui est en cours et l'idée d'y répondre par la résistance armée émerge dès la fin de l'année 1941.

1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE



Immeuble du 7 place Muranowska, dans lequel se trouvent les quartiers généraux de l'organisation clandestine Union militaire juive. La photo est prise à une date inconnue, pendant le soulèvement d'avril-mai 1943, depuis un logement situé de l'autre côté du mur du ghetto (ce dernier est visible au bas de la photographie). Elle figure au centre de l'une des pages d'un album ayant appartenu au chef de la police polonaise à Varsovie, le lieutenant-colonel Franciszek Przymusiński.
© Institut historique juif de Varsovie

Les déportations de l'été 1942 et l'organisation de la résistance armée

Dans le cadre du déroulement de l'« Opération Reinhard », les Allemands déclenchent le 22 juillet 1942 leur « grande action » de déportation des Juifs de Varsovie. Jusqu'au 21 septembre 1942, 280 000 Juifs sont conduits en train de l'Umschlagplatz, située au nord du ghetto, vers le centre de mise à mort de Treblinka, où ils sont assassinés par gaz dès leur arrivée.

La mise en œuvre de la lutte armée est portée par les jeunes résistants et la première structure unifiant différents groupes, l'Organisation juive de combat (OJC), est créée le 28 juillet par des militants issus de trois mouvements sionistes de jeunesse, dont deux sont aussi socialistes. Comprenant alors quelque 200 membres, l'OJC ne possède encore presque aucune arme et ne peut en faire usage que lors d'une tentative d'assassinat du chef de la police juive. À l'instar d'autres groupes politiques, l'organisation peut néanmoins envoyer des militants du « côté aryen » pour tenter de se procurer des armes ou rejoindre des groupes de partisans communistes qui commencent à se créer dans les forêts. Ayant obtenu des rapports sur les assassinats de masse perpétrés à Treblinka, la résistance informe par ailleurs la population du sort que leur réserve la déportation en l'exhortant à se cacher et à refuser de monter dans les wagons.

À la fin des déportations, 60 000 rescapés, jeunes et célibataires pour la plupart, demeurent dans le ghetto. 35 000 personnes s'y trouvent officiellement pour y travailler, auxquelles s'ajoutent environ 25 000 clandestins. Seuls les déplacements au sein de certaines enclaves du ghetto sont autorisés, uniquement à des horaires précis. Ces lieux sont centrés autour des usines dans lesquelles les Juifs sont astreints à un travail forcé éreintant réalisé souvent pour le compte de l'armée allemande.

La résistance sort très affaiblie de l'été 1942 mais se reconstruit en vue des prochaines « actions », pour lesquelles elle se prépare à répliquer par le feu. L'unification des forces combattantes au sein de l'OJC se finalise entre octobre et novembre 1942, date à laquelle elle compte désormais dans ses rangs des hommes et des femmes de différents partis et mouvements sionistes, du parti socialiste non sioniste Bund alors dirigé par ses jeunes, ainsi que de la mouvance communiste. Seuls les sionistes révisionnistes et les membres du mouvement de jeunesse sioniste de droite Betar maintiennent une organisation de résistance distincte, l'Union militaire juive (UMJ), formée entre 1942 et 1943. Soutenue par la population du ghetto, l'OJC prend le pouvoir sur le Judenrat ainsi que la police et mène, de même que l'UMJ, une chasse aux traitres afin de juguler toute tentative de collaboration avec les Allemands.

Le 18 janvier 1943, alors que démarre une « action » en vue de déporter 8 000 personnes à Treblinka, l'OJC, prise par surprise, perd de nombreux combattants mais ouvre tout de même le feu, tuant environ douze Allemands. En quatre jours, ces derniers parviennent à arrêter 5 000 personnes. De nombreux civils ne sont pas pris car ils se sont réfugiés dans des bunkers, le plus souvent souterrains, qu'ils ont construits par centaines depuis l'automne 1942 en vue de s'y cacher et d'y survivre le plus longtemps possible. Sortie renforcée et confiante de ces premiers affrontements, l'OJC peaufine sa stratégie d'attaque et redouble d'efforts pour obtenir des armes, souvent au prix fort, tout en en fabriquant de façon artisanale. Pour éviter que les futures batailles ne les exposent dans les rues, la construction de nouveaux passages permet de circuler sous les toits et les caves tandis que quelques tunnels creusés par l'UMJ maintiennent de possibles sorties vers le « côté aryen ».

Le soulèvement d'avril-mai 1943

Lorsque les Allemands pénètrent dans le ghetto à l'aube du 19 avril 1943, dans l'objectif de déporter les derniers survivants, les combattants et les civils, alertés, sont prêts à y répondre. Bien qu'anticipant une résistance, les Allemands sont surpris par l'ampleur de la riposte et se replient à deux reprises à la suite des attaques lancées par l'OJC et l'UMJ. Bien que 580 personnes soient déportées ce jour-là, c'est une grande victoire pour la résistance, car les Allemands ont dû battre en retraite et ont perdu une douzaine des leurs.

Les deuxième et troisième jours du soulèvement, les combats se poursuivent dans différentes zones du ghetto. Le général SS en charge des opérations, Jürgen Stroop, décide alors de brûler chaque bâtiment afin d'empêcher la circulation des résistants juifs et de faire sortir la population de ses caches. Dans l'incapacité de poursuivre la lutte depuis les immeubles, les combattants se retranchent dans les bunkers parmi les civils, d'où ils poursuivent les attaques et se battent parfois plusieurs jours pour défendre leurs abris. Plusieurs semaines sont nécessaires aux Allemands pour découvrir les centaines de bunkers et déporter leurs habitants. En refusant de se rendre et en se terrant dans des espaces surpeuplés, dans l'immobilité, la faim et le manque d'air, les non-combattants participent pleinement de la résistance pendant le soulèvement du ghetto de Varsovie.

Le 8 mai, le bunker du 18 rue Miła, dans lequel se sont réfugiés des civils et de nombreux combattants de l'OJC dont des membres de sa direction, est attaqué au gaz. Des témoins rapportent qu'un appel au suicide est alors lancé par les combattants, qui refusent de se faire prendre vivants. Une centaine de résistants, dont le commandant de l'OJC Mordechai Anielewicz (du mouvement sioniste socialiste Hashomer hatsair), meurent ce jour-là rue Miła. Le 12 mai, Shmuel Zygielbojm, représentant du Bund auprès du conseil national polonais du gouvernement en exil à Londres, se suicide. Dans une de ses dernières lettres, ce militant qui avait inlassablement tenté d'alerter le monde libre sur les massacres en cours, déclare espérer que sa « mort fasse sortir de leur léthargie ceux qui peuvent et devraient agir maintenant afin de sauver [...] la poignée de Juifs polonais encore en vie ». Le 16 mai, Jürgen Stroop fait détruire la Grande synagogue de la rue Tłomackie et déclare que cet acte met un terme définitif à sa « grande action » de liquidation du ghetto, désormais complètement détruit. Cette date est généralement considérée comme marquant la fin du soulèvement du ghetto de Varsovie, mais des attaques menées par des résistants depuis des bunkers se poursuivent les semaines suivantes. Seuls quelques civils et environ une douzaine de combattants juifs ont survécu au soulèvement ; parmi eux les membres du commandement de l'OJC Yitzhak Zuckerman (du mouvement sioniste socialiste Dror) et Marek Edelman (du Bund), sorti du ghetto par les égouts avec l'aide de Zuckerman et de contacts polonais. À l'été 1944, Zuckerman, Edelman et des centaines d'autres rescapés du ghetto participent à l'insurrection de Varsovie menée par la résistance polonaise, où l'hostilité, parfois meurtrière, envers les Juifs s'exprime plus ou moins fortement selon les unités.



Réunion de survivants de l'Organisation juive de combat au kibboutz Beit lohamei hagetaot (Maison des combattants des ghettos) en Israël en 1978. Sont présents sur la photo, de gauche à droite : Yitzhak Zuckerman, Marek Edelman (en visite depuis la Pologne), Zivia Lubetkin, Luba Gewisser et Simcha Rotem.
© Beit Lohamei HaGhetto Fighter's House Museum Israël/Photo Archive

Infiniment moins armés que les Allemands, isolés et exténués par deux ans et demi de survie dans le ghetto, les combattants juifs savaient que cette bataille ne pourrait être gagnée militairement. Mais tenir tête aux Allemands et les pousser à battre en retraite pendant les premiers jours du soulèvement leur procura un puissant sentiment de victoire et de liberté retrouvée. L'importance de ce combat ne se mesure pas selon des critères militaires, mais s'évalue à l'aune des principes et des valeurs défendus par des Juifs persécutés, réduits à l'état d'esclavage et condamnés à mort, qui ont refusé de se rendre et se sont unis dans la résistance armée et civile pour défendre leur honneur et la dignité de la vie humaine. Sa portée fut immédiate, immense et profonde dans le monde juif en Europe et au-delà. Les milieux de la résistance en Pologne et en Europe s'emparèrent également, de différentes façons, de cet événement et de son message universel, qui a depuis fait l'objet de nombreux témoignages, ouvrages scientifiques, films et romans. ■

Paul LENORMAND
Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris Nanterre, rattaché à l'Institut des sciences sociales du politique

PRÉCOCEMENT OCCUPÉE, TARDIVEMENT LIBÉRÉE :
PRAGUE, UNE CAPITALE DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Protectorat soumis au Reich, Prague connaît une occupation qui se prolonge tout au long du conflit. Dans la dernière capitale d'Europe centrale espérant sa libération, l'insurrection lancée le 5 mai 1945, qui coûte la vie à près de 3 000 Tchèques, revêt une importance politique certaine qui participe de la recomposition politique à venir.

Ancienne capitale du duché puis du royaume de Bohême, Prague se provincialise sous la domination autrichienne puis austro-hongroise, tout en demeurant un important centre administratif et économique, et le centre culturel du nationalisme tchèque. En octobre 1918, la République tchécoslovaque y est proclamée, et la ville devient la capitale d'un nouveau pays, multinational, mais dominé politiquement par les Tchèques. Prague elle-même abrite une majorité tchèque et des minorités germanophone et juive, principalement.

Capitale, la ville est aussi centre de commandement et devient une cible potentielle des forces menaçantes du Reich allemand qui, depuis 1933, entend remettre en cause les traités de paix de 1919-1920. Lors de la crise de Munich, et plus encore à la veille de l'invasion de mars 1939, la menace d'un bombardement aérien massif mené par la Luftwaffe participe du rapport de force, si bien que le président Emil Hácha renonce à défendre le pays et accepte l'établissement d'un « protectorat » de Bohême et de Moravie, succédané d'occupation militaire et coloniale.

Résistance et collaboration au cœur du Protectorat (1939-1945)

Visitée par Hitler dès le début de l'occupation, son Château (Hrad), siège du pouvoir, confié à un protecteur et à ses adjoints, la ville se fige dans une gangue de violences ordinaires, de quotidien oppressant, fait de faim relative et de défilés nazis, ponctués de moments de terreur brutale. Ainsi que l'a écrit l'écrivain tchèque d'origine juive Jiří Weil, qui a survécu à six années d'occupation dans la ville même, « les rues et les places étaient mortes, plongées dans le silence comme dans un rêve sans fin », dans une « Prague asservie [d'où] la vie s'était enfuie » (*Mendelssohn est sur le toit*, 2025 [1958], p. 93-94).

Au-delà des vies ordinaires soumises aux rigueurs de l'occupation, l'instauration du protectorat entraîne une radicalisation des positionnements des acteurs et actrices : un large spectre de collaborations contraintes ou enthousiastes s'oppose à un engagement résistant résolument minoritaire, et très marginalement armé. Prague, à quelques exceptions près, est une ville tenue par des centaines d'agents de la Gestapo, des informateurs, des profiteurs, et des


SIXIÈME DERNIÈRE
Paris-soir
6e DERNIÈRE
L'ARMÉE ALLEMANDE A OCCUPÉ PRAGUE
Les troupes tchèques ont été désarmées
M. HACHA A DU CÉDER AUX EXIGENCES DU FUHRER ET REMETTRE ENTRE SES MAINS "LE SORT DU PAYS ET DU PEUPLE TCHÈQUES"
Le chancelier HITLER pénètre en Bohême et en Moravie à la suite des troupes d'occupation
Les troupes hongroises occupent l'Ukraine carpathique
AU DÉBUT DE L'APRÈS-MIDI ELLES ONT FAIT LEUR JONCTION AVEC L'ARMÉE POLONAISE
Comment le Reich a absorbé la Tchéquie

L'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. Une de *Paris-soir*, 16 mars 1939.
© Roger-Viollet

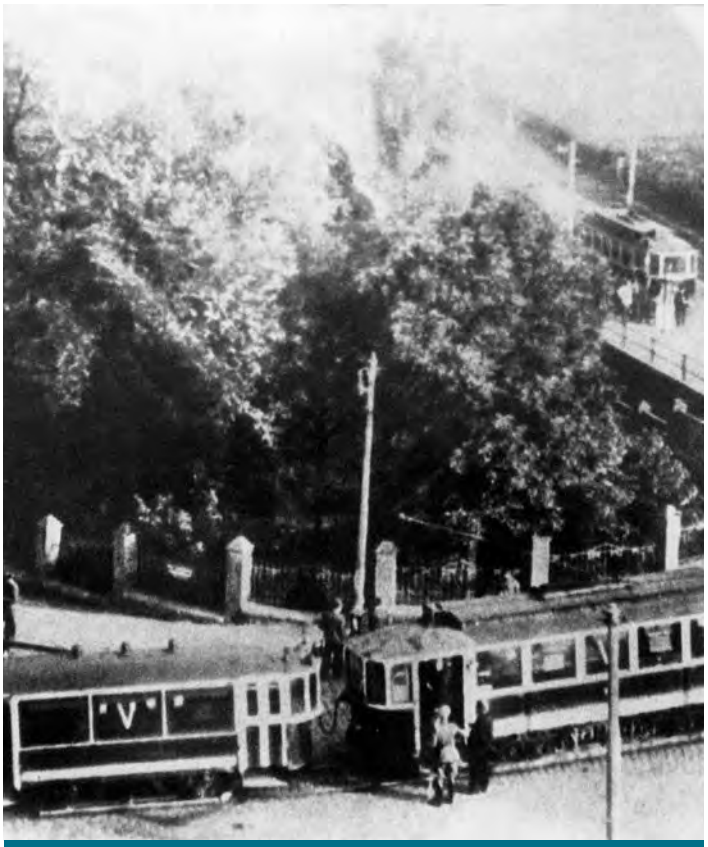
bataillons de soldats de la Wehrmacht ou de la SS, certains germanophones de Bohême apportant leur contribution. Des Tchèques rejoignent en masse le syndicat unique ou les administrations civiles, mais aussi des forces paramilitaires chargées du maintien de l'ordre, envers lesquelles les occupants ne manifestent qu'une confiance limitée.

Les résistances se mettent en place dès les premiers jours de l'occupation : renseignement, filières d'émigration clandestines, protection des personnes menacées et soutien aux familles des persécutés, projets d'insurrection en cas de victoire française puis, par la suite, de victoire alliée. Mais ces ambitions insurrectionnelles tournent court à mesure que la guerre semble devoir durer, et que la répression s'exacerbe, et avec elle son lot de déportations, celles des Juifs à Terezín puis Auschwitz, et des prisonniers politiques – des ministres et des généraux aux simples citoyens – envoyés dans les prisons et les camps, souvent sans retour.

Un événement soudain va produire des effets paradoxaux sur la résistance praguoise : le 27 mai 1942, deux sous-officiers tchécoslovaques dépêchés par le gouvernement en exil à Londres, Jozef Gabčík et Jan Kubiš, parviennent à blesser mortellement le tout-puissant protecteur adjoint Reinhardt Heydrich sur le chemin du Château. Son décès, quelques jours plus tard, assure la réputation mondiale de la résistance tchécoslovaque. Cependant, il provoque une réaction d'extrême violence de la part des occupants, conduisant à la destruction des villages de Lidice et Ležáky, et à une répression accrue. La plupart des chefs civils ou militaires de la résistance intérieure disparaissent, tandis que la probabilité d'une insurrection s'éloigne. À l'orée du printemps 1945, la société praguoise semble paralysée par la terreur, conduisant par exemple Heda Blochová (Margolius-Kovály), rescapée d'une marche de la mort et abandonnée de presque toutes ses anciennes connaissances, à envisager le suicide en se jetant d'un pont avec « la liberté d'un oiseau, la liberté du vent, une liberté sans les hommes. Une liberté sans retour » (*Sous une étoile cruelle. Une vie à Prague, 1941-1968*, 1973, p. 35). Elle sera finalement recueillie et cachée jusqu'aux premiers jours de mai 1945.

Prague convoitée, Prague barricadée, Prague libérée (5-9 mai 1945)

Dernière capitale d'Europe centrale encore occupée par les Allemands (Oslo et Copenhague seront libérées sans combats à la reddition des troupes allemandes), Prague fait l'objet d'une double course contre la montre : du côté allié, se pose la question de ceux qui atteindront la ville en premier, Américains ou Soviétiques. Du côté des occupés comme des occupants, de la capacité à tenir ou à s'emparer de la ville.



Opération Anthropoid le 27 mai 1942 : des partisans tchécoslovaques exécutent Reinhard Heydrich à Prague.
© Tallandier / Bridgeman Images

Le 18 avril 1945, les pointes de la 3e armée du général Patton atteignent l'ancienne frontière tchécoslovaque et s'avancent progressivement dans l'ouest du protectorat occupé, une zone d'opération principalement dévolue aux Soviétiques. Ces derniers se concentrent alors sur l'encerclement de Berlin, quelques centaines de kilomètres plus au nord, et n'envisagent de débuter l'avancée finale vers Prague que le 7 ou le 8 mai.

Or, au moment où éclate l'insurrection de Prague, le 5 mai, les troupes de Patton ne sont qu'à environ 100 km de la ville, tout près de Plzeň (Pilsner), qui se soulève et qu'ils libèrent le 6 au matin. C'est le point maximal que peuvent atteindre les chars à l'étoile blanche, car Eisenhower a accepté les exigences de l'état-major soviétique, qui tient à voir entrer dans la capitale tchécoslovaque ses chars à l'étoile rouge. Dès lors, et les Praguois l'ignorent, un

1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE



Libération de Prague, barricades dans la rue Vodičkova, mai 1945.
© akg-images / brandstaetter images

soutien extérieur n'est pas aussi imminent que l'approche des armées alliées pourrait le laisser penser.

Cernées d'armées en marche, deux forces asymétriques s'affrontent : d'un côté, le groupe d'armée Centre du général Schörner regroupe près d'un million d'hommes, y compris des troupes SS, avec des reliquats substantiels de blindés et d'armes lourdes. Les ponts de Prague conditionnent largement leur avenir, s'ils veulent échapper à la captivité soviétique. De l'autre côté, les forces résistantes tchèques se sont structurées en un organe politique – le Conseil national tchèque (ČNR), organe transpartisan dominé par les civils et les partis de gauche – et en un commandement militaire du Grand Prague (Velitelství Velké Prahy), sous l'autorité des généraux Karel Kutlvašr et František Slunečko (qui ont survécu à six ans d'occupation), tandis que le capitaine Jaromír Nechanský, envoyé par Londres en février 1945, assure la liaison du ČNR avec les Alliés occidentaux.

Les forces insurgées sont composites : en plus des anciens militaires d'active ou de réserve, nombreux à Prague, le gros des effectifs est composé de troupes paramilitaires tchèques sous commandement allemand, peu ou pas armées. Il s'agit de gendarmes, policiers, membres de la défense passive, employés de l'électricité et du tramway, et de soldats de l'armée gouvernementale tchèque (*Vládní vojsko*), dont il reste quelques centaines d'hommes à Prague. En tout, environ 10 000 hommes faiblement armés, mais souvent en uniforme (quel qu'il soit) et relativement bien organisés. Rapidement, avec les armes et équipements de prise, le total des combattants atteint 25 000 à 30 000 hommes (surtout) et femmes, sans compter les quelque 100 000 volontaires non armés qui contribuent à l'édification d'environ 1 600 barricades, au ravitaillement et aux liaisons. Dans les quartiers de la ville se forment des conseils nationaux révolutionnaires, sorte de petits comités de libération, pour tenir le terrain et encadrer les habitants. Les Allemands disposent, quant à eux, d'environ 18 000 hommes à Prague et à proximité immédiate, et peuvent compter sur de nombreux renforts.

Le 4 mai, les premiers drapeaux tchécoslovaques apparaissent aux balcons de Prague et les panneaux en allemand sont retirés. Le lendemain, 5 mai, à 6 heures du matin environ, la radio tchécoslovaque est conquise par une unité tchèque : elle jouera un rôle essentiel. Ailleurs, dans Prague, des insurgés se déploient, alertant les troupes allemandes qui tentent de reprendre la radio, qui appelle à l'aide à 12h33.

L'insurrection est lancée. Dès lors, ce combat inégal voit se succéder trois phases : le 5 mai, les Praguois s'emparent d'une bonne partie du centre-ville et des faubourgs, si bien que les forces nazies ne tiennent plus que le Château et des portions au nord et au sud de la ville. Toutefois, les 6 et 7 mai, des contre-attaques contre les barricades, notamment de troupes SS, mettent à mal les positions des insurgés. C'est alors que les *Vlasovci*, soldats de « l'Armée de libération russe » (ROA, troupes de l'ex-général soviétique Vlasov, passé aux Allemands), infléchissent le cours de l'insurrection. Une division de la ROA, cantonnée au sud-ouest de Prague, intervient entre le 6 et le 8 mai au matin, surtout sur la rive gauche de la Vltava, au profit des insurgés, leur offrant un précieux sursis. Toutefois, face à l'attitude ambivalente des chefs insurgés tchèques vis-à-vis de ces renégats à moitié repentis, les *Vlasovci* se retirent pour échapper à la capture par les troupes soviétiques, et à un sort funeste. Le 8 mai, les insurgés tchèques se retrouvent donc seuls face aux Allemands, sans un char soviétique à l'horizon. Les Américains de Patton, pourtant bien informés, campent toujours à l'ouest, et les Britanniques ont retenu leurs avions, prêts à parachuter armes et munitions, pour ne pas mécontenter les Soviétiques en intervenant dans leur zone d'opération. Les combats se poursuivent et occasionnent quelques destructions, comme l'incendie de l'hôtel de ville et de sa célèbre horloge.

Face à l'imminence d'une entrée des chars soviétiques dans la ville, et malgré leur potentiel de reconquête sur ces Tchèques méprisés par le Reich, les Allemands n'ont plus de temps : embourbés, ils doivent négocier, et la rencontre entre le général Rudolf Toussaint qui commande les forces allemandes, et le ČNR, en milieu de journée, aboutit à un cessez-le-feu le 8 mai à 16 heures. Celui-ci, qui parle de capitulation des troupes allemandes, est en réalité un compromis, puisque ces dernières peuvent quitter Prague sans subir d'attaques, emporter l'armement lourd (à abandonner en lisière de la ville) et léger (à conserver jusqu'à la reddition auprès des troupes américaines) – les Tchèques s'assurant de leur côté d'un arrêt des combats et d'une préservation des infrastructures comme les ponts, qui avaient été minés. Les Allemands partent et, dans la nuit du 8 au 9 mai, vers 3 heures du matin, les chars soviétiques arrivent par le nord-ouest et entrent dans Prague. La joie est immense.

Conséquences et importance de l'insurrection

L'épisode de l'insurrection de Prague est central à plusieurs égards. Près de 3 000 Tchèques sont morts (dont deux généraux), et autant sont blessés. C'est l'épisode le plus meurtrier de la guerre dans les pays tchèques, même si la répression cumulée contre les Juifs tchèques (principales victimes de l'occupation) et les forces résistantes a été plus sanglante encore. Toutefois, la libération de Prague revêt une importance politique certaine, consacrant à la fois le rôle prépondérant des Soviétiques, qui entrent dans la ville au dernier moment, au détriment d'Occidentaux trop timorés, et celui de la résistance intérieure tchèque. Celle-ci se verra néanmoins reprocher d'avoir négocié avec les Allemands, au dépens de la mémoire de ses combattants et chefs. La révolution en germe est aussi sociale : la participation à l'insurrection a été le fait de militaires, en partie, mais aussi et surtout de civils, employés et ouvriers, de femmes, d'adolescents. Regroupés en formations paramilitaires de « gardes révolutionnaires », les insurgés contribueront dans les semaines suivantes à réimposer la présence tchécoslovaque dans les zones frontalières (ex-Sudètes), affermissant leur réputation patriotique. Une partie de ces acteurs soutiendra d'ailleurs l'arrivée au pouvoir des communistes, en février 1948. ■



Arrivée des premiers chars soviétiques sur la place Venceslas, Prague, le 9 mai 1945.
© Archives Charmet / Bridgeman Images

Rodolphe RAGU
Responsable d'édition de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD)

METZ, 22 NOVEMBRE 1944 : LES IMAGES FRANÇAISES D'UNE LIBÉRATION AMÉRICAINE

Accompagnant l'avancée des troupes lors de la libération du pays, les photographes militaires français Jacques Belin et Roland Lennad sont à Metz lorsque les soldats américains achèvent de libérer la ville. Leurs clichés révèlent un traitement de l'événement au service du récit gaulliste.

Héritier des sections photographique et cinématographique de l'armée créées pendant la Première Guerre mondiale, le Service cinématographique de l'armée (SCA) suit l'avancée et les victoires des troupes françaises, dès 1942 en Tunisie, puis en Corse et en Italie. À partir du débarquement de Provence (15 août 1944), les photographes militaires documentent aussi les succès des troupes du général de Lattre de Tassigny : prise de Toulon et Marseille en août, de Dijon en septembre, puis de Mulhouse et Strasbourg en novembre. Leurs prises de vue sont nombreuses et variées : soldats engagés dans une offensive, défilés et revues dans les villes en présence du général de Gaulle, scènes de liesse de la population et de fraternisation avec la troupe.

Leurs clichés s'adressent d'abord aux hommes en uniforme. Publiées dans le quotidien *La Patrie, le journal des combattants français*, qui tire à 40 000 exemplaires, ainsi que dans d'autres supports de propagande, ces images doivent renvoyer au soldat une bonne image de lui-même, le convaincre de son rôle capital pour l'avenir de la France et lui montrer que la



Des soldats de la 462e Volksgrenadier Division faits prisonniers par l'armée américaine.
© Jacques Belin ou Roland Lennad / SCA / ECPAD / Défense

population lui est reconnaissante. Elles ont un rôle important à jouer au moment où la lassitude, due à la longueur du conflit, commence à se faire sentir dans les unités : il s'agit de raffermir le courage du soldat.

En somme, les opérateurs de l'armée sont au service du récit gaulliste de l'événement en train d'avoir lieu et qui va s'appeler la Libération : minimiser le rôle des armées anglo-saxonnes, magnifier la renaissance de l'armée nationale, dont les victoires légitiment le nouveau pouvoir qui se constitue.

Le symbole de Metz et de la Lorraine

Toutefois, si Mulhouse est libérée le 21 novembre par la 1re armée du général de Lattre, de même que Strasbourg l'est, le 23, par la 2e DB du général Leclerc, ce sont bien les soldats des 5e et 95e divisions d'infanterie américaine qui, le 22, libèrent Metz. Se pose alors la question de la présence ce même jour dans cette ville des photographes Jacques Belin et Roland Lennad, qui vont prendre soixante photographies à eux deux. Nous ignorons s'ils disposent d'un ordre de mission formel, mais ils bénéficient, à n'en pas douter, d'une grande liberté de mouvement sur le front, où ils se rendent souvent, circulant d'un point à un autre.

On peut toutefois, sans prendre le risque de la surinterprétation, affirmer qu'il leur faut documenter l'événement, même de façon minimale (alors que l'on dénombre plus de 900 images en lien avec la libération de Strasbourg et plus de 500 avec celle de Mulhouse). Metz est en effet plus que la préfecture d'un des 90 départements français. Objet des visées impérialistes allemandes depuis Bismarck, elle a été annexée une première fois (avec le quart septentrional de la Lorraine) en 1871, pour former avec l'Alsace une unité administrative directement rattachée au pouvoir de Berlin : c'est la terre d'Empire de l'Alsace-Lorraine. En 1940, c'est une nouvelle annexion de fait qui se produit. Metz et la Moselle sont intégrées au *Gau* de la *Westmark* (« marche de l'Ouest ») et placées sous l'autorité d'un *Gauleiter* (tandis que l'Alsace se fond dans celui du Bade). Comme les autres villes annexées, Metz est soumise à un double processus de germanisation et de nazification : la pratique du français et le port du béret basque, un des symboles de l'identité française pour le pouvoir nazi, sont, par exemple, interdits.

La libération de cette ville, fût-elle l'œuvre de l'armée américaine, a donc une forte valeur de symbole, propre à marquer l'opinion publique. Protégée depuis la création de la ligne Maginot par une ceinture d'ouvrages en béton, très massifs et enterrés en profondeur, Metz est « la ville la plus fortifiée du monde », selon l'historien Pierre Rigoulot. La prise de la ville, défendue par la 462e Volksgrenadier Division du général Heinrich Kittel, n'est donc pas des plus faciles : elle commence le 18 novembre et s'achève le 22 à une heure de l'après-midi, après des combats acharnés. Jacques Belin et Roland Lennad ne sont présents que dans les ultimes heures des affrontements. Les derniers soldats allemands se sont repliés dans le quartier Saint-Vincent et à l'intérieur du bâtiment de la préfecture. Les photographes actionnent leur Leica au moment où les soldats ennemis, l'un d'eux muni d'un drapeau blanc, sortent de l'édifice pour se rendre. C'est un symbole : la préfecture du département annexé est libérée.

Célébrer l'armée française malgré tout

Les forces françaises n'ont en fait pas été totalement absentes des opérations pour la libération de Metz. Des unités des Forces françaises de l'intérieur (FFI) – les bataillons de la demi-brigade de chasseurs à pied – ont en effet soutenu les deux divisions américaines (dès le mois de juin 1944, la résistance mosellane organise l'ensemble des actions qui doivent aider à l'avancée des troupes alliées en Lorraine et les 1 500 FFI mosellans d'Alfred Krieger vont participer aux combats de libération).



L'officier de liaison Guy Petitpas de La Vasselais (au premier plan) lors de la reddition des soldats allemands. À l'arrière-plan au sol, le FFI Alfred Wojtecki.
© Jacques Belin ou Roland Lennad / SCA / ECPAD / Défense

1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE

Même si la lecture des comptes rendus qu'ils envoient à leur antenne ne nous apprend rien sur leurs intentions dans le choix des cadrages et des prises de vue pour leurs reportages, on remarque la tendance de Belin et de Lennad, qui ne peut être totalement fortuite, à mettre en valeur l'élément français dans les opérations militaires, y compris lorsque celui-ci est secondaire. Sur la dizaine de clichés montrant les soldats alliés pendant les combats puis la reddition des fantassins allemands, l'officier de liaison Guy Petitpas de La Vasselais, mis à la disposition du XX^e^ corps de la 3^e^ armée du général Patton, est présent à quatre reprises, souvent au centre ou au premier plan : Belin ou Lennad soulignent ici le rôle d'un officier français dont le courage pendant les quatre jours d'affrontements lui vaut d'être décoré de la *Silver Star* par le général Walker. De même, le cadavre du soldat devant la préfecture, qui apparaît quatre fois, est celui du FFI Alfred Wojtecki, tombé à 17 ans. Quand les soldats alliés emmènent leurs prisonniers à travers les rues de Metz, on note que le photographe ne manque pas de prendre les images des soldats français entourant la colonne. De même, on relève trois clichés du défilé des FFI après la fin des combats, mais aucun pour celui des unités américaines, lesquelles ont pourtant paradé à travers les rues de Metz, comme l'attestent plusieurs clichés pris par Paul de Busson, un photographe messin amateur. Enfin, Jacques Belin, selon une habitude déjà adoptée pendant la campagne d'Italie, a photographié à deux reprises son camarade, reconnaissable à son Leica autour du cou, en train de distribuer des vivres à la population.

Tout semble donc indiquer que Belin et Lennad travaillent à Metz comme ils le font dans toutes les villes où s'illustre l'armée française : ils s'efforcent de valoriser l'engagement des forces françaises (dont l'emblème est justement la croix de Lorraine), quitte à les surreprésenter dans leur production d'images, y compris les FFI, dont le pouvoir gaulliste se méfie pourtant et qu'il tente de contrôler en les amalgamant à l'armée régulière.

Reprendre possession de la ville

Dans sa thèse d'archiviste-paléographe intitulée *Photographes et photographies de la Libération – le Service cinématographique de l'armée, du débarquement de Provence à Berchtesgaden (août 1944-mai 1945)*, Catherine Blum classe les opérateurs en deux catégories : « La mission d'un opérateur aux armées peut revêtir plusieurs aspects. Dès son engagement, il peut rejoindre les troupes françaises sur les théâtres d'opérations, au plus près des combats, mais il peut tout aussi bien arriver sur le terrain après la bataille et enregistrer les cérémonies militaires, à commencer par la prise d'armes consécutive au combat et les remises de décoration attenantes. Une partie des opérateurs entre d'office dans la première catégorie : ils se nomment Jacques Belin, Albert Plécy ou encore Roland Lennad ». Mais contrairement à la libération par l'armée française de villes comme Marseille et Strasbourg, où ils s'attachent, autant qu'il leur est possible, à montrer l'infanterie et les chars dans leur progression, à Metz, Belin et Lennad s'adaptent à un nouveau théâtre d'opérations : sur les soixante photographies qu'ils prennent, deux tiers d'entre elles sont constituées de scènes de rassemblement populaire, notamment devant la cathédrale Saint-Étienne, de farandoles et de prises d'armes.

Cependant, ces images ont leur importance. Elles montrent au pays que les Messins se réapproprient leur ville. Le double processus de germanisation et de nazification a pendant quatre ans bouleversé l'apparence de la cité et la composition de sa population, par une politique d'expulsion des éléments « indignes » d'être allemands et par l'implantation de colons. Les autorités allemandes se sont aussi attaquées à la toponymie : le meilleur exemple est celui de l'avenue Serpenoise, l'une des principales artères de la ville (et future avenue Robert-Schuman) qui a été rebaptisée



Des Messines, vêtues de leur costume, participent au rassemblement. À l'arrière-plan, la porte Serpenoise.
© Jacques Belin ou Roland Lennad / SCA / ECPAD / Défense



Mgr Joseph-Jean Heintz, le préfet Marcel Rebourset et le général André Dody devant le monument aux morts.
© Jacques Belin ou Roland Lennad / SCA / ECPAD / Défense

Adolf-Hitler-Straße. C'est sur les pavés de cette avenue que défilent dans l'après-midi du 22 novembre de jeunes Messines vêtues du « costume traditionnel lorrain », identifiable à ses trois éléments principaux : le bonnet blanc (ou la charlotte) bordé d'une passe, le fichu plié en triangle sur les épaules et la croix Jeannette attachée à un ruban autour du cou. Ce costume, qui n'est en fait jamais porté au quotidien, reprend tous les codes iconographiques utilisés depuis 1870 pour représenter la Lorraine dans les dessins, les livres et les cartes postales. Plus que le particularisme régional, ce costume – sorte d'image d'Épinal – exprime avant tout l'attachement d'une province à la mère patrie : c'est d'ailleurs celui-ci que portaient les enfants de la ville le 19 novembre 1918 pour accueillir les troupes du général Philippe Pétain. Lennad et Belin ne manquent pas le symbole et réalisent une dizaine de photos de ce groupe de femmes et de jeunes filles.

La journée du 22 novembre marque donc la fin de l'annexion allemande, mais aussi le retour de la république : Marcel Rebourset, le nouveau préfet du département, et le général André Dody, le nouveau gouverneur militaire, tous deux nommés par de Gaulle – ainsi que Mgr Joseph-Jean Heintz, évêque de Metz, expulsé comme tous les ennemis idéologiques par les Allemands en 1940 – se rendent devant le monument aux morts, au croisement des avenues Serpenoise et Joffre (renommée par les Allemands *General-von-Mudra-Straße*). Sculpté par Paul Niclausse en 1935, il honore la mémoire des « enfants de Metz, morts, victimes de la guerre ». Les Allemands l'ont vandalisé, en en ôtant les bas-reliefs qui représentaient des soldats français, et en y apposant l'inscription : *Sie starben für das Reich* (« Ils sont morts pour le Reich »). Belin et Lennad sont présents à ce moment-là pour montrer que le Gouvernement provisoire de la République française, dont ils sont les envoyés, est prêt à reconstruire le pays. À Metz, même libérée par l'armée américaine, les deux photographes ont œuvré, par l'image, à l'installation du nouveau pouvoir politique. En un mot, ils ont assuré sa communication jusqu'au bout. ■

Sylvie THÉNAULT
Directrice de recherche au CNRS – Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS)

1956-1957, LA BATAILLE POUR ALGER

La bataille pour Alger, qu'il faut faire débuter en 1956, a pour enjeu un espace urbain à la ségrégation très marquée, âprement disputé. L'affrontement oppose une armée française déployant un système répressif inédit au FLN dont les attentats ciblent les secteurs européens.

Alger n'est pas immédiatement au cœur de la guerre d'indépendance algérienne, qui débute avec une organisation nouvelle : le Front de libération nationale (FLN). Fondé par des militants peu nombreux aux moyens dérisoires, le FLN commet une série d'attentats, dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954. Son objectif est ambitieux pourtant : l'indépendance. En face, le gouvernement martèle que « l'Algérie, c'est la France ». La colonie de peuplement compte alors 984 000 « non musulmans » et 8 455 000 « musulmans », selon les catégories du recensement.

La minorité coloniale vit très concentrée dans trois pôles urbains : Oran, Alger et Bône. L'agglomération algéroise compte officiellement 570 000 habitants dont 277 000 Européens environ – soit 28 % du total à l'échelle de l'Algérie. Poche de peuplement colonial, la ville a aussi rang de capitale. Elle représente donc un enjeu crucial. L'armée et le FLN s'y affrontent, en 1956-1957. C'est la « bataille d'Alger », que Gillo Pontecorvo a mythifiée dans un film reprenant cette expression de l'époque, trompeuse. Alger ne connaît, en effet, ni combats de rue, ni ligne de front, ni bombardements la décimant. Dans cette ville, où les contemporains identifient aisément des secteurs « européens » et « musulmans », l'espace urbain est lui-même l'objet de l'affrontement. L'historiographie a en outre récemment réévalué l'importance du combat pour l'Algérie française, sans lequel la compréhension de cette histoire reste incomplète.



Soldat français gardant les rues de la Casbah sous surveillance, à Alger, 1957.
© AGIP / Bridgeman Images

De la « bataille d'Alger » à la « grande répression d'Alger »

Dans la chronologie politico-militaire de la guerre, la « bataille d'Alger » débute le 7 janvier 1957. Ce jour-là, le général Massu, chef de la 10e division parachutiste (DP), reçoit les pouvoirs de police. Il doit démanteler la zone autonome d'Alger (ZAA) constituée par le FLN en 1956 et chapeautée par Larbi Ben M'hidi. Yacef Saadi, secondé par Ali La Pointe, supervise les groupes armés.

La ZAA procède par le dépôt de bombes préréglées dans des lieux publics. Le 30 septembre 1956, ses premiers attentats, à la Cafétéria et au Milk Bar, ont fait 5 morts et plusieurs dizaines de blessés. Pour l'historien Gilbert Meynier, dont la monumentale *Histoire intérieure du FLN* fait référence, le précédent de la rue de Thèbes a précipité le choix de ce mode opératoire. Le 10 août 1956, une bombe déposée par des activistes membres de l'Organisation de résistance de l'Afrique française (ORAF), dans cette rue de la Casbah, a tué 15 à 60 Algériens, selon les sources. Jusque-là, l'opportunité du terrorisme urbain à Alger était discutée au FLN, parce qu'il risquait de provoquer des représailles collectives et d'être contre-productif sur le plan politique. L'investissement du terrain algérois vise en effet à légitimer le FLN et la cause

de l'indépendance aux yeux du monde. La ZAA prépare en ce sens une grève générale. Elle doit débuter la veille de la session de l'ONU étudiant la situation algérienne, le 28 janvier 1957. Le général Massu reçoit les pouvoirs de police pour briser la grève.

L'armée déploie un système répressif inédit. Elle cible la ZAA, toute organisation anticolonialiste (le Parti communiste algérien et le Mouvement national algérien sont aussi actifs à Alger) et les Algériens dans leur ensemble. Ainsi s'explique l'autre appellation des événements, proposée par Gilbert Meynier : « la grande répression d'Alger ». L'armée quadrille la ville, arrête les gens en masse et à l'aveugle, les fiche, les détient, les interroge, multiplie les bouclages, les perquisitions et les fouilles. L'emploi de la torture est généralisé et justifié au nom de la lutte contre le terrorisme. De somptueuses villas coloniales accèdent alors à la notoriété comme centres de torture – telle la villa Sésini. Les exécutions sommaires et les disparitions prennent de telles proportions que le scandale gagne Paris. De cette période date un argumentaire spécifique d'opposition à la guerre, relevant d'une tradition dreyfusarde. Les méthodes de l'armée sont dénoncées au nom d'une France nation des droits de l'homme.

Le 5 mars 1957, le « suicide » de Larbi Ben M'hidi est annoncé. Il a été arrêté, exhibé à la presse avant d'être tué (Paul Aussaresses dira plus tard l'avoir pendu). Le 9 juin, l'attentat du casino de la Corniche – qui fait huit morts – témoigne du regain de la ZAA mais elle est anéantie à l'automne. Yacef Saadi est arrêté le 23 septembre, Ali La Pointe, qui refuse de se rendre, tué le 8 octobre. L'armée remporte une victoire opérationnelle mais la « bataille » a meurtri les Algérois, renforcé l'adhésion au FLN et provoqué en France une crise morale profonde qui n'allait plus cesser.

Un espace urbain disputé

À Alger, le gouvernement général, bâti au sommet d'une percée en forte pente, surplombe la baie. Le monument aux morts, honorant le sacrifice des habitants de l'Algérie pour la patrie, a été édifié en contrebas, sur la percée. Symbole puissant du lien avec la France, il polarise les manifestations. Le 6 février 1956, les Français d'Algérie s'opposent violemment à Guy Mollet, nouveau chef du gouvernement. Ils rejettent la nomination du général Catroux au gouvernement général – par le passé, Catroux a reconnu les indépendances syrienne et libanaise. Sous une pluie de projectiles dont les tomates sont toujours citées en exemple, face à l'émeute, Mollet renonce et désigne Robert Lacoste « ministre résidant ». Le participe présent est important : Lacoste est un membre du gouvernement vivant sur place.



Lors d'une opération de bouclage de la Casbah à Alger par le 3e régiment de parachutistes coloniaux (3e RPC), des hommes suspects ayant les mains sur la tête sont fouillés.
© Marc Flament / ECPAD / Défense

Autour de la percée où trône le monument aux morts, se déploie l'espace noble de la ville. Vers l'est : les facultés et leurs lieux de sociabilité de la jeunesse estudiantine, issue à 80 % de la minorité européenne ; puis la rue Michelet, ses banques, assurances et commerces visant une clientèle prête à entrer dans la société de consommation – articles de mode et électroménager y sont en vente. Les États-Unis ont installé leur consulat au n°118. Vers l'ouest : la Grande Poste, chef d'œuvre néo-mauresque du début du siècle, puis la rue d'Isly, sa petite place où l'armée a son QG et le maréchal Bugeaud sa statue. La presse siège aussi dans le quartier : *L'Écho d'Alger*, premier titre colonial, *Alger républicain*, d'obédience communiste. Sur le front de mer, l'appropriation française de l'Algérie se manifeste dans ses dimensions administrative, politique, économique et culturelle. S'y alignent, majestueux : la préfecture, l'hôtel de ville, le casino, la Banque de l'Algérie, l'Assemblée algérienne ainsi que, plus loin, au fond, la place Bresson, l'Opéra.

Le peuplement du secteur est assez homogène, européen, selon Jean Pelletier, auteur d'un *Essai de géographie sociale* paru en 1959, à partir de fiches de recensement. La ségrégation règne, note-t-il. La hiérarchie sociale recoupe en effet les catégories coloniales. Pelletier compte : 69 % de manœuvres, ouvriers ou chômeurs, 11 % de « petits commerçants » chez les « musulmans » ; 1 % de manœuvres, 58 % d'employés de bureau, fonctionnaires et professions libérales chez les

1 LA VILLE COMME CHAMP DE BATAILLE


Dans le silence qui pèse sur la ville après une journée d'émeute

France-soir

TENSION TOUJOURS MENAÇANTE A ALGER

M. Guy Mollet a commencé ses entretiens politiques dans une atmosphère de fièvre

La naissance du fils de l'instituteur a nécessité une véritable mobilisation des habitants de Longues-sur-Mer

THIERY

« Tension toujours menaçante à Alger », Une de *France-soir*, 8 février 1956.
© Caricadoc / Bridgeman Images

« Européens ». Le racisme renforce la ségrégation. Pelletier résume : dans les « classes supérieures », « on admet dans son immeuble un député musulman à l'Assemblée algérienne » par exemple ; en revanche, « un "petit Blanc" admettra beaucoup plus malaisément dans sa maison un Musulman socialement son égal ».

L'enjeu spatial de la guerre à Alger paraît alors évident. Le FLN s'attaque aux secteurs européens de la ville, aux lieux qu'ils fréquentent. Des jeunes femmes jouant sur leur apparence pour circuler, en se dévoilant, en s'habillant et en se parant à l'européenne, ont assuré le transport et le dépôt des bombes – le procédé est reproduit avec constance.

À l'inverse, les habitants de la Casbah sont à 91 % « musulmans ». Vestige de la médina épargnée par les destructions françaises du XIX^e^ siècle, elle est un foyer politique. Saadi y est né, il y a milité bien avant 1954 et il y recrute – Ali La Pointe vient de la petite pègre locale. Ben M'hidi s'y installe aussi en 1957. Les bidonvilles sont un autre vivier nationaliste. Nés de l'exode rural dans l'entre-deux-guerres, ils ont considérablement crû depuis 1945. Mahieddine, le plus important, compterait une dizaine de milliers d'habitants. L'armée se déploie tout particulièrement dans ces espaces perçus comme impénétrables. Mahieddine est doté d'une Section administrative urbaine (SAU) confiée à un capitaine. Le bidonville est découpé en îlots pourvus de chefs et d'un représentant, seul interlocuteur de l'officier. L'homme jouait en réalité un double-jeu. À Alger comme ailleurs, l'armée impute aux pressions du FLN l'attitude des Algériens, sans envisager qu'elle exprime une aspiration à la nation ancrée dans l'entre-soi.

L'Algérie française : un volet oublié de la guerre à Alger

Le 28 décembre 1956, Amédée Froger, leader de la cause « Algérie française », est tué au 108 de la rue Michelet. Parlant des « rebelles », Lacoste commente, à la radio : « Ils essaient de gagner la bataille d'Alger ». Dix jours avant le 7 janvier 1957. La phrase invite à élargir la chronologie.

En effet, outre que la ZAA est créée en 1956, l'importance de l'attentat de la rue de Thèbes, le 10 août, doit être réévaluée. D'une part, l'événement s'inscrit dans une vague de mobilisations pro-Algérie française, consécutive aux émeutes du 6 février. Manifestations, réunions, formation de comités et d'associations en tous genres ont marqué le printemps. L'effervescence a gagné le centre-ville et le front de mer, soit le secteur européen et aisé, politique et administratif d'Alger. L'ORAF, responsable de l'attentat, est née dans ce contexte.

D'autre part, cet attentat n'est pas isolé. Les membres de l'ORAF en ont reconnu quatorze autres, perpétrés entre mai et novembre 1956, contre des cafés, épiceries et sociétés musulmanes ou encore le journal communiste *Alger républicain*. Aucun n'a tué, contrairement à la rue de Thèbes, où les habitants de la Casbah étaient ciblés. L'ORAF se targue de défendre un espace menacé. « Si on laisse faire Lacoste, dans peu de temps, les Algériens se battront à la Grande Poste », dit l'un de ses tracts, à l'automne. Puis, le 16 janvier 1957, l'ORAF vise le général Salan, commandant en chef, dans son QG de la petite place de la rue d'Isly. C'est le fameux attentat au bazooka qui, ratant Salan, tue l'un de ses collaborateurs. Alors l'ORAF est démantelée.

Alger connaît en outre des « ratonnades », une forme de violence raciste typique des minorités européennes aux colonies. Ainsi, le 29 décembre 1956, les obsèques de Froger



Le convoi funèbre lors des obsèques d'Amédée Froger à Alger escorté par la gendarmerie, 29 décembre 1956.
© Descamps / SCA / ECPAD / Défense

prennent une tournure subversive. Les représentants officiels sont chassés. « Guy Mollet au poteau », « Lacoste au poteau », « Armée au pouvoir » retentissent. Puis, sur le trajet jusqu'au cimetière Saint-Eugène, qui emprunte la percée centrale et la portion majestueuse du front de mer, des groupes se détachent du cortège. *Le Monde* raconte par exemple qu'ils attaquent les camions et camionnettes de marchandises, en sortent les « conducteurs et convoyeurs musulmans », les frappent à coups de « démonte-pneus, de manivelles et de bâtons », pillent et saccagent leurs chargements ; des « ouvriers musulmans » sont attaqués lorsqu'ils sortent « des tramways, des trolleybus et des autocars ». « Pour un Français dix Arabes » retentit aussi. Six Algériens sont tués par arme à feu.

Les Français d'Alger sont sur la défensive, à l'heure où les Algériens cherchent à sortir de la sujétion. Une projection fantasque, lisible dans la revue municipale algéroise en 1955, témoigne de cet état d'esprit : « À ce rythme, le nombre des musulmans aura atteint celui des Européens dans neuf ans ».

Au moment où le général Massu reçoit les pouvoirs de police, les autorités perçoivent une double menace, l'activisme pro-Algérie française s'ajoutant au nationalisme algérien. La 10e DP n'a évidemment pas pour mission de réprimer les défenseurs de l'Algérie française, mais de ce point de vue, la décision du 7 janvier 1957 a une vocation politique : restaurer la confiance des Français d'Algérie. *In fine*, c'est une bataille pour Alger, en 1956-1957, que l'historiographie permet aujourd'hui de restituer.

L'après-1957 confirme cet enjeu : prendre possession d'une ville que marque la colonialité. Fin janvier 1960, l'insurrection des Barricades érigées pour l'Algérie française boucle le centre-ville tandis qu'en 1962, les Algériens viennent y manifester leur joie – avant de s'approprier les biens déclarés vacants en raison du départ de leurs occupants. Entre temps, l'organisation de l'armée secrète (OAS) avait fait de Bab el Oued, autre quartier à dominante européenne, mais populaire et industrieux, son bastion. ■

Chef de bataillon Emmanuel (R)
94e régiment d'infanterie – centre d'entraînement aux actions en zone urbaine

LE 94e RÉGIMENT D'INFANTERIE - CENZUB, L'EXPERTISE ET LA PRÉPARATION OPÉRATIONNELLE DE L'ARMÉE DE TERRE POUR LES ACTIONS EN ZONE URBAINE

Les conflits contemporains installent les combats au cœur des villes, désormais théâtres de durs affrontements. La préparation des unités de l'armée de Terre répond à ces situations de guerre urbaine et s'effectue dans un pôle d'excellence : le centre d'entraînement aux actions en zone urbaine à Sissonne.

Conçu à l'aube de l'an 2000, le centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (CENZUB) est implanté sur le camp militaire de Sissonne (Aisne). Disposant de moyens humains et matériels précieux et uniques, il assure l'expertise de l'armée de Terre dans le cadre des opérations en zone urbaine.

Le 94e RI - CENZUB, une unité pour répondre aux enjeux des conflits actuels

De l'ex-Yougoslavie à l'Ukraine, la majeure partie des crises ou conflits actuels ont lieu au sol, en présence des populations, dans des centres urbains ou à leurs périphéries. L'engagement de forces armées au cœur de la zone urbaine impose donc la conduite d'opérations tactico-opératives et la mise en œuvre d'une synergie d'actions interarmes particulièrement poussée et rigoureuse.

Le milieu urbain est caractérisé par une triple complexité : physique, humaine et opérationnelle. Les villes ne sont pas construites de la même manière, d'une région à l'autre, d'un quartier à l'autre, engendrant une multitude de micro-théâtres uniques où réseaux souterrains et de surface s'enchevêtrent, formant un espace de manœuvre multidimensionnel et fragmentant les opérations. Ce milieu nivelle la différence de force entre assaillant et défenseur et évolue au fil des combats. Millefeuille de béton et d'acier, le milieu urbain est très abrasif et éprouvant, pesant sur une logistique rendue plus difficile par le cloisonnement. Centre économique et de pouvoir, la ville est aussi le lieu de rassemblement de populations toujours présentes et plus ou moins organisées. Les enjeux stratégiques qui en découlent sont souvent majeurs. La zone urbaine constitue donc un espace polymorphe très particulier et complexe à appréhender sur le plan opérationnel. À cet égard, on pourra se reporter au livre de Frédéric Chamaud et Pierre Santoni, *L'Ultime champ de bataille, combattre et vaincre en ville*.

L'ensemble de ces constats amenèrent à la création du CENZUB en 2004. Comme toute unité militaire, son identité se construit autour d'un héritage historique fort, celui du 94e régiment d'infanterie, appelé « régiment de la garde » dernière unité de combat encasernée à Sissonne.

Des missions variées et en permanente adaptation

Fort de son héritage et de son identité, le 94e RI - CENZUB est devenu le centre expert des actions en zone urbaine au service des forces terrestres, pour durcir la puissance de combat de l'armée de Terre avec des unités plus aguerries, plus robustes et plus réactives, aptes à s'engager en milieu urbain. À cet effet, il met en œuvre, au sein du commandement de l'entraînement au combat interarmes, des compétences opérationnelles et pédagogiques particulières et reconnues (entraînement en unités interarmes fondé sur le tryptique « démontrer pour comprendre – répéter pour acquérir – restituer pour maîtriser »).

Ainsi, le CENZUB permet l'instruction et l'entraînement d'un groupement interarmes composé de deux unités de combat et de ses éléments de commandement, d'appui et de soutien, dans le cadre de rotations de deux à trois semaines, contre une compagnie interarmes de force adverse, blindée mécanisée et renforcée. En complément de ces rotations, un développement de compétences liées au tir en zone urbaine ou aux actions en espaces clos vient parfaire l'offre d'instruction et d'entraînement. C'est ce type de préparation



Des quartiers de la ville de combat de Jeoffrecourt.
© Cellule audiovisuelle et multimédia du 94e RI-CENZUB

qui permet de maîtriser des savoir-faire, réinvestis lors des futurs engagements, pour emporter la décision et pour préserver sa propre capacité opérationnelle.

Afin de préparer au mieux les unités à agir avec une population civile encore présente, elles suivent des modules « d'engagement au contact des foules », en partenariat avec des formations de la Gendarmerie nationale et, comme pour toute opération, dans le cadre du droit national et du droit des conflits armés.

Fort de son expertise, le CENZUB est chargé, à l'échelle nationale, de rédiger les documents de doctrine liés à l'engagement en zone urbaine, de traiter les retours d'expériences des conflits en cours, de mener des travaux exploratoires et d'échanger avec les alliés et partenaires de la France.

De même, agissant au profit du *Battle Lab Terre* et du commandement du combat futur, dans une logique de préparation de l'avenir, le CENZUB est à la fois un formidable terrain d'expérimentation et un acteur à part entière du microcosme de l'innovation de défense. Il dispose d'une section exploratoire robotique qui expérimente, en lien avec les industriels, des drones aériens ou terrestres et des systèmes robotiques (projet Vulcain). L'objectif est alors d'optimiser l'emploi tactique de ces matériels et l'appropriation des systèmes automatisés.

Des moyens précieux et uniques

Afin de remplir ses missions, le CENZUB peut compter sur la richesse d'une ressource humaine expérimentée. Près de 600 militaires (active et réserve appartenant à toutes les armes) et civils contribuent à la réalisation des missions du centre. Ils sont répartis entre quatre compagnies : la compagnie de force adverse (forte de 150 hommes, elle compose un ennemi réaliste et aguerri en zone urbaine), la compagnie d'instructeurs, la compagnie de commandement et de logistique, ainsi que la compagnie de réserve.

Au quotidien ce personnel s'appuie sur une infrastructure exceptionnelle, unique en Europe, installée sur les 6 000 hectares du camp de Sissonne :

- un village de combat, Beauséjour, pour acquérir un premier niveau de compétences tactiques ;
- une ville de combat, Jeoffrecourt, équivalente à une ville de 5 000 habitants avec plusieurs types de quartiers ;
- un complexe de tir en zone urbaine et en espace confiné, site d'entraînement au tir à balles réelles avec rues et bâtiments ;
- un complexe d'entraînement en espace clos (400 m de tunnels sur deux niveaux) ;
- des zones de tranchées.

L'utilisation de ces moyens et les séquences d'entrainement reposent majoritairement sur le système CERBERE, programme de simulation instrumentée qui permet de simuler les tirs et leurs effets sur les hommes, les matériels et les constructions en garantissant le réalisme de l'entraînement et la qualité des analyses après action.

Le 94e RI - CENZUB est donc une formation experte de l'armée de Terre, au service de la préparation opérationnelle interarmes en zone urbaine, toujours dans une logique de montée en puissance et d'efficience. ■



Civil tué durant un bombardement à Phnom-Penh (Cambodge), 11 février 1975.
© Françoise Demulder / Roger-Viollet



2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES

Avec la Première Guerre mondiale, les populations urbaines, victimes ciblées des bombardements et des représailles, deviennent un enjeu essentiel. Dans les villes en guerre, la violence, le deuil, la faim, la peur, les déplacements forcés, les arrestations et la répression se vivent au quotidien à hauteur d'hommes, de femmes et d'enfants. Le plus souvent, la fin du conflit ne signifie pas le retour immédiat à la vie d'avant, le poids des destructions dessinant un quotidien inscrit dans la durée des ruines.

Danièle VOLDMAN
Historienne, directrice de recherche émérite au CNRS

LES POPULATIONS CIVILES, ENJEUX DU BOMBARDEMENT DES VILLES
D'UNE GUERRE MONDIALE À L'AUTRE

Au cours des deux guerres mondiales, le développement du bombardement stratégique des villes constitue un élément déterminant de l'action militaire. Ces bombardements touchent directement et volontairement les civils, désormais cibles assumées et victimes placés au cœur du combat.

Ce texte reprend l'article « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes (1914-1945) » *in* Stéphane Audoin-Rouzeau et *alii* (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Complexe, Bruxelles, 2002, p. 151-174.

Au cours des guerres du XX^e^ siècle, le développement du bombardement des villes a été un élément déterminant de l'action des forces engagées dans la bataille. Théorisé sous le nom de « bombardement stratégique », il fut aussi une arme dirigée contre les populations civiles. Bien que les antécédents du pilonnage et de la prise des villes soient lointains et nombreux au long de l'histoire multiséculaire des guerres, la période 1914-1945 y tient une place spécifique. Au moment où les habitants des pays en guerre commençaient à vivre majoritairement en ville, l'apparition d'une arme capable de détruire massivement les centres urbains a déterminé une nouvelle façon de lutter contre l'ennemi.

L'étude historique, non spécifiquement militaire, du bombardement des villes est encore relativement récente, en partie en raison de la difficulté à penser une question controversée où se mêlent considérations morales, éthiques et politiques. Détruire l'ennemi de loin requiert des équipements spécifiques, qui relèvent avant tout du militaire. Mais les innovations dans ce domaine, expérimentées pendant la Grande Guerre, ont été accompagnées d'un accroissement du poids des populations dans la conduite des opérations. Parce que la guerre touchait désormais l'ensemble du corps social des nations entrées dans le conflit, il devint de plus en plus difficile de séparer le civil du militaire. Le concept de guerre totale a ainsi lentement émergé, où se juxtaposaient des discours sur les armes aériennes, les uns appréhendant les bombardements sous l'angle militaire, les autres privilégiant leur aspect psychologique et politique.

LE BOMBARDEMENT DES CIVILS COMME STRATÉGIE MILITAIRE

Depuis le début du XIX^e^ siècle, les militaires européens cherchaient à améliorer les façons de prendre et de défendre les villes, dont l'importance ne fit que grandir dans leurs dispositifs stratégiques. Le grand changement vint à partir des années 1880, à la suite d'innovations comme les canons à longue portée et les explosifs puissants. À la fin du siècle, le bombardement d'objectifs à partir d'un point éloigné, supposé moins coûteux en soldats que les moyens traditionnels, faisait désormais partie de l'horizon de la pensée stratégique. Ce tournant dans les modalités des batailles, qui recelaient un fort potentiel de destruction et de violence, n'échappa à



Vue aérienne de Royan en ruine à la suite des bombardements alliés, avril 1945.
© Henri Malin / SCA / ECPAD / Défense



Bombardement aérien allemand. Cratère creusé par une bombe. Paris, rue de Lille (7e arr.), 1918.
© Maurice-Louis Branger / Roger-Viollet

personne. Tandis que les responsables des armées tentaient d'en améliorer l'efficacité, les adversaires de la guerre, par la voix des organisations internationales, réagirent devant des procédés jugés trop barbares.

À la conférence de la paix de La Haye de 1899, les participants adoptèrent à l'unanimité une déclaration qui interdisait, pour une période de cinq années, le lancement d'explosifs ou de projectiles à partir de ballons. Ce vœu d'interdiction ne remettait pas en cause les nouvelles formes d'armement ; il se justifiait avant tout par les imperfections techniques qui empêchaient la précision des tirs. Au nom des lois de la guerre, selon lesquelles les civils ne devaient pas être mêlés aux batailles, les conventions adoptées précisaient que l'attaque des villes, villages, habitations et immeubles non défendus était interdite. Mais, les textes ne définissaient pas ce qu'était un établissement non défendu. À la conférence suivante (La Haye, 1907) les congressistes stigmatisèrent l'emploi des armes chimiques et du bombardement de cités sans défense. Sans grande illusion sur la portée de leurs résolutions, ils essayèrent d'adapter le droit de la guerre à ces armes et techniques nouvelles. Pour la première fois, la conférence tint compte des « risques normaux encourus en temps de guerre » par les populations civiles. Malgré les efforts des conférences internationales pour contenir la violence des guerres, à la veille du premier conflit mondial, les textes adoptés ont, parallèlement à la pensée militaire, inclus les bombardements aériens sur les agglomérations dans leur univers mental, tout en restant ambigus sur leur condamnation autant que sur leur définition.

Le déclenchement de la Grande Guerre montra l'importance de la nouvelle arme aérienne. À côté du perfectionnement des matériels d'infanterie, apparurent les aéronefs, terme désignant tout à la fois des dirigeables, des ballons captifs ou des avions. Au début des opérations, avant que les fronts ne se stabilisent, ils furent utilisés pour observer les mouvements de l'ennemi, en particulier grâce aux photographies aériennes, et comme appui de l'infanterie. Après l'échec de la guerre de mouvement, à la fin de 1914, leur emploi pour attaquer l'adversaire, de loin et sur ses arrières, ne cessa de se développer. Déjà, lorsque les armées allemandes assiégèrent Liège fortifiée à la mi-août 1914, des dirigeables zeppelins partis

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES



Civils circulant dans les ruines à Coventry (Royaume-Uni), après le bombardement allemand du 14-15 novembre 1940.
© Look and Learn / Bridgeman Images

de Cologne vinrent bombarder la Belgique. En octobre, ce fut le tour des Alliés d'attaquer la station de dirigeables de Düsseldorf. Au cours de l'automne, les Français mirent en place une première unité de bombardement, bientôt imités par les Allemands qui avaient l'avantage d'avoir pour cibles Paris et Londres relativement proches de leurs bases installées dans les territoires déjà conquis.

Il fallut quelque temps aux belligérants des deux camps pour expérimenter ces nouvelles forces d'attaque et mettre au point les méthodes et les matériels qui en découlaient. Les industriels allemands commencèrent à produire des avions bombardiers beaucoup plus lourds que les premiers dirigeables, comme les Taubes et les Gothas. Ils fournissaient, également, à leur pays des canons dont la portée était de plus en plus longue, telle la « Grosse Bertha » visant Paris. Et les raids aériens commencèrent à intégrer des cibles non exclusivement militaires dans leurs objectifs. En mai 1917, après des mois de recherche, l'armée allemande lança son premier raid de Gothas sur Londres pour y détruire les zones industrielles. À cause d'un brouillard imprévu, l'escadrille renonça à larguer ses bombes sur la capitale anglaise, mais au retour elle les lâcha sur une zone commerciale à Folkestone, faisant 95 morts et 260 blessés, tous civils. Londres fut atteint une semaine plus tard. Des usines y furent détruites au prix de 162 morts et 432 blessés. À partir de ce moment, le processus était enclenché. Parallèlement aux tâtonnements pour améliorer l'efficacité militaire du largage des bombes – comme le passage du bombardement de jour au bombardement de nuit, plus sûr pour les pilotes, mais plus imprécis pour les cibles -, simultanément au développement des canons anti-aériens, la riposte s'organisa et, à l'automne 1918, commença le bombardement des villes allemandes par les Alliés.

Dans les années 1920, états-majors, stratèges et théoriciens tirèrent les leçons de ces premières expériences. La réflexion se concentra sur le versant politique et psychologique des nouvelles armes où les populations civiles acquirent de l'importance. De leur comportement hors du champ de bataille classique dépendait désormais aussi la victoire. Pour vaincre l'ennemi, il fallait les atteindre. De ce point de vue, les bombardements étaient une arme de choix, utilisée pour terroriser la population et lui faire comprendre qu'elle était un otage entre les mains de ses gouvernants.

Si ce mode de pensée était peu habituel pour les militaires, il signait l'évolution des formes des affrontements à l'ère des masses, tout en suscitant débats et controverses. Les deux penseurs ayant formulé la théorie la plus élaborée du bombardement stratégique furent l'Italien Guilio Douhet et l'Américain William Mitchell, dont l'influence a été déterminante. Les militaires ont fini, peu ou prou, par accepter les nouvelles théories. Les plus lucides savaient que la mort des civils était inhérente à la pratique de bombardements.

Les conférences internationales des années 1920 entérinèrent ces transformations. À Washington, entre novembre 1921 et février 1922, les négociations sur la limitation

de l'armement aérien piétinèrent. La question fut au centre de la conférence de La Haye (décembre 1922 à février 1923). L'article 32 des propositions américaines, stipulant qu'était interdit « le bombardement par aéronef dans le dessein de blesser des non-combattants ou de détruire ou endommager la propriété privée sans caractère militaire, ou de terroriser la population civile », montre bien le décalage entre le discours juridique et la pratique militaire. Aucun accord ne put se faire sur la définition du terme « objectif militaire », pas plus qu'on ne parvint à établir des règles de conduite également applicables à toutes les nations. Enfin, il fut impossible de définir un code spécifique au bombardement aérien sur les villes, qui se différenciât du code de la guerre terrestre. C'est pourquoi, faute de pouvoir réglementer une pratique qui se généralisait, les adversaires de la guerre aérienne tentèrent, au début des années 1930, de mettre hors la loi et de supprimer l'aviation militaire de bombardement. L'idée, bien évidemment irréalisable, fit long feu.

La banalisation des bombardements

À la veille de la Seconde Guerre, non seulement il n'existait pas de texte interdisant la guerre aérienne contre les villes, mais celle-ci entrait dans les mœurs. Les États européens s'y étaient préparés, créant des services de défense anti-aérienne et habituant l'opinion à cet éventuel danger. Alors qu'au sein des états-majors, beaucoup se défiaient toujours d'une arme pleine de promesse bien qu'encore mal maîtrisée, elle fut expérimentée, en grandeur nature et temps réel, pendant la guerre d'Espagne par les troupes allemandes. En plein jour, le 27 avril 1937, elles bombardèrent la ville de Guernica, laissant plus de 1 600 morts.

Le second conflit mondial acta la généralisation et l'application des théories du bombardement stratégique. À ses aspects techniques, s'ajoutaient des aspects de stratégie militaire, tel le choix entre les bombardements au but, c'est-à-dire sur une cible précise (usine, gare, route, colonne d'infanterie, groupe de réfugiés ou quartier d'habitations) et les bombardements en nappe visant un espace englobant une ou plusieurs cibles. Enfin, le mouvement des fronts, les fluctuations de la conjoncture et l'évolution de la politique intérieure des nations en guerre déterminaient des modes d'utilisation de l'arme aérienne. Ils étaient sélectionnés parmi un éventail de critères allant du strictement militaire au purement psychologique ou éthique, comme lors des débats autour de la destruction des voies de chemin de fer menant aux camps de concentration ou celles des installations d'Auschwitz.

Comme pendant la Grande Guerre, les deux camps cherchèrent à gagner de vitesse l'adversaire et à trouver les ripostes à leurs innovations. Du côté allié, c'est au cours de 1942 que les techniques évoluèrent de la façon la plus significative, en particulier grâce au système de navigation *Gee*. Il permettait des bombardements à moyenne altitude, par vagues successives, avec l'aide de fusées éclairantes. Son efficacité fut testée sur les usines Renault de Boulogne-Billancourt, lors du raid du 3 mars 1942. Alors qu'une grande quantité de bombes étaient déversées sur la cible elle-même, pour que l'usine fût plus sûrement atteinte, les quartiers aux alentours furent également arrosés en nappes. Les équipes de secours relevèrent 623 morts et 1 500 blessés ; elles comptèrent 200 immeubles détruits et plusieurs milliers de sans-abri. Pendant toute l'année 1942, les Anglais continuèrent de mettre au point leur technique de bombardement sur les cibles en territoire français et développèrent en même temps les grands bombardements de zone sur les villes allemandes.

Jusqu'en 1943, les Anglais tâtonnèrent pour définir leur stratégie et leur tactique, hésitant à abandonner les bombardements de précision, moralement plus acceptables. Malgré les débats au sein du *Bomber Command*, Churchill finit par conclure à l'inefficacité du premier type de bombardement et se détermina à passer aux bombardements en nappe pour écraser les villes, donc leurs habitants, sous les bombes. Ce que l'armée américaine testait déjà dans ses grandes opérations, de jour et à haute altitude, sur Rouen, Brest, Saint-Nazaire, Lorient, Rennes, qui touchèrent durement les

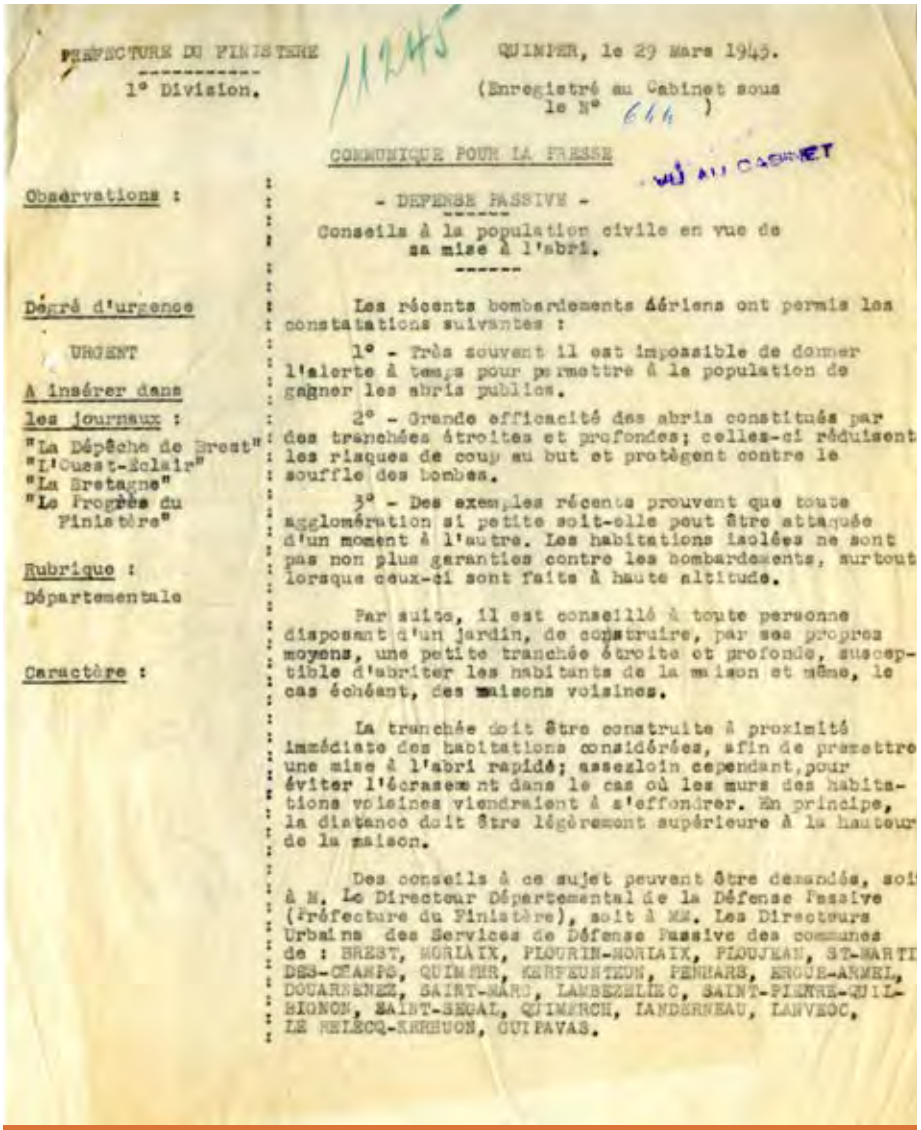


Les usines Renault de Boulogne-Billancourt (Seine), bombardées par la Royal Air Force, entre 1942 et 1945.
© Keystone-France / Getty images

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES

civils. Comme dans bien d'autres domaines, l'année 1942 marque un tournant dans l'utilisation des bombardements : la mort de civils y était désormais explicitement programmée et englobée dans l'ensemble du processus.

Avec ce type de combat, on ne peut pas seulement interpréter leur anéantissement comme des dysfonctionnements malheureux du système de guerre, popularisé après 1945 sous le terme de « dommages collatéraux ». On ne connaît pas encore le chiffre global des morts par bombardement pour l'ensemble des belligérants au cours des deux guerres. L'absence de recherches historiques comparatives vient d'une triple difficulté : trouver des données chiffrées homogènes, pallier l'absence de typologie concernant les causes du décès des civils, distinguer les civils des militaires alors que la tendance, dans ces guerres totales, était précisément leur indifférenciation. Les données partielles n'en sont pas moins éloquentes : environ 70 000 tués en France pour le second conflit, uniquement du fait des bombardements, 43 000 victimes en Grande-Bretagne, 23 000 en Belgique. On a compté près de 40 000 morts, en juillet 1943, lors du bombardement allié sur Hambourg, et des centaines de milliers lors des attaques des villes du front de l'Est, Leningrad, Stalingrad, Moscou…



PREFECTURE DU FINISTERE
1° Division.

QUIMPER, le 29 Mars 1943.

(Enregistré au Cabinet sous le N° 614)

COMMUNIQUE POUR LA PRESSE

Observations :

Degré d'urgence

URGENT

A insérer dans les journaux :

"La Dépêche de Brest"
"L'Ouest-Eclair"
"La Bretagne"
"Le Progrès du Finistère"

Rubrique :
Départementale

Caractère :

- DEFENSE PASSIVE -

Conseils à la population civile en vue de sa mise à l'abri.

Les récents bombardements aériens ont permis les constatations suivantes :

1° - Très souvent il est impossible de donner l'alerte à temps pour permettre à la population de gagner les abris publics.

2° - Grande efficacité des abris constitués par des tranchées étroites et profondes; celles-ci réduisent les risques de coup au but et protègent contre le souffle des bombes.

3° - Des exemples récents prouvent que toute agglomération si petite soit-elle peut être attaquée d'un moment à l'autre. Les habitations isolées ne sont pas non plus garanties contre les bombardements, surtout lorsque ceux-ci sont faits à haute altitude.

Par suite, il est conseillé à toute personne disposant d'un jardin, de construire, par ses propres moyens, une petite tranchée étroite et profonde, susceptible d'abriter les habitants de la maison et même, le cas échéant, des maisons voisines.

La tranchée doit être construite à proximité immédiate des habitations considérées, afin de permettre une mise à l'abri rapide; assez loin cependant, pour éviter l'écrasement dans le cas où les murs des habitations voisines viendraient à s'effondrer. En principe, la distance doit être légèrement supérieure à la hauteur de la maison.

Des conseils à ce sujet peuvent être demandés, soit à M. Le Directeur Départemental de la Défense Passive (Préfecture du Finistère), soit à MM. Les Directeurs Urbains des Services de Défense Passive des communes de : BREST, MORLAIX, PLOURIN-MORLAIX, PLOUJEAN, ST-MARTIN-DES-CHAMPS, QUIMPER, KERFEUNTEUN, PENHARS, ERGUE-ARMEL, DOUARNENEZ, SAINT-MARC, LANBEZELLEC, SAINT-PIERRE-QUILBIGNON, SAINT-SEGAL, QUIMERCH, LANDERNEAU, LANVEOC, LE RELECQ-KERHUON, QUIMPAVAS.

Communiqué de presse de la préfecture du Finistère sur la défense passive, 29 mars 1943.
© Archives départementales du Finistère

Quoi qu'il en soit des façons de tuer et des manières de compter, c'est bien l'anéantissement des populations qui était visé. Pour bénéficier de l'effet de surprise, les attaquants devaient tenir secrets le lieu et la durée des raids. Beaucoup de rapports sur les bombardements, émanant des autorités militaires ou civiles, qu'il s'agisse du premier ou du second conflit, insistent sur le faible laps de temps (souvent à peine quelques minutes) entre les alertes contre le « danger aérien » et l'attaque elle-même. Contrairement à ce qu'affirmèrent certains personnels de la défense passive et une partie de l'opinion, ce n'était pas seulement une maladresse militaire, mais cela faisait partie du système lui-même. Pourtant, bien que largement pratiquée, la prise sous le feu explicite des civils relevait toujours d'une transgression, rendue possible par le caractère extraordinaire de la guerre.

Les réactions de la population face à des événements semblent contradictoires, malgré une facilité à une certaine résignation. Ainsi la population de Hambourg, après avoir subi la semaine terrifiante de juillet 1943, ne se révolta pas contre le régime hitlérien, allant jusqu'à qualifier les événements de « catastrophe », au sens d'événement naturel, comme s'il s'agissait d'une inondation ou d'un tremblement de terre. Les espoirs des théoriciens du bombardement stratégique étaient-ils illusoires ? Contrairement à ce que ces derniers attendaient, les populations ne se sont pas révoltées massivement contre cette mort de masse. Ce qui n'empêcha pas les pouvoirs publics de tous les belligérants de se préoccuper de la protection de leurs ressortissants.

Le bombardement des civils, une affaire de l'État

L'organisation de la défense des civils contre les conséquences des bombardements a commencé dès 1914. De ce point de vue, également, il existe un *continuum* entre les deux conflits, le premier ayant servi de banc d'expérience au second, avec la construction d'abris et l'extinction des lumières, ainsi que la mise au point de systèmes d'alerte et de comptabilité des explosions, des morts et des blessés. Si pour les différents états-majors, lors des grands combats aériens et des largages de bombes, les populations étaient bien des cibles, au même titre que les usines, les arsenaux ou les nœuds de communication, cette mort de masse, porteuse de désordres publics, demandait une gestion spécifique : hospitaliser et soigner les blessés, loger les réfugiés et les sans-abri, rétablir la distribution d'eau et d'électricité, enterrer les morts après les avoir identifiés, déblayer les premiers décombres… On retrouve ici la complexité des bombardements. Si les cibles civiles faisaient bien partie de la stratégie de déstabilisation de l'adversaire, pour des armées en campagne, s'attaquer à des zones désertées et à des villes sans habitants était aussi plus facile. Surtout quand les manœuvres de l'aviation appuyaient des mouvements d'infanterie, gênés par des civils encombrant les routes à la recherche de refuges. Cette ambiguïté a nourri les controverses sur les évacuations, tout autant souhaitées que redoutées, par l'ensemble des acteurs, états-majors, pouvoirs publics et populations confondues, tous conscients de leur nature politique.

On a dit la difficulté des militaires eux-mêmes à admettre que les populations civiles fassent partie des buts à atteindre par les bombardements. Ce fut particulièrement sensible dans les discussions précédant le débarquement du printemps 1944, lors de la préparation du terrain en vue des opérations en Normandie et en Provence. Le but était de circonscrire le champ de bataille en l'enfermant dans un filet de ruines et de mines, afin d'interdire totalement l'arrivée des renforts allemands et de permettre ainsi un débarquement avec un minimum de pertes dans les armées alliées. Cela impliquait des bombardements préalables systématiques et donc des quantités de morts parmi les civils. La controverse fut vive entre Churchill, plus soucieux de ces derniers, et Roosevelt, attentif à limiter les pertes de ses troupes. L'avis américain l'emporta.

La destruction par l'arme atomique de Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945 fut l'aboutissement logique des bombardements sur les villes. Les discussions sur sa nécessité pour amener le Japon à la capitulation montrent l'ambiguïté entre les buts militaires et l'inclusion des populations civiles dans la guerre moderne. Même si c'est devenu une évidence, il est toujours aussi difficile d'admettre que les violences de guerre visent les civils. Réduire en cendres des fragments urbains lentement façonnés au cours des siècles, mettre à bas des maisons centenaires, ravager les monuments et les ouvrages d'art édifiés au fil du temps, c'est aussi vouloir effacer les témoignages du passé, s'attaquer au patrimoine et à la mémoire des peuples, nier leur histoire. Les effrayantes destructions auxquelles les villes européennes ont été soumises visaient aussi cela. C'est pourquoi on peut penser que l'étonnante réaction des populations urbaines, faite d'un mélange de fatalisme, de stoïcisme, de courage et de capacité d'action fut autant un réflexe primaire de survie, qu'une riposte vitale contre les forces de mort. ■



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté. Égalité. Fraternité.

VILLE DE SURESNES

RAPATRIEMENT

DES

HABITANTS NÉCESSITEUX

Le Maire invite les habitants nécessiteux, désireux de retourner dans leurs pays d'origine ou dans des régions où ils ont des parents susceptibles de leur venir en aide, à venir se faire inscrire à la Mairie de suite, de 9 heures à 11 heures et de 2 heures à 5 heures, jusqu'au Lundi 17 Août.

Pour bénéficier de cette faveur, les intéressés devront remplir les conditions suivantes :

1. — Se trouver dans une situation nécessiteuse et sans moyens suffisants pour assurer leur voyage ;

2. — Appartenir à l'une des catégories suivantes :

a/ Enfants et jeunes gens de moins de 17 ans ;
b/ Jeunes filles et femmes sans conditions d'âge ;
c/ Hommes non mobilisables et non valides, âgés de plus de 48 ans ;
d/ Hommes au dessus de 60 ans.

3. — Se rendre dans l'une des régions du Sud, du Centre et de l'Ouest desservies par les réseaux du P.L.M., du Midi, de l'Orléans et de l'Etat (ancien et nouveau réseau).

Le Maire :

Suresnes, le 14 Août 1914. **VICTOR DIEDERICH.**

Rapatriement organisé par la municipalité de Suresnes (Seine), 14 août 1914.
© Archives départementales des Hauts-de-Seine

Annette BECKER
Professeure émérite en histoire contemporaine à l'université Paris Nanterre

« LA LAMENTABLE SITUATION DES POPULATIONS DU NORD DE LA FRANCE ISOLÉES DU MONDE ET SÉPARÉES DES LEURS » - LILLE OCCUPÉE (1914-1918)

En 1915, ces mots de Gustave Ador, alors président du Comité international de la Croix Rouge, témoignent du quotidien des habitants du Nord de la France. Annette Becker, spécialiste des violences en guerre, prend l'exemple de Lille pour illustrer cette expérience de la brutalité de l'occupation militaire allemande faite de privations alimentaires, de mise au travail forcé et de répression.

Pendant la Grande Guerre, exactions, atrocités, déportations et massacres de civils ont accompagné la radicalisation des combats sur les fronts militaires. Les civils ont d'abord connu les dévastations des affrontements armés pendant la guerre de mouvement ; quand ils sont restés prisonniers de l'avance des troupes, les invasions se sont muées en occupations. Ce fut le cas dès 1914 de la ville de Lille.

Les violences subies par des populations civiles sur ce front domestique, celui des maisons – *domus* – désormais investies par les occupants, a fait de Lille, la plus grande ville du Nord de la France, le laboratoire d'une forme de guerre nouvelle, un terrain d'expérience de la violence, sur un front atypique dont les canons et les gaz s'appelleraient faim, déportation, travail forcé, camp de concentration. Femmes majoritaires – les hommes en âge étant partis à la guerre en 1914 et n'ayant jamais pu revenir pendant quatre ans – vieillards, enfants y ont partagé une expérience commune – les souffrances de la guerre – et simultanément une épreuve extrêmement différente. Le mot « *exterminare* » signifie au sens étymologique « expulser », « mettre hors frontières ». Pour les civils occupés, « être exterminés » impliquerait cette façon d'être littéralement *hors de combat* des fronts militaires alors qu'ils s'y trouvent englobés, sans uniformes et sans armes,



Des Allemands traversent Lille pendant la Première Guerre mondiale.
© Mary Evans Picture Library / Pharcide / Bridgeman Images

contrairement aux ennemis auxquels ils sont confrontés. Les Lillois occupés subissent un siège de l'intérieur, une invasion de l'intime dans lesquels terreur militaire et terreur administrative se relaient pour maintenir la sujétion ; paradigme d'une brutalité imposée, d'un terrorisme (au sens premier du terme) destiné à impressionner la population et à la maintenir en état de choc.

Si personne, entre 1914 et 1918, n'échappe à une guerre qui est devenue particulièrement amorale, immorale, anomique, les populations des territoires occupés et singulièrement de la grande métropole industrielle de Lille-Roubaix-Tourcoing se trouvent au premier chef prises entre leur loyauté à leur patrie et les exigences légales ou illégales des occupants dans la région où la guerre totale s'est abattue.

Des Lillois sous occupation militaire « ordinaire »

Les civils n'ont jamais connu à Lille de « banalisation » de la guerre, dans leur ville devenue laboratoire militaire. En effet, les régions occupées jouxtent les champs de bataille dont elles deviennent les arrières-fronts. C'est pour cette raison, ajoutée à ce patriotisme qui leur fait voir l'occupation comme un temps de transition avant la victoire, que les habitants parlent toujours de régions envahies : la guerre continue à y faire rage, surtout dans ses nouveautés les plus radicales.

Les protagonistes ne forment pas seulement deux groupes, occupés et occupants, mais beaucoup plus. Chacun appartient à ses patries, la grande et la petite : la Bavière et l'Empire allemand, le Nord et la France. Chacun essaie de maintenir sa dignité, son honneur, dans l'accommodement à la situation, faite d'ordres à donner et à respecter pour les militaires ennemis, d'obéissances et de résistances pour les civils pris au piège de l'occupation. Chacun reste dans les limites de sa culture de guerre nationale. L'occupant peut plus facilement oublier la « vraie » guerre, celle du front, voire vivre une banalisation de quasi arrière, comme le montrent par exemple les caricatures de vie paisible croquées par le dessinateur Arnold dans le *Liller Kriegzeitung*, journal lillois des Allemands en occupation : des territoriaux qui déambulent dans les rues de la grande ville, vont au restaurant, au café, chez le barbier, écoutent des concerts, portent un uniforme, mais si loin du front. L'occupation semble dans ce cas une seconde ligne de défense, moins violente, parfois presque un chez-soi, d'autant plus que la perception allemande de la guerre était celle d'une agression que le blocus confirmait à chaque moment. Comment réagir à la faim des habitants de Lille quand on revient de permission à Berlin en 1916 ?

Et pourtant les Lillois ne lisaient ce même journal que pour y décrypter les défaites allemandes qu'ils pensaient dissimulées par la propagande et surtout y lire les listes de prisonniers ; prisonnier c'était tellement plus rassurant que mort ou disparu. Les Lillois se perçoivent comme les victimes d'une intrusion intolérable, quand bien même ne se limiterait-elle « qu'à » la réquisition de leur église paroissiale, le temps d'un service religieux destiné aux soldats ennemis. Coupés de leur patrie – une patrie en guerre – ils se considèrent comme des patriotes actifs, toujours à l'avant, sur le front, et se veulent acteurs de leur destin. Le territoire envahi demeurait, pour les civils pris au piège, une zone de guerre.

Loin d'être uniquement des victimes civiles collatérales, les occupés deviennent des cibles pour l'occupant. En effet, les objectifs de la guerre contre les civils, de la guerre des civils, ne diffèrent pas de ceux des champs de bataille, c'est le prix de la mondialisation du conflit. Car au drame moral de la défaite, de l'impression insupportable qu'on ne fait plus vraiment partie de sa propre patrie, s'ajoute la dureté financière et économique de l'occupation : ordres militaires, brutalités, voire cruautés. Les jours sont rythmés par les réquisitions et les exigences diverses des occupants, démontage des entreprises industrielles, réquisitions, contributions exorbitantes, abattages d'arbres, puis mesures de coercition tels le travail forcé et les déportations.

Il faut un laissez-passer pour le moindre déplacement, même à bicyclette, tout rassemblement est interdit. Les enterrements dans les cimetières sont encadrés par des soldats en armes. Entre l'augmentation du prix du pain, de la nourriture en général, et la baisse de sa qualité, on survit, toujours aux


LAISSEZ-PASSER

Les habitants de Canteleu-Lille, qui désirent obtenir un laissez-passer, doivent déposer leur demande au poste de Police, rue de Cassel.

Les certificats établis, s'il y a lieu, seront déposés, dans les 24 heures, au même endroit, à la disposition des intéressés, qui auront ensuite à se présenter à la Commandanture de Lambersart pour faire régulariser leur laissez-passer.

Lille, le 13 Mars 1915.

Laissez-passer pour les habitants de Canteleu-Lille, 13 mars 1915.
© Archives municipales de Lille

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES



Les jeunes arrivant en âge de travailler sont enrôlés dans des bataillons de travail forcé.
© Archives départementales du Nord, Lille – France

limites de la disette. Les conditions de vie sont pires à Lille que dans les campagnes environnantes car il n'est guère possible de s'y nourrir par soi-même, même si le moindre pouce de jardinet est désormais cultivé. Les populations ont été littéralement sauvées par les Comités hispano-américain et hispano-néerlandais. La *Commission for Relief in Belgium* et son antenne, le Comité d'alimentation du Nord de la France, sont présidés par Herbert Hoover jusqu'en 1917.

Industries, mines, voies de communications, ont été souvent systématiquement détruites, soit au cours des années d'occupation, soit pendant la retraite allemande de 1918. Les réquisitions ont touché les industries et les particuliers, soit dans l'intérêt économique de l'Allemagne – des machines mises en caisse et emmenées outre-Rhin – soit simplement pour terroriser. Se pose aussi le problème moral de la collaboration : les patrons doivent décider s'ils continuent ou pas à faire tourner leurs entreprises : les fermer c'est réduire leurs ouvriers au chômage, et donc à la perte de toute ressource.

Cette totalisation du conflit par les contraintes économiques, sous forme de réquisitions en argent ou en nature, ou encore de travail forcé, montrent de quelle manière modernité et archaïsme coexistent dans cette guerre. En sus de la dégradation continuelle de ses conditions matérielles, la population de Lille a vécu des mesures de rétorsion collectives dont la plupart sont venues des difficultés rencontrées par les Allemands à faire exécuter les réquisitions : travail forcé pour leur effort de guerre, prise d'otages, déportations, (appelées parfois transportations), évacuations, forcées elles aussi.

La mise au travail forcé sur place de civils réquisitionnés, puis leur déportation permettent de répondre à un double impératif : trouver de la main-d'œuvre, en priorité pour les tâches de génie à proximité du front – et combien les femmes de Lille ont protesté de devoir coudre des sacs à sable destinés aux tranchées allemandes – et vider la grande ville occupée de ses habitants mis au chômage par la cessation progressive de toute activité et devenus des assistés.

Une répression extraordinaire

À cause du refus massif du volontariat, les militaires procèdent à la coercition pour mettre les réfractaires au travail, sur place d'abord, puis dans des camps de travail forcé. Avec les *Zivil Arbeiter Bataillonen* (ZAB), l'occupant crée une catégorie de travailleurs forcés qui sont des prisonniers civils. Leur « uniforme » est réduit à sa plus simple expression : un brassard rouge qui leur lègue leur nom. Ils sont soit employés sur place soit déportés dans les camps de travail des régions occupées, françaises ou belges, et en Allemagne.

Ce n'est pas un hasard si c'est le 3 octobre 1916, vers la fin des batailles de Verdun et de la Somme, qu'une ordonnance du grand quartier-général allemand crée le travail obligatoire pour tous les ouvriers sans travail ou refusant de travailler. Ce travail obligatoire s'accompagne presque toujours de déportations vers les lieux d'embauche, sur de courtes ou plus longues distances, avec internement dans des camps ou pas.

Les évacuations forcées et commandos de Brassards rouges ont la même fonction : les civils occupés doivent participer sur place à l'effort de guerre de l'occupant ou disparaître. C'est pourquoi il est si difficile de faire la différence entre évacuations et déportations. Les conditions de voyage sont d'ailleurs tout aussi pénibles : elles s'effectuent dans la plupart des cas dans des wagons à bestiaux. Mais au bout du voyage du déporté, il y a le camp de travail ou de représailles, et, pour l'évacué, l'espoir, une fois le front contourné et l'Allemagne et la Suisse traversées, de retrouver la France.

L'exemple de ces évacués forcés montre la complexité des phénomènes : si les ennemis sont les « bourreaux » qui imposent ces déplacements de population, la cruauté adverse ne suffit pas aux Français – avec des exceptions généreuses – pour accueillir convenablement « l'autre », en l'occurrence le compatriote lillois chassé de chez lui par la guerre que l'on n'hésite pas à traiter de « boche du Nord ». Ou plutôt la compatriote : en pleine bataille de Verdun, la déportation des femmes de Lille, à Pâques 1916, est une façon de punir les « Français » et leur



Femmes et enfants devant les barbelés du camp de Holzminden en Allemagne (sans date).
© GrandPalaisRmn (musée d'Orsay) / image GrandPalaisRmn

signifier que leurs femmes sont plus maltraitées que les femmes allemandes qui meurent de faim et manifestent. Alors on les envoie dans des camps d'internement de civils, en particulier pour les femmes de Lille à Holzminden. On « concentre », ce qui veut dire qu'on assemble, entasse, pour surveiller, voire punir, de préférence derrière une clôture de barbelés ou des palissades ; et ces « concentrations » sont bientôt appelées « camps de concentration ». Les femmes de Lille sont enfermées en représailles sous prétexte de problèmes dans les camps de prisonniers allemands mal tenus par les Français au Maroc : la guerre est toujours mondiale. Si ce phénomène concentrationnaire n'est pas synonyme de système concentrationnaire, car on a affaire ici à un désordre incohérent et souvent improvisé, les civils qui se trouvaient sur la route du conflit y ont été emportés. La diversité du vocabulaire employé est très révélatrice ; le concept de déportation, de déportés, est encore très instable. La première étape est celle, dans la ville de Lille, du « tri » ou « triage » effectué à partir de « listes » ou des « cartes d'identité ». Les critères d'âge, de sexe, d'allure générale, sont alors retenus selon les moments et selon ceux que l'on « enlève » pour mettre au travail, punir collectivement les populations, y compris en représailles pour des actions militaires accomplies très loin de cette zone, ou pour évacuer des bouches que l'on ne veut plus nourrir.

Défaite de la mémoire

Et pourtant, la mémoire du conflit a pratiquement oblitéré ces réalités. Une « défaite de la mémoire » s'est produite, issue d'une hypermnésie à l'égard des combattants qui étaient vus – selon les cas – comme les héros ou les victimes des tranchées, et d'une amnésie à l'égard de tous les autres. Ni les déportations, ni les travailleurs forcés, ni les douleurs quotidiennes, la faim, la peur, n'ont été réellement rappelés, par culpabilité parfois, par volonté de se fondre dans l'expérience majoritaire du pays, celle du drame des combattants. Si, sur l'immense monument aux morts de Lille réclamant la paix et sur celui de Roubaix, des hommes et femmes déportés sont sculptés à côté de combattants, à Tourcoing seuls ces derniers ont droit à l'hommage. Ce déni a aussi son origine chez ceux-là mêmes qui avaient le plus souffert : honte des sévices infligés – les viols –, désir d'échapper à leur solitude du temps du conflit. S'ils ont partagé l'expérience commune de la souffrance de la guerre, les hommes, les femmes, les enfants de Lille ont vécu une situation singulière, discriminante, et sans doute incommunicable. Le conflit terminé, ils aspirent à ne plus apparaître différents de leurs compatriotes : se fondre au plus vite dans la souffrance universelle de la guerre, refouler les souffrances particulières et le surnom de « boches du Nord » pour réintégrer histoire et territoire nationaux. ■

Emmanuelle DANCHIN
Docteure en histoire de l'université de Paris X-Nanterre, chercheure associée au SIRICE, UMR 8138

LES VICTIMES CIVILES DES BOMBARDEMENTS DE BOULOGNE-SUR-MER (1917-1918)

Incluse dans la zone des armées, Boulogne-sur-Mer est, pendant la Grande Guerre, la base navale de l'armée anglaise et le centre hospitalier des troupes alliées. Emmanuelle Danchin donne à voir – à hauteur nominative d'hommes, de femmes et d'enfants – les conditions de vie des civils, victimes des bombardements destructeurs.

Une liste de 50 noms inscrits sur le monument aux morts et un carré au cimetière de l'Est, réservé aux victimes des bombardements, témoignent aujourd'hui encore des pertes civiles de la Première Guerre mondiale à Boulogne-sur-Mer.

Dès 1914, cette ville portuaire de la côte d'Opale fit partie de la zone des armées. Sa position géographique proche des fronts belges et du Nord de la France en fit un point stratégique majeur au cœur du dispositif de défense transmanche. Comme Le Havre et Rouen, elle fut un centre de transit pour les troupes et une des bases arrière logistique et sanitaire britanniques. Tout ceci ne pouvait qu'attirer l'attention de l'adversaire. Entre 1914 et 1918, Boulogne connut une soixantaine d'incursions aériennes. Celles de 1917 et 1918 furent les plus meurtrières et les mieux documentées.

1917 : PRENDRE EN CHARGE LES VICTIMES CIVILES

L'année 1917 marqua un tournant dans la guerre pour Boulogne qui essuya six raids aériens et connut ses premières pertes civiles. Dans la nuit du 2 au 3 septembre, un avion survola la ville et largua cinq bombes : deux dans la Liane, une sur le port, une sur le café Legrand, rue de l'Alma, et une rue Bomarsund. Les dégâts furent considérables : six immeubles détruits, 200 endommagés ; une torpille pénétra le pavage de la chaussée en faisant un trou de 40 cm de profondeur et de large ; un culot atteignit la façade du café Legrand et démolit l'appartement du 1er étage ; un obus, peut-être tiré par des batteries françaises ou anglaises, toucha aussi le bord de la toiture de la rue Bomarsund qu'elle perfora. Deux femmes – Germaine McDonald et Jeanne Descamps – et un soldat britannique – le sergent William Gerbertson – furent tués rue de l'Alma et une jeune adolescente de quinze ans – Marguerite Corbec –, grièvement touchée rue Bomarsund, succomba le lendemain à ses blessures. Cinq autres personnes furent blessées et parmi elles, Jeanne Sylvain, cinquante ans, ménagère, et sa fille de vingt-et-un ans légèrement blessées au visage rue Demarle par des vitres brisées ; Germaine Corbec, sœur de Marguerite, âgée de vingt ans et blessée au bras ; Sophie Desgardin, veuve de cinquante-trois ans blessée à l'épaule par des éclats d'obus alors qu'elle se trouvait rue de la tour d'Orde, ainsi que Louise Bader, cinquante-sept ans, qui eut les pieds brûlés par la déflagration de la poudre.

La population, qui jusqu'à présent se montrait plutôt indisciplinée et curieuse pendant les alertes, prit conscience du danger et réclama une meilleure protection. Le conseil municipal, qui dès novembre 1914 avait aménagé à l'annexe du cimetière de l'Est un terrain à perpétuité pour l'inhumation des militaires morts dans les hôpitaux, élargit à



Carré réservé aux civils morts à la suite des bombardements de la Première Guerre mondiale, cimetière de Boulogne-sur-Mer.
© Photo E. Danchin

partir du 8 septembre 1917 cette mesure aux civils tués sous les bombardements ou des suites de leurs blessures. Il prit désormais en charge les frais de funérailles et proposa systématiquement des concessions à perpétuité. Un carré fut spécialement aménagé à l'annexe du cimetière de l'Est.

Dès lors, les membres du conseil municipal et le gouverneur prirent l'habitude de se rendre sur place après chaque bombardement et au cimetière pour les obsèques.

Trois nouveaux moyens d'alerte furent adoptés mi-septembre 1917 : des tirs de canons à blanc ; des pompes à incendie avec avertisseurs sonores ; la sonnerie constante du bourdon jusqu'à la fin de l'alerte. Les abris utilisés dès 1916 par la population furent renforcés.

Une commission des attaques aériennes fut instituée pour examiner les conséquences des raids aériens et la manière de porter secours aux sinistrés.

Si les blessés étaient envoyés à l'hôpital Saint-Louis, les autres sinistrés restaient souvent dans le plus total dénuement. Les voisins ou les familles adressaient régulièrement des courriers pour demander une assistance. Des sinistrés de la rue de la Paix, dont la propriétaire refusait de réparer leur logement, écrivirent ainsi au maire, le 6 octobre 1917, pour dépeindre leur situation : il avait plu toute la journée dans la maison comme s'ils étaient dans la rue ; ils ne trouvaient rien à louer et demandaient à faire recouvrir les maisons. « Prenez pitié Monsieur, car c'est l'hiver qui arrive et on va mourir de froid » concluait la lettre. On s'entraidait comme on le pouvait. Louis Condette, en permission chez sa mère rue de Calais, dût rester auprès d'elle mettre un peu d'ordre après un bombardement. À son retour, il prit soixante jours de prison, dont quinze de cellule, pour être revenu en retard de sa permission.

1918 : LA MULTIPLICATION DES HOMMAGES AUX CIVILS

1918 fut, pour les Boulonnais, l'année la plus meurtrière de la guerre, avec neuf incursions aériennes et au moins 83 morts civils et militaires, soit 86 % des décès de l'ensemble du conflit. Au fil des mois, la presse se fit de moins en moins précise sur ces attaques. À l'inverse, les comptes rendus de fouilles des décombres se firent de plus en plus détaillés et sordides.

Le 5 juin 1918, sur le coup de minuit, quatorze torpilles de 20 à 100 kg frappèrent la ville et firent onze morts. Une des torpilles de 100 kg toucha deux maisons situées



Place de Capécure, abri en béton, 1917-1918.
© Dejonghe, archives municipales de Boulogne-sur-Mer

respectivement aux numéros 120 et 131 de la rue du Moulin à vapeur. Toutes les maisons de la rue furent particulièrement abîmées et une famille fut tuée. Ces bombardements furent, avec ceux du 1er août 1918, les plus meurtriers que la ville connut. Le nombre croissant de victimes et l'importance grandissante des dégâts obligèrent la municipalité à s'atteler plus efficacement encore au déblaiement, à l'identification et au devenir des sinistrés.

Le déblaiement était à la charge de la commune. La municipalité devait intervenir rapidement après chaque ensevelissement, dégager, consolider et au besoin démolir les éléments menaçant de s'écrouler. Elle se chargeait, en outre, des gravats et, ultérieurement, de refaire le pavage. Pour cela, elle disposait d'un détachement de pompiers, d'employés de la Compagnie des eaux et du gaz, d'un détachement de gendarmes, de dix travailleurs d'infanterie, de dix suppléants fournis par la place de Boulogne et d'un ingénieur pour superviser le déblaiement. La base anglaise lui fournit aussi une équipe de sauveteurs et dix travailleurs à laquelle s'ajouta, en juin 1918, une équipe pour dégager les victimes coincées sous les décombres. Cette équipe était prévenue par téléphone. Une fois sur les lieux, un piquet composé de militaires et de gendarmes assurait le service d'ordre et de surveillance autour du périmètre délimité de travail.

L'enlèvement des corps des dix habitants du 131 rue du Moulin à vapeur, qui périrent dans leur cave au cours du bombardement du 5 au 6 juin 1918, fut relaté dans la presse locale jusqu'au dégagement complet de l'abri. L'immeuble s'effondra sur ses fondations et la cave fut noyée d'eau, après la rupture de canalisation. Le soir du 7 juin, les corps furent enfin sortis. On identifia les membres de la famille Guiselin composée du père Ernest, quarante-et-un ans, forgeron de marine, de sa femme Augustine, trente-neuf ans, et de

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES



Rue de la Paix, septembre 1917.
© Archives municipales de Boulogne-sur-Mer

leurs six enfants, Augustine, dix-neuf ans, Ernest, seize ans, Marguerite, quatorze ans, Jeanne, dix ans, Georges, sept ans et Jean, trois ans, et deux colocataires : Elisa Warnier, soixante-huit ans et Ernest Marchal, soldat de vingt-cinq ans mobilisé aux aciéries d'Outreau. *Le Télégramme* alla assez loin dans les détails en précisant que le cadavre de Mme Warnier se trouvait dans l'escalier et avait été écrasé par un bloc de maçonnerie, que quatre corps dégagés le samedi midi étaient complètement ensevelis et horriblement écrasés et qu'une montre avait été trouvée près d'un cadavre, arrêtée à minuit quarante-cinq.

À ce décompte morbide, il faut ajouter Maria Delannoy, jeune domestique de vingt ans, réfugiée du Nord et morte alors qu'elle se rendait dans un abri.

Le déblaiement, à la suite du bombardement du 1er août 1918, fut aussi longuement commenté dans la presse. Pendant une heure et quart, de 10h45 du soir à minuit, plusieurs escadrilles de Gothas jetèrent en quatre vagues successives cinquante torpilles et seize bombes incendiaires, soit 3 160 kg d'explosifs. Les projectiles causèrent des dégâts considérables, notamment sur l'hôtel Dervaux, où les Britanniques avaient depuis peu une partie de leur état-major, et sur le musée communal. M. Leuillet, préfet du Pas-de-Calais, M. Buloz, sous-préfet de Boulogne, et le général gouverneur assistèrent tout au long de la journée du 2 août aux opérations de dégagement des lieux bombardés. Grand-Rue, Me Plagniez, notaire, fut enseveli sous les décombres de sa maison avant d'être dégagé quelques heures plus tard. Seulement blessé, il fut transporté à l'hôpital. Aux 7 et 10 rue Simoneau, on releva onze morts civils – Alice Valette ; Marie Théry, cinquante-deux ans, tuée en se rendant dans un abri ; Marie Gilbert, soixante-cinq ans ; Jeanne Féreton, vingt-six ans, et ses quatre enfants : Georgette, dix ans, Denise, huit ans, Gérard, six ans et Raymonde, quatre ans ; Marguerite Dié, quatorze ans ; Rose Couvreur, dix-sept ans, et Charles Fontaine, quarante ans, ainsi qu'une trentaine de militaires anglais.

Il fut longuement question dans les journaux des habitants de la rue Simoneau coincés sous les décombres. *La France du Nord* couvrit le travail des sauveteurs jour après jour. Le 5 août 1918, le journal titrait : « Sous les décombres » et expliquait : « Depuis quatre jours les sinistrés de la rue Simoneau attendent sous les décombres la délivrance. Six êtres ensevelis, encore vivants. Les recherches continuent ». Elles s'arrêtèrent le 8 août et quand on dégagea les restes informes des victimes. Il fut presque impossible de procéder à leur identification si ce n'est celle de M. Fontaine, grâce à sa montre, et de Mme Féreton, grâce à une boucle d'oreille. On disait encore que les sauveteurs avaient essayé

de dégager une jeune fille restée sous les ruines, mais que seule une partie de la chevelure était venue. Son corps ne fut jamais identifié.

Le président de la République, Raymond Poincaré, vint le 7 août réconforter les Boulonnais. Pour l'accueillir, la foule s'était massée sur les trottoirs. Un journaliste de *La France du Nord* relata ainsi, deux jours plus tard, sa venue : « La foule massée sur les trottoirs, juchée sur les décombres, admirable de tenue, salue en silence le président. Et dans son salut il y avait plus que du respect pour la personne de M. Poincaré, il y avait de la gratitude pour son geste fraternel [...] ». Poincaré visita les quartiers sinistrés, puis se rendit au chevet des blessés soignés à l'hôpital Saint-Louis. Il remit 1 500 francs au maire, chargé de répartir cette somme entre les sinistrés. Les obsèques des victimes civiles eurent lieu le 9 août, à l'église réformée, rue Basse des Tintelleries, et à l'église Saint-Nicolas, place Dalton. Les deux cortèges se rejoignirent en un cortège unique pour se rendre au cimetière de l'Est. La foule était aussi dans les rues, les gens se découvraient au passage des cercueils recouverts du drapeau tricolore : hommage de la ville à ses morts.

Pour aider les sinistrés, la mairie dressa un ordre des priorités distinguant les blessés souvent brûlés à la tête et aux mains ; les non blessés dignes d'intérêt, qui avaient perdu du mobilier ou dont la maison était inhabitable et les familles nécessiteuses sans abri. Elle accorda, selon les situations, une allocation de secours, tantôt financière, tantôt en nature procurant même parfois un abri à ceux qui n'en avaient plus. Elle encouragea enfin les propriétaires à faire réparer les logements détruits, mais faute d'argent ou par négligence, certains occupants restèrent parfois longtemps dans des logements insalubres.

La ville ne connut plus d'autres attaques. L'armistice fut accueilli quelques mois plus tard avec soulagement et impatience, mais aussi tristesse pour les familles endeuillées.

Boulogne-sur-Mer connut dix-huit raids aériens pendant la guerre, dont la moitié entre mars et août 1918. 1,2 % du bâti fut touché, dont 0,1 % détruit par suite des bombardements d'avions. Quarante-deux habitations furent totalement détruites, 65 partiellement et 347 légèrement endommagées.

Les attaques aériennes blessèrent 361 personnes et causèrent la mort de 58 civils et plus de 46 militaires, dont des Britanniques. Leurs noms ne figurent pas tous sur le monument aux morts inauguré en 1922. Cinquante civils sont bien inscrits sur le monument, mais Albert Rogée, quarante ans, qui résidait au 194 rue du Moulin à vapeur, a été placé avec les militaires ; Ernest Marchal soldat au 60e RA, vingt-cinq ans, célibataire, est bien enterré au carré des civils, mais figure sur le monument de sa commune à Royaumeix en Meurthe-et-Moselle ; Hélène Lefèvre, enterrée aussi au cimetière, n'apparaît pas non plus sur le monument aux morts de Boulogne et Alice Valette n'est mentionnée nulle part.

Tout travail sur les victimes de bombardements se heurte au problème du comptage des corps et de leur identification. Dans le cas de Boulogne-sur-Mer, il soulève aussi la question du maintien ultérieur des traces des victimes dans l'espace public : cela se réduit-il à la restauration ponctuelle de la gravure des noms sur le monument ? À qui incombe l'entretien des tombes à perpétuité du cimetière municipal, à l'abandon pour beaucoup d'entre elles ? Le souvenir des victimes perdure-t-il encore au sein des familles et sous quelle forme ?



Rue du Moulin à vapeur, 5 ou 6 juin 1918.
© Archives municipales de Boulogne-sur-Mer

Isabelle BACKOUCHE
Historienne, directrice d'études à l'EHESS (CRH)
Sarah GENSBURGER
Sociologue, directrice de recherche au CNRS (Sciences Po-CSO)
Eric LE BOURHIS
Historien, maître de conference à l'INALCO (CREE)

UNE VILLE SANS JUIFS ?
LA MOBILISATION DE LA POPULATION PARISIENNE AUTOUR DES « APPARTEMENTS JUIFS »

À partir de 1942, dans Paris occupée par les Allemands, les autorités municipales mettent en place, avec le soutien du vainqueur, la spoliation des « appartements juifs » dont les locataires sont en fuite ou déportés. Cette spoliation, conduite par la préfecture de la Seine, acte une dépossession que la Libération ne remet que très partiellement en cause.



2 rue Pernelle, sur la rue Saint-Bon, siège du service du logement, Paris IVe.
© Archives de Paris, direction de l'Urbanisme de la Ville de Paris / ARCP

Le 9 octobre 2025, Robert Badinter a fait son entrée au Panthéon au titre de son engagement exceptionnel pour la justice et la dignité humaine. De son vivant, il a raconté à plusieurs reprises la naissance de son combat contre l'injustice : la déportation de son père, bien sûr, mais également la bataille que, à la Libération, sa mère avait dû livrer devant des tribunaux indifférents à son sort pour obtenir le droit le plus élémentaire, celui de rentrer chez soi. En effet, comme les Badinter, à leur retour, des milliers de familles qui avaient été considérées juives par l'État français, ont trouvé leurs logements, dont elles étaient les locataires légaux, vidés de leurs possessions et habités par de nouveaux occupants. Entre mars 1942 et août 1944, on estime à plus de 20 000 ces appartements dans Paris et les communes qui l'entourent, alors unies dans l'entité administrative du département de la Seine.

Cette réallocation, de ce qu'il était alors d'usage de désigner comme les « appartements juifs », prend appui sur une politique publique conduite par la préfecture de la Seine, en lien avec la *Kommandantur* allemande et le Commissariat général aux questions juives (CGQJ), principale administration française en charge de la mise en œuvre de la persécution raciale. Cette politique a transformé les logements dont les locataires étaient juifs, mais physiquement absents, en de quasi-logements sociaux au bénéfice de la population civile, et, au premier chef, des sinistrés des bombardements alliés sur la région parisienne.

La population civile s'est massivement saisie de cette opportunité immobilière dans une situation de crise du logement héritée de l'avant-guerre. En décalage avec l'historiographie qui met en avant la solidarité active de la population française avec les Juifs, étudier ce nouveau marché immobilier met en avant une large adhésion à l'idée d'une ville sans Juifs.

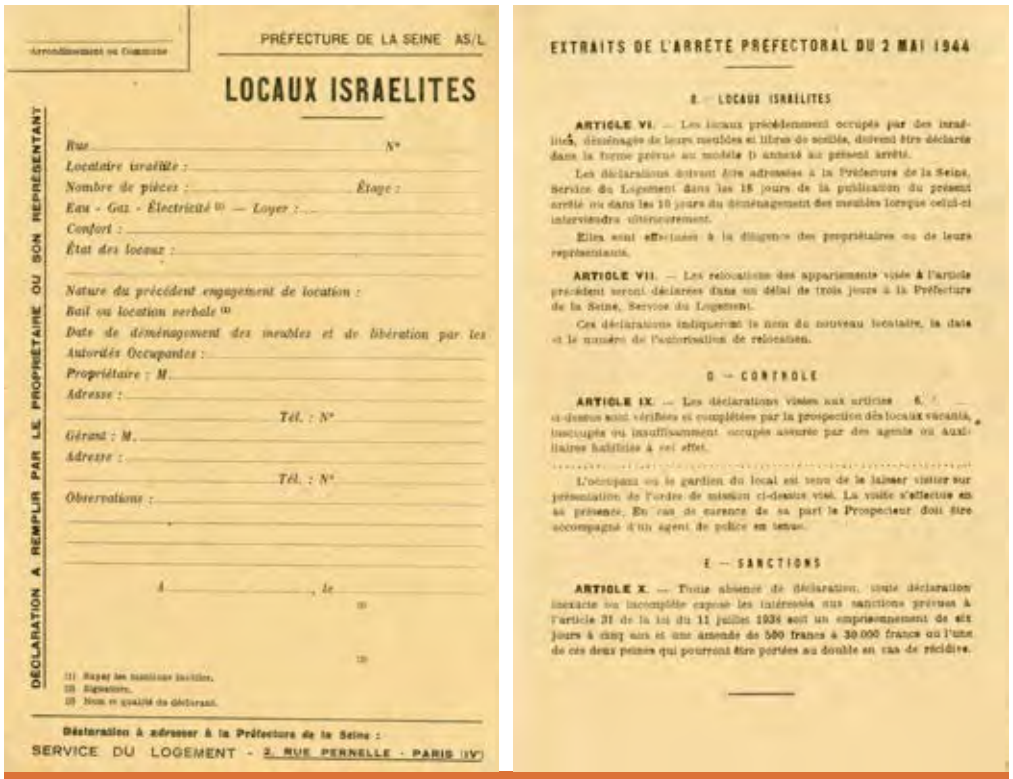
Paris, une ville sans ghetto

Au début de la guerre, la population juive du département de la Seine est estimée à un peu plus de 200 000 personnes. Loin de l'image stéréotypée d'un « quartier juif », cette population habite l'ensemble des arrondissements et des quartiers. Belleville abrite une population plutôt laïque et yiddishophone de travailleurs, ouvriers et artisans. L'Ouest parisien est, lui, le lieu de résidence des dits « israélites », citoyens français aisés de confession ou d'origine juive, parmi lesquels quelques familles influentes d'origine souvent alsacienne, lorraine ou allemande, dont l'image alimente régulièrement les stéréotypes antisémites liés à la finance ou à l'industrie. Le IXe arrondissement, entre l'Opéra et Poissonnière, est celui des classes moyennes sépharades, souvent originaires du Maghreb ou de Salonique. Autour de la rue de la Roquette, dans le XIe, entre Bastille et le Père-Lachaise, où il n'est pas rare d'entendre parler judéo-espagnol, vivent des familles originaires de Turquie. Enfin, dans le Sud du Marais, autour de la place Saint-Paul et de la rue des Rosiers (IVe), au sein du fameux *Pletzl*, sont regroupés des Juifs immigrés pauvres attachés à une pratique religieuse de rite ashkénaze. Mais aucun de ces quartiers n'abrite une seule composante de la population juive et, surtout, une majorité de foyers juifs, pas même le cœur de ce IVe arrondissement. Géographiquement, les Juifs sont donc des Parisiens comme les autres. Ils partagent également avec leurs voisins le fait d'être locataire. À l'époque, 90 % des Parisiens sont locataires. En l'absence d'agence immobilière pour trouver un appartement libre de contrat de location, « vacant » selon la qualification juridique, les recours sont les concierges, le bouche-à-oreille et le contact avec les gérants. Ces derniers sont les représentants des propriétaires, des rentiers qui possèdent un immeuble en totalité et vivent souvent loin de la capitale.

La présence diffuse de la population juive dans l'espace parisien n'est pas remise en cause par l'arrivée des occupants allemands. Ces derniers ne décident pas de la création d'un ghetto ou d'un quartier réservé. Au contraire, en septembre 1940, les chefs de famille sont enjoints de venir se déclarer comme « juifs » et de donner leur adresse. Cette dernière devient un outil essentiel de l'identification et à partir de 1941, des arrestations, directement ou indirectement, *via* une convocation, sont opérées le plus souvent à domicile. L'habitation personnelle se trouve ainsi rapidement exclue du périmètre de l'aryanisation qui, supervisée par le CGQJ, vise à mettre fin à « l'influence juive » sur l'économie nationale en dépossédant les Juifs de leurs biens (entreprises, avoirs, commerces, bien immobiliers) et en limitant drastiquement leurs droits à exercer des emplois.

L'invention des « appartements juifs »

Pourtant, dès juin 1940, plusieurs acteurs s'intéressent à ce qu'ils commencent à désigner du terme d'« appartements juifs ». À Paris, la *Kommandantur* réquisitionne de nombreux logements et, toutes choses égales par ailleurs, elle choisit en priorité ceux habités par des Juifs qui, contrairement aux autres Parisiens, se voient interdits de rentrer d'exode. Au printemps 1941, c'est au tour des partis et mouvements collaborationnistes de se saisir de ce qu'ils désignent comme des « locaux juifs » et qu'ils considèrent comme des prises



PRÉFECTURE DE LA SEINE AS/L

LOCAUX ISRAELITES

DÉCLARATION A REMPLIR PAR LE PROPRIÉTAIRE OU SON REPRÉSENTANT

Rue N°
Locataire israélite :
Nombre de pièces : Étage :
Eau - Gaz - Électricité (1) — Loyer :
Confort :
État des locaux :
Nature du précédent engagement de location :
Bail ou location verbale (2)
Date de déménagement des meubles et de libération par les Autorités Occupantes :
Propriétaire : M.
Adresse :
Tél. : N°
Gérant : M.
Adresse :
Tél. : N°
Observations :
A , le
(1) Rayer les mentions inutiles.
(2) Signature.
(3) Nom et qualité du déclarant.

Déclaration à adresser à la Préfecture de la Seine :
SERVICE DU LOGEMENT - 2, RUE PERNELLE - PARIS (IV)

EXTRAITS DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 2 MAI 1944

B — LOCAUX ISRAÉLITES

ARTICLE VI. — Les locaux précédemment occupés par des israélites, déménagés de leurs meubles et libres de sceller, doivent être déclarés dans la forme prévue au modèle D annexé au présent arrêté.

Les déclarations doivent être adressées à la Préfecture de la Seine, Service du Logement dans les 15 jours de la publication du présent arrêté ou dans les 10 jours du déménagement des meubles lorsque celui-ci interviendra ultérieurement.

Elles sont effectuées à la diligence des propriétaires ou de leurs représentants.

ARTICLE VII. — Les relocations des appartements visés à l'article précédent seront déclarées dans un délai de trois jours à la Préfecture de la Seine, Service du Logement.

Ces déclarations indiqueront le nom du nouveau locataire, la date et le numéro de l'autorisation de relocation.

C — CONTRÔLE

ARTICLE IX. — Les déclarations visées aux articles 6, 7 ci-dessus sont vérifiées et complétées par la prospection des locaux vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés assurée par des agents ou auxiliaires habilités à cet effet.

L'occupant ou le gardien du local est tenu de laisser visiter sur présentation de l'ordre de mission ci-dessus visé. La visite s'effectue en sa présence. En cas de carence de sa part le Prospecteur doit être accompagné d'un agent de police en tenue.

E — SANCTIONS

ARTICLE X. — Toute absence de déclaration, toute déclaration inexacte ou incomplète expose les intéressés aux sanctions prévues à l'article 21 de la loi du 11 juillet 1938 soit un emprisonnement de six jours à cinq ans et une amende de 500 francs à 30 000 francs ou l'une de ces deux peines qui pourront être portées au double en cas de récidive.

Formulaire de déclaration, mis en circulation en mai 1944.
© Archives municipales de Boulogne-Billancourt

de guerre en représailles envers une population qu'ils jugent responsables du conflit. C'est ainsi que l'appartement du ministre Georges Mandel, avenue Victor Hugo dans le XVIe arrondissement, est pris d'assaut par le Rassemblement national populaire en avril 1941.

À partir de mars 1942, l'intérêt porté aux « appartements juifs » prend une nouvelle dimension. Alors que les premiers convois de déportation quittent la France, Alfred Rosenberg, dignitaire nazi qui jusqu'ici avait présidé au pillage des œuvres d'art appartenant aux grands collectionneurs juifs, lance l'Opération Meubles. Il s'agit de vider le contenu de tous les appartements dont les habitants juifs sont absents, en fuite ou déportés. Il met en place un service dédié, la *Dienststelle Westen* (DW) ou Service Ouest, qui a la charge de ce pillage généralisé. Ce service prend appui sur un large réseau de concierges et de Parisiens afin tout d'abord d'identifier les « appartements juifs », le plus souvent sur la seule base de la réputation et du nom de famille. Entre mars 1942 et août 1944, la DW vide près de 40 000 appartements. Cette opération massive suscite la première mobilisation des civils parisiens autour des « appartements juifs ».

Une fois le logement repéré, les scellés sont posés aux yeux de tous et des entreprises de déménagement françaises transfèrent le contenu de l'appartement dans des entrepôts, qui deviendront rapidement des camps de travail pour les internés juifs. Le butin est alors trié et nettoyé pour être envoyé en Allemagne où il est, pour une large part, distribué aux civils allemands victimes des bombardements alliés. Les logements, eux, ne peuvent être déplacés et transportés dans le Reich. Leur vacance apparente suscite la convoitise.



Couverture du journal de caisse du service des « déménagements juifs » du Comité d'organisation des entreprises de déménagement et de garde-meuble.
© Archives nationales

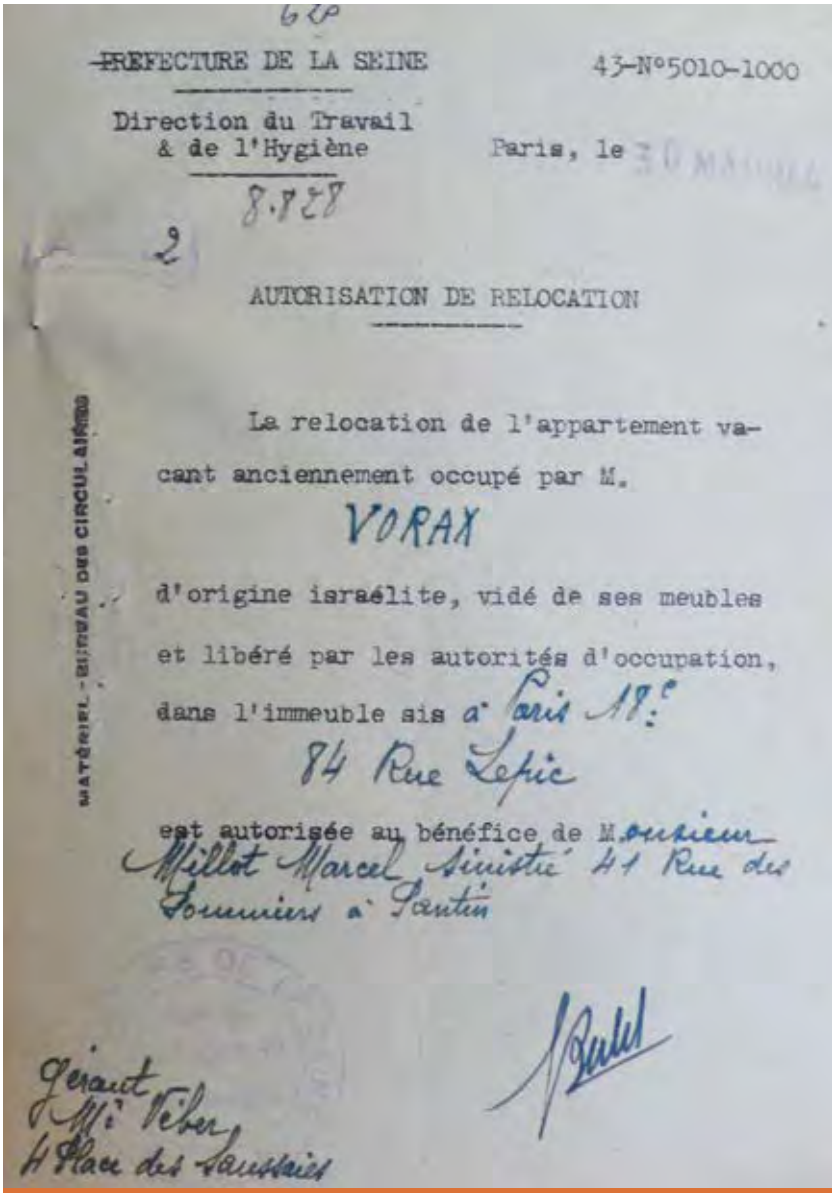
Loger les Parisiens au détriment des Juifs

Après l'exode massif des Parisiens devant l'avancée des troupes allemandes à l'été 1940, un million de Parisiens ne réintègrent pas les appartements dont ils restent légalement locataires, qu'ils paient ou non leurs loyers qui ne représentent à l'époque que 3 à 5 % du revenu moyen des ménages. Les familles juives ne forment qu'une minorité de cette population absente – environ 10 % – et continuent souvent, comme les autres, à s'acquitter de leurs loyers. Elles sont pourtant les seules pour lesquelles une politique publique, dérogatoire au droit commun des locataires, a été mise en place.

Les « appartements juifs » deviennent peu à peu une ressource pour résoudre la crise du logement. À partir des bombardements alliés du printemps 1943, le service du logement de la préfecture de la Seine décide donc de profiter des appartements que les Juifs n'habitent plus physiquement, mais dont ils sont encore légalement locataires, pour reloger les sinistrés. Une fois les logements vidés par la *Dienststelle Westen* et après accord de la *Kommandantur*, des listes des appartements « disponibles » sont envoyées par les Allemands au service du logement de la préfecture de la Seine, 2 rue Pernelle (IVe). Celui-ci tient un fichier des « appartements juifs » pour répondre au cas par cas aux demandes de relogement des Parisiens, sinistrés ou pas.

C'est non sur un texte légal mais sur l'insatisfaction des propriétaires et gérants désireux de libérer leurs appartements et l'attente d'en prendre possession exprimée par les candidats locataires que le service du logement de la

préfecture de la Seine prend appui pour mettre en œuvre une procédure administrative qui sert ses intérêts. Il s'agit de créer l'apparence de la légalité pour conclure de nouveaux contrats locatifs. Le propriétaire se voit remettre une « autorisation de relocation » par la préfecture qui ne la lui octroie que s'il accepte de prendre comme nouveau locataire une personne choisie par l'administration. Une ingérence de la puissance publique dans les affaires privées immobilières totalement inédite. Et parfois, quand le propriétaire est sourcilleux, il exige qu'un administrateur provisoire « aux droits du juif » soit nommé par le CGQJ pour résilier le bail de la famille juive : 3 000 nominations de ce type sont conservées.



PREFECTURE DE LA SEINE — 43-N°5010-1000

Direction du Travail & de l'Hygiène — Paris, le

8.728

2

AUTORISATION DE RELOCATION

La relocation de l'appartement vacant anciennement occupé par M.

VORAX

d'origine israélite, vidé de ses meubles et libéré par les autorités d'occupation, dans l'immeuble sis à Paris 18e

84 Rue Lepic

est autorisée au bénéfice de Monsieur Millot Marcel Sinistré 41 Rue des Sommiers à Pantin

Gérant Mle Veber 4 Place des Saussaies

Autorisation de relocation pour un appartement de la rue Lepic.
© Archives de Paris

Quand les Juifs reviennent

Seule la moitié des logements réaffectés ont été attribués à des sinistrés. Le reste a fait le bonheur des catégories privilégiées par la préfecture de la Seine comme les fonctionnaires mutés ou les forces de l'ordre. Et c'est toute la société parisienne – du voisin d'immeuble au travailleur du quartier – qui, à force de soutiens politiques et administratifs (français ou allemands), s'installent dans ces appartements. Des centaines de lettres sont envoyées au service du logement pour participer à cette manne immobilière. Des candidats font la queue devant les immeubles. C'est un véritable marché immobilier parallèle dont tout le monde parle qui s'est constitué autour des « appartements juifs ».

Or ces réaffectations sont faites à titre définitif : l'ensemble des acteurs de ce nouveau marché – gérant, locataire, administration – partagent ainsi la conviction que les Juifs ne reviendront pas. Pourtant, à Paris, comme dans l'ensemble de la France, près des trois quarts des Juifs ont échappé à la déportation. Comme l'écrit au service du logement, après août 1944, une nouvelle occupante incrédule : « les juifs reviennent ». En effet, les nombreux locataires en titre, ou certains de leurs ayants droit, retournent chez eux et trouvent leurs logements vides de leurs biens et habités par d'autres. Dans un premier temps, les locataires évincés se tournent vers le juge des référés qui leur donne systématiquement raison, et ce sur la base du seul droit commun : il n'a pas été mis fin légalement à l'ancien contrat, celui-ci est donc toujours en vigueur et la voie de fait est caractérisée. Paradoxalement, c'est l'adoption par le Gouvernement provisoire de la République française de la première ordonnance d'application du principe d'annulation des spoliations, le 14 novembre 1944, qui va conduire à réduire les droits des locataires « juifs » évincés sur leurs appartements. Ce faisant, cette dépossession va sortir peu à peu mais définitivement du périmètre de ce que l'après-guerre a qualifié de « spoliation », ce qui explique que l'écriture de cette histoire n'intervienne qu'aujourd'hui. Le choix politique a été fait de privilégier le statu quo et de permettre aux nouveaux occupants issus des catégories privilégiées par la préfecture de la Seine de rester dans les lieux. De nombreux locataires évincés ne pourront finalement jamais rentrer chez eux. ■

Camille MAHÉ
Maîtresse de conférence en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg (IEP)
Laboratoire interdisciplinaire en études culturelles (UMR 7069)

ENFANCES URBAINES EN TEMPS DE GUERRE ET D'APRÈS-GUERRE, FRANCE, ANNÉES 1940

Pour l'enfance urbaine, la fin de la guerre ne constitue pas une rupture : le quotidien des jeunes citadins s'inscrit pour beaucoup d'entre eux dans un paysage de difficultés matérielles, sanitaires et alimentaires auquel la Libération et le retour à la paix ne mettent pas fin.



Enfants rassemblés pour assister à la cérémonie commémorative du débarquement du 6 juin 1944, 6 juin 1945.
© Germaine Kanova / SCA / ECPAD / Défense

La capitulation de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945 provoque un soulagement massif chez les populations civiles, accompagné d'une explosion de joie qui se traduit, dans les villes et villages pavoisés pour l'occasion, par des bals, des fêtes et des concerts. S'adjoignent bien sûr à cette liesse collective les enfants, comme en attestent les nombreux clichés pris en France au moment des libérations successives qui ponctuent l'année 1944, puis 1945. Pour les plus jeunes, la fin de la guerre est un moment de réjouissances. Elle signifie la fin des alertes et des pénuries. Elle est aussi synonyme de réunions familiales prochaines avec les retours attendus des pères, oncles, cousins ou encore frères, absents depuis parfois plusieurs années.

Pourtant, l'enthousiasme des enfants, et en particulier ceux qui grandissent dans les villes, est vite tempéré par la réalité, car la paix tant espérée ne ressemble pas à ce que les adultes leur ont dépeint, à savoir un temps d'abondance où l'on mange à sa faim, où la précarité matérielle disparaît, où la vie n'est plus menacée et où la violence n'a plus sa place. « Ce qui m'étonna le plus, ce fut que les restrictions continuèrent », se souvenait ainsi Jean-Claude D., né en 1931, lorsqu'il évoquait les sentiments qui l'ont traversé à l'annonce de la fin du conflit et qu'il a partagés avec de nombreux autres enfants, eux aussi nés dans les années 1930 et scolarisés durant la guerre. En effet, leur situation matérielle ne s'améliore pas avec la cessation des hostilités : les pénuries persistent et, surtout, les stigmates du conflit demeurent bien visibles dans les paysages du quotidien.

La vie dans les ruines

Durant la guerre comme dans les mois qui l'ont suivie, les jeunes citadins d'âge scolaire (6-14 ans) ont d'abord été massivement confrontés aux destructions principalement causées par les bombardements. Commis par les Allemands jusqu'au printemps 1940, puis par les Alliés à partir de l'armistice du 22 juin, ces derniers ont défiguré de nombreuses villes françaises. Entre 1940 et 1945, 516 000 tonnes de bombes ont été lâchées par les aviations britannique et étatsunienne au-dessus du territoire hexagonal, soit 20 % des bombes déversées par les Alliés sur le Vieux Continent. Sporadiques les premières années, les attaques aériennes se sont amplifiées à partir de 1942, pour atteindre un pic en 1944. L'année des débarquements de Normandie et de Provence concentre ainsi à elle seule plus de 87 % du total des bombes déversées sur l'Hexagone et près de 70 % des victimes civiles, soit 38 158 sur un total établi



Enfants jouant avec une mitrailleuse abandonnée place Kléber, Strasbourg, 23 novembre 1944.
© Jacques Belin ou Roland Lennad / SCA / ECPAD / Défense

de 54 631 morts. Défigurées, certaines villes ont presque totalement disparu de la carte, comme Le Havre, Lorient ou encore Caen, respectivement détruites à 82 %, 80 % et 73 %. Des nombreuses cités sont affectées : sur les 17 communes de plus de 100 000 habitants, 15 ont des taux de destruction supérieurs à 30 % (à l'instar de Marseille, Lyon, Nantes ou encore Reims), un sort également partagé par 21 des 39 villes de 50 000 à 100 000 habitants.

En conséquence, les jeunes urbains grandissent dans des paysages de ruines, souvent parsemés de carcasses d'engins militaires délaissés (tanks, jeeps, etc.), ce qui contribue à donner une atmosphère belliqueuse à leur quotidien. Cela n'est cependant pas pour leur déplaire : les monticules de gravats sont régulièrement investis par les enfants qui y voient de formidables terrains de jeux, dans lesquels ils s'aventurent pour laisser libre cours à leur imagination, tandis que les innombrables trous creusés par les bombes (pour le seul département du Calvados, cela représente par exemple 2,55 millions de mètres cubes à combler en décembre 1945) font parfois l'objet d'usages insolites. Les mémoires et témoignages produits par les enfants durant les années 1940 évoquent ainsi de joyeuses baignades dans ces cavités remplies par l'eau de pluie.

Les décombres sont néanmoins particulièrement dangereux. Alors que certaines bombes n'ont pas explosé et demeurent dissimulées parmi les débris d'habitations, la population doit faire face au nombre considérable de mines qui ont été cachées par les Allemands lors de leur retraite – sans compter les engins explosifs abandonnés à l'issue des combats. Au cours de l'été, le gouvernement français estime à 100 millions le nombre de mines non explosées, principalement en Bretagne, en Normandie, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Alsace-Lorraine et dans les Alpes. Ces armes représentent une source d'inquiétude pour les pouvoirs publics, car les enfants les manipulent, jouent avec, voire s'amusent à les faire exploser, ce qui provoque de nombreux accidents. « Deux enfants, Michel Anne, 10 ans, et Michel Beauverger, 7 ans, viennent d'être victimes de leur imprudence en jouant avec des obus dont l'un éclata et blessa les deux enfants très grièvement. Le jeune Anne ayant la poitrine défoncée, les deux mains déchiquetées et de nombreuses blessures à la figure, succomba presque aussitôt. », relatait le journal *Ouest-France* le 29 octobre 1944. Le ministère de l'Éducation nationale met alors en place toute une série de mesures préventives pour mettre en garde les élèves, sans grand succès, puisqu'il y aurait eu 5 000 enfants mutilés au sortir du second conflit mondial en France, sans compter celles et ceux qui ont perdu la vie.

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES



Opération Overlord. Sous des tentes en toile des infirmiers prodiguent des soins à des enfants blessés, 6 juin 1944, La Houssaye, Normandie.
© Galerie Bilderwelt / Getty Images

On notera que ce phénomène n'est pas propre à la France, mais commun aux pays européens : l'Autriche, l'Italie, la Grèce, la Tchécoslovaquie dénombrent eux aussi des milliers d'enfants mutilés. À ces dangers s'ajoute enfin le risque d'effondrement des bâtiments fragilisés par les destructions : les tempêtes, le mauvais temps provoquent parfois de tragiques éboulements qui ensevelissent des habitants qui s'y sont réfugiés.

De nombreuses familles ont été contraintes de vivre dans les ruines de leur immeuble ou de leur maison. D'après l'historienne Danièle Voldman, les bombardements et les combats de la Libération auraient détruit 460 000 immeubles, tandis que 1 900 000 seraient à moitié endommagés. Un nombre considérable de civils s'est donc retrouvé sans abri, parmi lesquels 1,5 million d'enfants, si l'on en croit les données publiées en 1949 par l'Unesco dans *L'enfance victime de la guerre*, écrit par la médecin et résistante Thérèse Brosse. Les familles se réfugient alors dans des habitats précaires (baraquements) souvent surpeuplés, ou dans les restes de leur maison détruite quand elles n'ont nulle part où aller. En parallèle, les bombardements ont tenu éloignés les écoliers de leur salle de classe : environ 1 500 écoles primaires ont été détruites ou sérieusement endommagées durant le conflit, ce qui équivaut à des dizaines de milliers de salles, tandis que le matériel scolaire (crayons, feuilles, manuels) manque. De fait, c'est l'ensemble des espaces du quotidien des jeunes citadins qui est affecté.

Et cette situation dure souvent pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, car il faut du temps avant que les bâtiments ne soient reconstruits, une conjoncture qui s'explique par le manque de main-d'œuvre et de matériaux, tandis que toute une série de tâches chronophages sont nécessaires avant d'entamer la réédification des habitats : le déminage, le déblayage, l'élaboration de plans de reconstruction ou encore les demandes de financement. Ces étapes retardent les lancements de chantiers, qui ne commencent souvent qu'au début des années 1950.

Froid, faim et maladies : le quotidien difficile des jeunes citadins

Cette situation rend le quotidien des jeunes citadins particulièrement éprouvant, surtout au cours de l'hiver 1946-1947, qui fut l'un des plus froids du 20e siècle. En janvier 1947, il fait -18 °C à Strasbourg, -14 °C à Brest et



***Janvier 1941 : une obsession*, J. Gauminard, dessin d'élève, 1941.**
© Réseau Canopé – Le Musée national de l'Éducation

à Paris. À une période où l'on manque de tout (charbon, bois, vêtements, chaussures, couvertures, verre pour les fenêtres, etc.), la vie dans les villes de l'après-guerre est synonyme de précarité et de froid. Cette expérience provoque de grandes souffrances chez les enfants, qui l'expriment dans leurs dessins, journaux intimes ou rédactions scolaires. Ils témoignent aussi de la douloureuse expérience de la faim, qui se maintient après 1945. Au lendemain de la capitulation, les destructions sont telles que toute l'économie européenne est à l'arrêt : les champs minés, les infrastructures (réseaux routiers, ferroviaires, etc.) anéanties entraînent une chute de la production, notamment agricole, qui n'atteint qu'un tiers du niveau d'avant-guerre. S'adjoint, en 1946-1947, une crise alimentaire mondiale qui accroît les difficultés, particulièrement marquées en ville.

Bien que présentes à la campagne, celles-ci y sont effectivement moins fréquentes, et parfois même absentes, car les destructions sont moindres. L'existence d'un potager, le troc, le bois que l'on peut couper permettent en outre de se nourrir et de se chauffer plus facilement qu'en ville. Les difficultés sont encore plus grandes pour les enfants des familles populaires qui n'ont pas accès au marché noir, où les prix élevés (en 1945, ils sont 70 % plus élevés que les prix officiels) ne permettent qu'aux familles les plus favorisées d'acheter des aliments pour compléter les rations quantitativement faibles. Instauré en février 1940, le rationnement structure l'accès à la nourriture tout au long de la décennie. À travers un système de cartes, il divise la population en différentes catégories, dont les jeunes, dénommés les « J », eux-mêmes subdivisés en trois groupes : les « J1 » rassemblent les enfants âgés de 3 à 6 ans, les « J2 » ceux âgés de 7 à 12 ans, et les « J3 » regroupent les adolescents de 13 à 21 ans. J1, J2, J3 reçoivent des rations spécifiques, définies selon leurs besoins et les biens alimentaires disponibles dans les différentes régions. En raison des destructions et de la crise alimentaire mondiale, le rationnement est maintenu jusqu'en 1949 en France, comme dans la plupart des pays européens. Les questions alimentaires sont alors tellement omniprésentes dans le quotidien qu'elles infléchissent les jeux des enfants, comme l'ont observé les instituteurs et institutrices à l'occasion des récréations. Ces derniers notent dans des rapports d'inspection une surreprésentation des thèmes liés à la nourriture dans la cour, avec l'émergence de nouveaux jeux (on joue à la ménagère, à la « queue », au rationnement, on imite les parents qui rentrent bredouilles des courses, etc.), qui ne disparaissent qu'avec la fin des tickets et le rétablissement d'une situation stable à la toute fin des années 1940.

Cet écart entre les villes et les campagnes s'est traduit par des effets physiques et physiologiques du conflit plus marqués dans le premier cas plutôt que le second. Si les enfants français sont nombreux à souffrir des conséquences de la guerre, les enquêtes menées par les experts (pédiatres, nutritionnistes, épidémiologistes), et notamment ceux de l'Institut national d'hygiène (INH), révèlent que les enfants des villes sont plus souvent anémiés et fatigués, plus maigres, moins grands (leur croissance est ralentie) que ceux qui vivent à la campagne. Les premiers sont aussi plus nombreux à être atteints de la tuberculose – qui croît durant la période – et par les maladies infectieuses, tandis que les maladies de peau, les poux et la gale se diffusent plus facilement dans les espaces urbains, où les infrastructures sanitaires – et notamment les égouts – ont été détruits.

Toutes ces difficultés matérielles, sanitaires et alimentaires ont plus largement contribué à brouiller les frontières entre la guerre et la paix et à rendre l'après-guerre parfois aussi dur, sinon plus difficile (en particulier pour les sans-abris) que la période du conflit à proprement parler. Les témoignages laissés par les enfants nés dans les années 1930, qui nous donnent à voir leurs ressentis, leurs expériences, leurs craintes et leurs désirs, révèlent en effet qu'à leurs yeux, la guerre ne prend pas véritablement fin lors de la capitulation allemande, qui n'a pas beaucoup de sens pour eux. Elle s'achève lorsqu'ils retrouvent un toit, leurs proches, qu'ils mangent à leur faim et retournent régulièrement à l'école, c'est-à-dire, pour beaucoup, à la veille des années 1950. Dans les villes, la guerre ne s'est donc pas arrêtée en 1945 pour les enfants : les destructions, les difficultés matérielles et alimentaires, le maintien des dangers ont au contraire étiré l'expérience du conflit bien au-delà du 8 mai.

Éric KOCHER-MARBŒUF
Maître de conférences (HDR) à l'université de Poitiers, CRIHAM, UR 15507

VIVRE ET SURVIVRE DANS LES RUINES DE HAMBOURG

Lors de l'été 1943, l'opération alliée Gomorrhe plonge les civils de Hambourg dans un déluge de bombes et de feu que les combats terminaux de 1945 réactivent. Le chaos des ruines devient alors celui d'un quotidien de survie que la fin de la guerre accompagne de l'occupation des troupes britanniques et soviétiques.



Préparation de l'opération Gomorrhe.
© Tallandier / Bridgeman Images

Entre le 25 juillet et le 3 août 1943, Hambourg est la proie d'un déluge de feu, avec une succession de raids aériens planifiés, l'opération Gomorrhe, au cours de laquelle près de 3 000 bombardiers anglais et américains déversent 8 650 tonnes de bombes, dont des bombes incendiaires qui déclenchent la nuit du 27 au 28 juillet une « tempête de feu » (*Feuersturm*). Celle-ci dévaste à elle seule 21 km² d'habitations et provoque un dégagement de chaleur tel que l'eau bout dans les canaux et bassins du quartier des docks et que des milliers d'habitants réfugiés dans les abris meurent pétrifiés en étant soumis à des températures de plusieurs centaines de degrés. Cette stratégie de destruction massive du *RAF Bomber Command* (l'organisation qui commande les forces de bombardement de la Royal Air Force) vise à anéantir les capacités industrielles et les infrastructures portuaires de Hambourg, en particulier les chantiers navals et les entreprises métallurgiques qui contribuent à la machine de guerre du régime nazi, mais aussi à atteindre le moral de la population. Au printemps 1945, plus de 90 % de la ville ont été détruits ou impactés par les 213 attaques aériennes subies tout au long de la guerre, mais la BBC rapporte fin juin dans son émission quotidienne en allemand destinée à la population allemande que plus d'un million deux cent mille personnes continuent d'habiter dans l'agglomération de la deuxième ville du Reich vaincu. Parmi eux Egbert A. Hoffmann, un jeune soldat survivant du front de l'Est, revenu pour une convalescence dans sa famille, écrit entre 1945 et 1946 un journal intime d'un grand intérêt publié en 1985, alors qu'il est devenu journaliste en RFA.

Continuer à vivre dans les ruines

Étrangement, la vie n'a jamais cessé au milieu des quartiers ruinés dès le temps de la guerre et de nombreuses entreprises, commerces ou services publics continuent de fonctionner en étant implantés dans des quartiers périphériques pas trop endommagés, contraignant les habitants à changer leurs habitudes et modes de déplacement avant et après la fin du conflit. Certains habitants de Hambourg préfèrent vivre dans les caves qui n'ont pas été détruites, récupérant dans les décombres des poêles à charbon qui servent autant à dégager un peu de chaleur qu'à cuire les repas, alimentés grâce aux débris de charpentes, parquets, huisseries et mobilier. Lorsque le bois vient à faire défaut, les habitants n'hésitent pas à couper les arbres demeurés debout dans les rues et parcs publics, ou à faire brûler des morceaux de goudron arrachés à l'aide de pics improvisés à l'asphalte des rues. Ces opérations interdites sont parfois pratiquées la nuit dans les quartiers déserts, alors que le couvre-feu imposé par l'autorité militaire britannique est en vigueur et que le risque d'être arrêté par une patrouille de la police militaire anglaise est consciemment mesuré comme bien moins inquiétant qu'une arrestation par la police allemande sous le Reich hitlérien. La famille d'Egbert A. Hoffmann n'hésite pas, quant à elle, à vivre en hauteur dans son appartement situé dans un immeuble à demi effondré. La situation est plus ou moins pénible en fonction des conditions météorologiques, elle devient très difficile dès qu'il pleut et lorsque les températures fraîchissent. Dans cet univers chaotique, les chutes de pans de murs ou de façades occasionnent des accidents parfois mortels. Les enfants comme les adultes se blessent fréquemment en fouillant les ruines à mains nues, quand ils ne font pas une macabre découverte compte tenu du nombre important de disparus ensevelis sous leur logement. Les bombes larguées n'ayant pas explosé lors des raids constituent également le lot quotidien des dizaines de milliers d'habitants qui continuent de vivre dans les ruines. Aussi étonnant que cela puisse paraître, l'électricité fonctionne dans les quartiers dévastés, mais elle est coupée par les Britanniques en dehors des plages horaires restreintes durant lesquelles elle permet de préparer les repas sur des plaques chauffantes souvent bricolées et dont la réparation exige des trésors d'ingéniosité. Dans les rares cafés demeurés ouverts, si un poste de radio a survécu aux bombes, l'électricité permet aussi d'écouter les programmes d'information en allemand émis par les autorités britanniques d'occupation, voire ceux de la BBC de Londres qui donnent l'occasion d'avoir des informations d'autres régions d'Allemagne. À partir de l'automne 1945 et au cours du rigoureux hiver 1945-1946, les Hambourgeois profitent des couloirs des bâtiments municipaux et des bureaux destinés à leur venir en aide pour se réchauffer, car la force d'occupation



Couverture du témoignage de Egbert A. Hoffmann en 1985 : *Hamburg'45. So lebben wir zwischen Trummern und ruinen.*
© EKM

octroie aux fonctionnaires et militaires anglais affectés à des fonctions administratives un peu de charbon ou d'électricité pour utiliser le chauffage central et des convecteurs à partir de l'automne 1945. La bataille de l'énergie affecte aussi les transports en commun, particulièrement le S-Bahn et les lignes de tramway qui fonctionnent à l'électricité et dont les étapes du redémarrage sont suivies avec attention par les usagers. En effet, de nombreux habitants des quartiers urbanisés rasés de la carte sont partis vivre dans les campagnes environnantes, parfois à plusieurs dizaines de kilomètres, et il leur faut attester d'un travail ou d'études pour avoir droit à des tickets d'alimentation avec des rations différenciées en fonction de l'âge, du sexe et de la profession, sur le modèle de ce que les Français connaissent depuis le début de l'Occupation et qui est toujours en vigueur au sortir de la guerre. Il n'est pas rare de voir les employés des commerces

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES



Déblaiement des ruines de Hambourg après les bombardements de juillet 1943.
© Roger-Viollet

détruits ou les ouvriers déblayer les ruines à mains nues ou à l'aide d'outils sommaires. Le gros travail de déblaiement est assuré par des engins miniers acheminés depuis la Ruhr ou par bateaux par les Britanniques. Les dizaines de milliers de tonnes de gravats sont déversés le long de l'Elbe en aval de la ville, *via* des barges, ou servent à remblayer d'anciens bassins et canaux qui desservaient des docks réduits à l'état de poussière. En 1945, la priorité du génie britannique est de rétablir la navigation sur l'Elbe qui est encombré par des épaves, de réparer les quais et grues indispensables au transbordement de la logistique et de la nourriture destinées aux troupes d'occupation et à la population. De leur côté, les ingénieurs militaires alliés tentent de récupérer le maximum d'informations sur les U-Boote dans les bureaux d'études des chantiers navals Blohm und Voss ou Deutsche Werft, dont une grande partie de l'outillage lourd est démonté à l'automne 1945 pour être partiellement emmené vers l'Est, conformément à un engagement pris vis-à-vis des Soviétiques. De fait, la construction navale hambourgeoise ne redémarre véritablement qu'à partir du milieu des années 1950, tout en demeurant très en retrait par rapport aux tonnages produits et taille des navires lancés jusqu'au conflit.

Le chaos des ruines

Alors que la vie sous le Troisième Reich était particulièrement réglée et sans déviance apparente du fait de la surveillance sociale et policière implacable, les Hambourgeois basculent en quelques jours seulement dans un régime d'anarchie qui autorise toutes les transgressions. Egbert A. Hoffmann témoigne ainsi du meurtre d'une fillette apparemment commis par une femme aperçue par des témoins, mais demeurée non identifiée. Il fait état de fréquentes bagarres sur les marchés, de pillages dans les habitations ruinées ou non, de l'omniprésence du marché noir pratiqué ouvertement dans certains quartiers centraux, qui permet d'acquérir à prix d'or ou par le troc de précieux suppléments de nourriture, des rations militaires alliées, des médicaments ou encore des vêtements et chaussures parfois même neufs. Des revendeurs, souvent au sortir de l'adolescence, s'enrichissent en faisant le commerce d'objets plus ou moins insolites, allant du phonographe au camion en passant par les pneus de bicyclettes, les appareils et pellicules photos. Une autre image classique de l'Allemagne de l'année zéro, qui se vérifie à Hambourg, est la généralisation de la prostitution qui sort des maisons closes et concerne désormais des jeunes filles et femmes plus mûres, parfois des veuves et leurs filles, de toutes conditions sociales, qui tentent de survivre en faisant le commerce de leurs corps en échange d'objets, de nourriture ou d'argent. Une autre image du chaos allemand de l'après Troisième Reich vérifié à Hambourg réside dans la formation de bandes d'enfants et d'adolescents, parfois abandonnés à eux-mêmes compte tenu du nombre important d'orphelins, qui vivent dans les ruines et qui commettent toutes sortes de larcins pour survivre en défiant les autorités provisoires allemandes, qui ne vont pas hésiter au fil du temps à les envoyer dans

des maisons de correction situées dans les landes du Lunebourg (*Lüneburger Heide*) au sud de la ville où les jeunes doivent extraire la tourbe, comme l'ont fait avant eux dans la même région les prisonniers de guerre français ou d'autres nationalités durant les deux conflits mondiaux.

Côtoyer les occupants britanniques et soviétiques

Dans la région de Hambourg, les relations avec les militaires britanniques évoluent rapidement de la haine instillée par le régime nazi, qui exploite les conséquences humaines dramatiques des bombardements aériens, vers un rapprochement. Le phénomène semble, là encore, particulièrement visible chez les adolescents des deux sexes qui fréquentaient quelques mois encore avant la fin des hostilités les *Hitlerjugend* (HJ) et le *Bund Deutscher Mädel* (BDM). Egbert A. Hoffmann observe que la jeunesse s'ouvre très vite à la musique diffusée par les Britanniques et que la recherche de contact émane plutôt des Allemands qui cherchent à entrer en relation avec les Britanniques afin d'obtenir des cigarettes, du chocolat ou toutes sortes de petits objets introuvables. Dans le milieu portuaire, les dockers, marins et autres employés des maisons de commerce connaissent depuis toujours les Britanniques, avec lesquels ils étaient en bonne entente avant le régime nazi, les contacts, par conséquent, se renouent facilement. Cette recherche de sociabilité conduit les chefs militaires de la zone d'occupation à autoriser leurs hommes à parler à la population hambourgeoise et à la fréquenter dès l'été 1945. Les flirts sont déjà présents entre Allemandes et jeunes soldats britanniques et plus encore un an plus tard. Les patrouilles nocturnes de la police militaire anglaise, accompagnée au fil du temps par des agents de police de la *Grüne Polizei* locale dans les cabarets où le whisky ou la bière coulent à flot, ne donnent lieu le plus souvent qu'à des injonctions de fermeture à une heure tardive à partir du printemps 1946, dans le souci presque bienveillant que les fêtards, militaires et étudiants, prennent quelques heures de repos avant de renouer avec les exigences de la vie quotidienne.

Entre la capitulation du printemps et l'automne 1945, la difficile situation matérielle des Hambourgeois et la surveillance des Britanniques, qui cherchent à arrêter les nationaux-socialistes impliqués dans l'appareil répressif de l'État nazi, tranche cependant avec les témoignages des fugitifs du Mecklembourg et au-delà de Poméranie, parvenus à déjouer la surveillance des garde-frontières soviétiques, qui ont été déployés le long de la ligne de séparation entre les zones d'occupation britannique et soviétique. Cette



Le 1er juin 1945 paraît le premier numéro du *Hamburger Nachrichten-Blatt*, journal distribué gratuitement par le gouvernement militaire britannique à la population.
© akg-images

frontière en devenir voit d'ailleurs certains villages passer d'un côté à l'autre plusieurs semaines après la fin de la guerre, du fait d'un réalignement des troupes britanniques et soviétiques, entraînant un petit flux de déracinés qui choisissent en quelques heures d'abandonner leurs maisons et leurs biens, même leurs animaux domestiques, plutôt que de se retrouver de ce qui apparaît très vite comme le « mauvais côté ». Egbert A. Hoffmann, dont une partie de la famille vit dans le Mecklembourg à quelques dizaines de kilomètres de Hambourg, rapporte les récits de témoins de la pénurie alimentaire volontairement aggravée par le pillage des entrepôts et la saisie des récoltes à la fin de l'été 1945, les rumeurs de séances de torture dans des caves, les exécutions sommaires avérées et supposées commises par les commissaires politiques et surtout les innombrables viols collectifs et répétés sur des femmes de tous âges, perpétrés par les soldats soviétiques qui semblent encouragés à briser la population allemande passée sous leur contrôle. La situation s'améliore toutefois au cours de l'automne 1945 et quelques Mecklembourgeois, demeurés sans nouvelle de leurs proches depuis la fin de la guerre, choisissent même d'entrer en zone soviétique en 1946 en sachant qu'il s'agit d'une démarche risquée et sans possibilité de retour, même si « le rideau de fer » qui s'est abattu sur la moitié de l'Europe passée sous le contrôle soviétique, pour reprendre l'expression popularisée par Winston Churchill dans son célèbre discours prononcé au Westminster College de Fulton du 5 mars 1946, n'est pas encore complètement étanche à ce moment. ■

Fabrice GRENARD
Directeur historique de la Fondation de la Résistance

LE MASSACRE DE TULLE, 9 JUIN 1944

Au lendemain du débarquement de Normandie, dans cette terre de maquis, la tentative visant à libérer la préfecture de la Corrèze par les FTP, les 7 et 8 juin, témoigne de la radicalisation de la violence allemande : le chef de la division *Das Reich* ordonne la pendaison de 99 civils, prélude à la déportation de 156 otages.

Parce qu'il est intervenu la veille de la tragédie d'Oradour-sur-Glane, qui constitue le plus grand massacre de civils perpétré par les Allemands en Europe de l'Ouest (643 personnes massacrées, dont 350 femmes et enfants), le drame de Tulle n'occupe pas la même place dans la mémoire collective. Au même titre qu'Oradour, il n'en illustre pas moins la stratégie de terreur appliquée par les Allemands et le lourd sacrifice des populations civiles au cours des journées qui ont suivi le débarquement allié, alors que la bataille décisive pour la Libération de la France s'est engagée.

La Corrèze, terre de maquis

Depuis l'apparition des premiers camps au début de l'année 1943, la Corrèze apparaît comme l'une des principales terres de maquis. Il n'y eut pas ici de grand maquis mobilisateur, comme les maquis alpins ou celui du mont Mouchet en Auvergne, mais une multitude de petits camps disséminés dans les forêts et les zones de moyenne montagne. Au total, les statistiques officielles font état de 71 emplacements de camps de maquisards dans l'ensemble du département pour l'Armée secrète (AS, d'obédience gaulliste), d'une cinquantaine de camps pour les Francs-tireurs et partisans (FTP, d'obédience communiste), avec une forte présence en Haute-Corrèze.

Ces maquis n'ont pas attendu le débarquement allié pour développer des actions de guérilla. La Corrèze apparaît comme le département de France où est recensé le plus grand nombre d'attentats et d'opérations à main armée entre juillet 1943 et janvier 1944 (plus de 600). Au fur à mesure que la perspective du débarquement se rapproche, les initiatives se font toujours plus audacieuses, notamment de la part des FTP, partisans de « l'action immédiate ». En mars et avril 1944, les sabotages se multiplient dans toute la Corrèze, notamment sur les principaux axes de transport. Des occupations temporaires de villages et petits bourgs sont également opérées à l'occasion du 1er mai comme à Sainte-Fortunade, Poissac, Saint-Priest-de-Gimel, Le Vigeois.

L'offensive menée par les FTP les 7 et 8 juin

À l'annonce du débarquement, les FTP de Corrèze lancent une offensive contre la préfecture du département, Tulle. Pensée localement par l'état-major régional depuis la fin avril 1944 et soigneusement préparée, elle n'apparaît nullement comme la réponse spontanée et quelque peu irréfléchie à l'ordre d'insurrection nationale donné le jour du débarquement (6 juin 1944) par le Comité militaire de zone sud depuis Lyon. L'opération avait à la fois un vrai enjeu militaire (maîtriser Tulle permettait de contrôler la manufacture d'armes produisant depuis 1943 pour les Allemands, ainsi que les axes ferroviaires passant par la ville) mais aussi symbolique (lancer un véritable défi à Vichy en prenant le contrôle d'une préfecture et montrer à la population que le pouvoir était en train de changer de camp afin d'accélérer son ralliement à la Résistance).

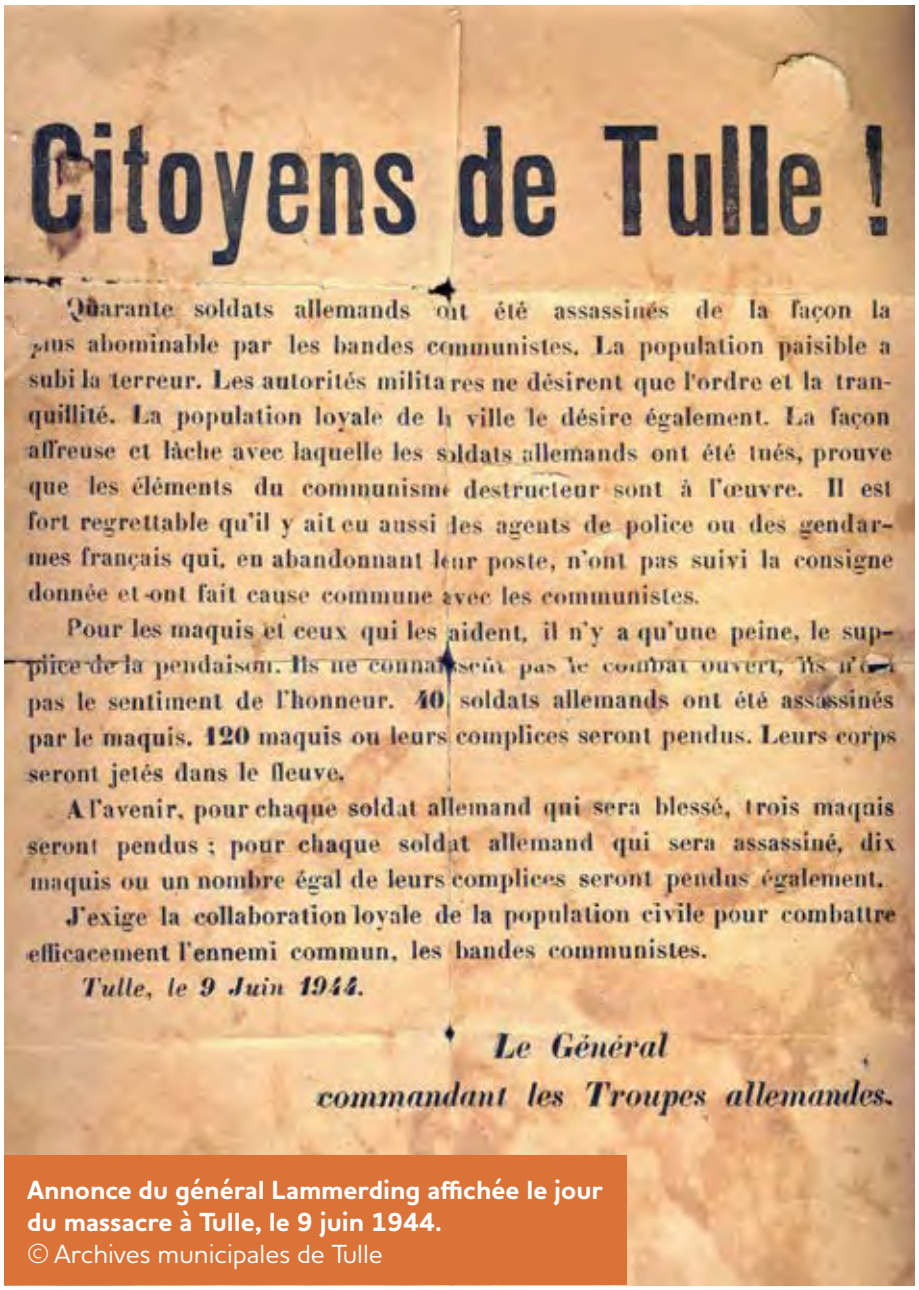
Pendant deux jours, les 7 et 8 juin, les combats font rage dans les différents quartiers de la ville où sont retranchées les troupes allemandes qui s'y trouvent en garnison, notamment au niveau de la gare, de la manufacture d'armes ou de l'école normale d'institutrices. Dans l'après-midi du 8 juin, les FTP se sont rendus maîtres de la quasi-totalité de la ville après avoir réduit les derniers nids de résistance allemands. Seul le quartier de la gare, situé à l'est, échappe encore à leur contrôle. Mais leur victoire n'est que de courte durée : des avant-gardes de la division blindée *Das Reich* pénètrent dans Tulle le soir du 8 juin, obligeant les maquisards à se replier face à un adversaire supérieur et mieux équipé.

La *Das Reich* fait régner la terreur à Tulle

Bien avant de se manifester à Tulle et Oradour, la cruauté de la division *Das Reich*, transférée en France depuis le front de l'Est au début de l'année 1944, était déjà apparue à travers de multiples expéditions punitives effectuées en avril et mai 1944 dans le secteur du Lot et de l'Aveyron. Son chef, le général Lammerding, reçoit de Berlin le 5 juin 1944 la mission d'éradiquer les bandes qui se sont développées dans le Limousin, présentées par l'état-major allemand comme « un danger qui en cas d'invasion pourrait avoir des conséquences sur les opérations ». Quittant sa base de Montauban le 6 juin, la division SS n'a donc pas pour objectif de se rendre le plus rapidement possible en renfort en Normandie, comme cela a souvent été dit, mais bien de « pacifier » la Corrèze, la Haute-Vienne et la Creuse, où cette division va s'illustrer de la plus violente des manières.

Dans la matinée du 9 juin, ayant pris le contrôle de Tulle, la *Das Reich* se livre à une gigantesque rafle, arrêtant tous les hommes en âge de combattre, qui sont rassemblés dans la cour de la manufacture d'armes. Une affiche avertit les habitants qu'en représailles des morts allemands tués lors des combats des 7 et 8 juin, « 120 maquis et leurs complices seront pendus et leurs corps jetés dans le fleuve [i.e. la Corrèze] ». En réalité, les victimes sont choisies parmi les otages regroupés à la manufacture, la très grande majorité d'entre elles n'ayant aucun lien avec la Résistance. Pour terroriser la population, les pendaisons sont effectuées aux balcons et réverbères de la ville, par groupes de dix. Elles s'arrêtent après le 99e supplicié. L'abbé Espinasse, qui figurait parmi les otages de la manufacture et fut le témoin des exécutions racontera à la fin de la guerre : « plusieurs pères ont vu pendre leur fils, presque tous ont vu des amis, des voisins, des personnes connues subir le même sort. Impossible de dépeindre l'abattement de ces visages, la tristesse infinie de ces yeux remplis encore de sinistres visions ». Au soir du 9 juin, plusieurs centaines de Tullistes sont encore gardés en otage. 156 d'entre eux sont déportés le lendemain, parmi lesquels 108 ne reviendront pas.

Le contexte dans lequel s'est effectué le massacre a alimenté à la fin de la guerre d'importantes polémiques, imputant le drame aux FTP qui se seraient lancés dans une attaque inconsidérée et trop précoce contre la préfecture de Corrèze. Il ne faut toutefois pas renverser les responsabilités de ce crime de guerre, dont les Allemands sont bien les seuls responsables, même si le chef de la division *Das Reich*, le général Lammerding, qui a ordonné les pendaisons, échappera jusqu'à la fin de sa vie à la justice militaire. ■



Citoyens de Tulle !

Quarante soldats allemands ont été assassinés de la façon la plus abominable par les bandes communistes. La population paisible a subi la terreur. Les autorités militaires ne désirent que l'ordre et la tranquillité. La population loyale de la ville le désire également. La façon affreuse et lâche avec laquelle les soldats allemands ont été tués, prouve que les éléments du communisme destructeur sont à l'œuvre. Il est fort regrettable qu'il y ait eu aussi des agents de police ou des gendarmes français qui, en abandonnant leur poste, n'ont pas suivi la consigne donnée et ont fait cause commune avec les communistes.

Pour les maquis et ceux qui les aident, il n'y a qu'une peine, le supplice de la pendaison. Ils ne connaissent pas le combat ouvert, ils n'ont pas le sentiment de l'honneur. 40 soldats allemands ont été assassinés par le maquis. 120 maquis ou leurs complices seront pendus. Leurs corps seront jetés dans le fleuve.

A l'avenir, pour chaque soldat allemand qui sera blessé, trois maquis seront pendus ; pour chaque soldat allemand qui sera assassiné, dix maquis ou un nombre égal de leurs complices seront pendus également.

J'exige la collaboration loyale de la population civile pour combattre efficacement l'ennemi commun, les bandes communistes.

Tulle, le 9 Juin 1944.

Le Général
commandant les Troupes allemandes.

Annonce du général Lammerding affichée le jour du massacre à Tulle, le 9 juin 1944.
© Archives municipales de Tulle

Gilles FERRAGU
Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris Nanterre, adjoint au chef de la division recherche, études, enseignement, Service historique de la Défense (SHD)

LES OTAGES ONT-ILS UNE HISTOIRE ?

Des otages indispensables aux relations entre puissants dans l'Antiquité aux « boucliers humains » des conflits les plus contemporains, Gilles Ferragu retrace l'histoire d'une pratique ancienne, régulièrement réinvestie, alors même que la prise d'otages est considérée comme un crime de guerre depuis 1945.

La pratique des otages est ancienne et même antique : dès les premiers royaumes, on échange des individus comme un gage de confiance et, dans la plupart des grands textes anciens, de l'*Iliade* à la Bible, on trouve des références aux otages. Ces « otages diplomatiques » diffèrent cependant des otages contemporains : instruments d'une diplomatie naissante, ils se donnent alors librement pour garantir la parole de leur souverain. Cet usage disparaît officiellement en 1748, avec le traité d'Aix-la-Chapelle, alors que se développe le droit international.

Mais la pratique des otages, notamment par temps de guerre, est une autre constante, ancienne, celle d'individus capturés et menacés de représailles afin de contraindre l'adversaire. En ce domaine, la France peut revendiquer une certaine expertise, marquée par le décret impérial de 1811, qui fixe un statut officiel pour les otages de guerre, assimilés à des prisonniers d'un certain rang. L'Empire institutionnalise le statut d'otage de guerre, premier régime moderne à franchir ce pas. Bientôt, les otages font leur entrée dans les diverses règlementations militaires de temps de guerre : de la guerre civile américaine (avec le code Lieber, qui fut l'une des sources du droit contemporain de la guerre) à la Seconde Guerre mondiale, en passant par la guerre de 1870. La figure de l'otage s'impose comme un moyen commode d'obtenir un résultat militaire en menaçant de représailles des civils. « Enlever des otages, voilà à peu près ce qui conduit au but » résume en 1845 le stratégiste prussien Carl von Decker, théorisant la « petite guerre ».

Otages en guerre totale

C'est lors de la Grande Guerre que la pratique prend une certaine ampleur, alors que la frontière entre le front et l'arrière, mais surtout entre civils et militaires, se trouble. Les otages constituent ainsi un excellent marqueur de la guerre nouvelle qui s'affirme dans le premier XX^{e} siècle : ils ne sont pas seulement des cibles civiles, ou des victimes



VILLE D'AMIENS

Douze otages pris parmi les membres du Conseil Municipal auxquels s'est joint M. le Procureur-Général, répondent sur leur vie de l'engagement pris par la Municipalité qu'aucun acte d'hostilité ne sera commis par la population contre les troupes allemandes.

Le 31 Août 1914.

Le Sénateur-Maire,

A. FIQUET.

Affiche annonçant la prise en otage des membres du conseil municipal d'Amiens et du procureur de la République en échange de la pacification de la ville face aux occupants, 31 août 1914.
© Archives départementales de la Somme

collatérales/indirectes, ils sont des moyens et des enjeux qui supposent de reconsidérer la notion même d'ennemi. Dans la guerre totale, telle que la définit le général Ludendorff en 1935, il est sinon admis, du moins toléré, que l'on capture des civils pour exercer une pression sur un adversaire, au nom d'objectifs tels que le maintien de l'ordre ou la sécurité des troupes d'occupation, une évolution qui entraîne des débats importants entre spécialistes du droit de la guerre depuis les années 1870.

Pour l'armée allemande, la Première Guerre mondiale renouvelle, à grande échelle, des problèmes rencontrés en 1870 : comment assurer le maintien de l'ordre et la sécurité dans un territoire envahi (i.e. : la « zone d'étape » selon le lexique militaire allemand) ? Comment gérer la zone occupée (pour la France, dix départements) et lutter contre les diverses formes de résistance, à commencer par



Otages de Valenciennes, Holzminden (Allemagne), 1916.
© Médiathèque Simone Veil de Valenciennes (don de Claude Martin)

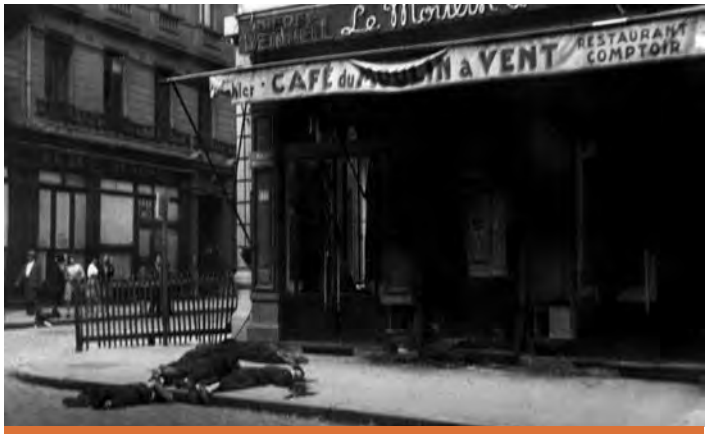
les francs-tireurs, tant redoutés par la troupe ? À toutes ces questions, la pratique des otages offre une solution : si le règlement de campagne allemand (*Kriegs-Etappen-Ordnung*) intègre les otages d'accompagnement, c'est au nom d'une vision renouvelée des civils comme des « objets de nécessité militaire ». Aussi dès les débuts de l'invasion, en août 1914, l'armée allemande demande des otages pour garantir sa sécurité comme ses réquisitions.

Mais le phénomène s'accroît du fait d'un conflit juridique avec la France, qui se superpose à la guerre. En effet, le gouvernement français place en internement une partie des ressortissants ennemis demeurés sur le territoire national lors de l'entrée en guerre, ainsi que les Allemands installés en Alsace-Moselle au moment où l'armée française envahit ce territoire symbolique. Cette mesure, assimilée à une prise d'otages par l'Allemagne, entraîne, en guise de rétorsion, en 1916, la capture de « prisonniers civils » ou « prisonniers de représailles » dans les départements occupés, qui sont envoyés dans des camps de prisonniers, dits « camps de représailles ». Le lexique employé est explicite. L'affaire se règle diplomatiquement par l'entremise de la Suisse entre 1917 et 1918, mais elle montre combien les prises d'otages sont devenues coutumières dans la dynamique du conflit. À cet égard, on pourrait s'attendre, dans l'après-guerre, à une tentative de moralisation, voire de condamnation : en effet, le 29 mars 1919, la commission des responsabilités, instituée par la conférence de la paix, rend un rapport établissant une liste d'actes « contraires aux lois et coutumes de la guerre », qui comprend entre autres l'exécution d'otages. Le temps est-il enfin venu de considérer les représailles sur les otages comme un crime à part entière, que le contexte de la guerre ne saurait justifier ? L'affaire en reste là, et la justice pénale internationale d'après-guerre se heurte aux complexités de l'heure, ainsi qu'aux résistances des nations vaincues. Il faut un autre conflit pour que les otages entrent dans le *jus ad bellum*.

Les otages, un crime de guerre

En effet, la Seconde Guerre mondiale voit la pratique des otages se hisser au niveau d'une politique de terreur, résolument menée par les nazis. À partir de l'été 1941, l'otage

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES



Lyon sous l'occupation. Place Bellecour, exécution de 5 otages, prisonniers à Montluc, à la suite de l'attentat au café du Moulin à Vent : Albert Chambonnet, Gilbert Dru, René Bernard, Léon Pfeffer et Francis Chirat, 1944.
© Photo Collin – Droits réservés

est un ennemi « objectif » (le communiste, le Juif, etc.) dont le destin doit inspirer la terreur. Au-delà du lexique juridique des « représailles », les otages sont l'expression d'une guerre nouvelle, irrégulière, terrifiante et efficace. Le nazisme y fait la démonstration de sa détermination à vaincre. La question des otages du second conflit mondial est cependant problématique, le terme étant régulièrement évité par les armées d'occupation à l'Est, et revendiqué à l'Ouest. Le cas français est à cet égard emblématique et fait d'ailleurs l'objet de longs développements lors du procès de Nuremberg. Des textes, émanant de l'OKH (*Oberkommando des Heeres*, le commandement de l'armée de Terre) fixent, à partir de septembre 1940, les cadres de la pratique des otages : « Les otages sont des habitants du pays qui garantissent de leur vie l'attitude impeccable de la population. La responsabilité de leur sort se trouve ainsi placée entre les mains de leurs compatriotes. Par suite, la population doit être publiquement menacée de voir les otages rendus responsables des actes inamicaux de chacun. Seuls les citoyens français peuvent être pris comme otages. Les otages ne peuvent être rendus responsables que des actions commises après leur arrestation et après la proclamation publique ».

Très tôt, l'armée allemande s'enquiert de la légalité de sa politique de répression, à l'exemple du MBF (*Militärbefehlshaber in Frankreich*), le commandant militaire allemand en France occupée. Les premières réactions sont hésitantes, mais le passage à la résistance armée, concomitant du déclenchement de l'opération Barbarossa (22 juin 1941 : invasion de l'URSS), incite le commandement allemand à des mesures drastiques. Le maréchal Keitel, commandant en chef de l'armée allemande, signe un ordre général du 16 septembre 1941, dit « ordre d'expiation », ou décret Keitel (*Keitelbefehl*), destiné à tous les commandants militaires des territoires occupés. Cet ordre annonce le développement d'un mouvement de résistance « dirigé par Moscou » et propose donc les mesures « les plus sévères » pour rétablir l'ordre : « Il faut considérer à ce propos qu'une vie humaine, dans les pays en question, vaut moins que rien et qu'une intimidation ne peut être obtenue que par une rigueur extraordinaire ». Suivant la suggestion d'Hitler, Keitel recommande donc des représailles qui se veulent dissuasives : « La peine de mort pour 50-100 communistes doit être considérée comme une expiation appropriée pour la vie d'un soldat allemand. La méthode d'exécution doit accroître l'effet dissuasif ». Si le mot d'otage n'est pas mentionné, le principe est là. Dans le cas français, l'attentat organisé par Pierre Georges/colonel Fabien, qui coûte la vie à l'aspirant Alfons Moser le 21 août 1941 à la station Barbès, enclenche la mécanique des représailles. Le 22 août, le commandant en chef des forces d'occupation en France (MBF), le général Otto von Stülpnagel, décrète que « l'ensemble des Français actuellement détenus, pour quelque cause que ce soit, dans un service allemand ou pour un service allemand, sont considérés à partir du 23 août comme otages » et qu'un certain nombre seront fusillés en représailles. Des camps d'otages sont mis en place à partir du 30 septembre 1941, tels ceux de Romainville et Compiègne, « camps de détention de police allemand », également alimentés par les camps de rétention français, où sont internés militants communistes et émigrés juifs. Bientôt, la logique de représailles se radicalise et le 10 avril 1942, un décret du MBF fait de la déportation une forme de représailles : la mécanique de la Solution finale et celle des otages se rejoignent. Le mot même d'otage fait d'ailleurs débat et l'occupant préfère parler de « personnes expiatoires », le commandement de l'armée d'occupation hésitant à ordonner des exécutions massives en représailles. Enfin, le 1er juillet 1942, la responsabilité des représailles passe au général SS Carl Oberg, HSSPF (chef supérieur de la SS et de la Police). La dynamique de la radicalisation se poursuit tandis que les derniers freins bureaucratiques ont sauté. « Vous êtes 40 millions d'otages » écrit Saint-Exupéry dans sa *Lettre à un otage* (1943).

À l'issue de la guerre, les affaires d'otages sont déférées devant le tribunal militaire de Nuremberg, occasionnant de longs débats juridiques entre l'accusation et la défense concernant les règlements militaires et leur exégèse. Si le principe des otages est maintenu (il figure du reste dans les règlements militaires alliés, ainsi que celui des représailles), c'est leur exécution en dehors de toute procédure judiciaire qui est criminalisée, un principe entériné dans l'immédiat après-guerre par la IVe convention de Genève, « relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ».



BEKANNTMACHUNG

Am Morgen des 21. August ist in Paris ein deutscher Wehrmachtangehöriger einem Mordanschlag zum Opfer gefallen. Ich bestimme daher :

1. Sämtliche von deutschen Dienststellen oder für deutsche Dienststellen in Frankreich in Haft irgend einer Art gehaltenen Franzosen gelten vom 23. August ab als Geiseln.

2. Von diesen Geiseln wird bei jedem weiteren Anlass eine der Schwere der Straftat entsprechende Anzahl erschossen werden.

Paris, den 22. August 1941.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich
In Vertretung :
SCHAUMBURG
Generalleutnant

AVIS

Le 21 août au matin, un membre de l'Armée Allemande a été victime d'un assassinat à Paris.

En conséquence j'ordonne :

1. A partir du 23 août, tous les Français mis en état d'arrestation, quel que ce soit par les autorités allemandes en France, ou qui sont arrêtés pour celles-ci sont considérés comme otages.

2. En cas d'un nouvel acte, un nombre d'otages correspondant à la gravité de l'acte criminel commis sera fusillé.

Paris, le 22 Août 1941.

Pour le
Militärbefehlshaber in Frankreich
SCHAUMBURG
Generalleutnant

Affiche bilingue du *Militärbefehlshaber in Frankreich* annonçant la mise en place de la « politique des otages » suite à l'attentat du métro Barbès, 22 août 1941.
© Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne / Collection de pièces isolées - Affiches

Ce texte du 12 août 1949 reprend les principes élaborés à Nuremberg, assimilant la prise d'otage à un crime de guerre. Réitérée dans deux protocoles additionnels de 1977, cette décision se heurte cependant à une autre déclinaison de l'otage : le « bouclier humain ».

Le temps des « boucliers humains »

La pratique d'otages transformés en boucliers humains est ancienne, et l'on observe déjà, au temps de la guerre de 1870, la présence d'otages français voyageant dans des locomotives prussiennes de transport de troupes pour empêcher les tentatives de déraillement menées par des partisans. L'usage s'est répandu progressivement, en parallèle aux évolutions de la guerre et à l'avènement de l'arme aérienne. En effet, plusieurs conflits récents, considérés comme une démonstration de la RMA (la doctrine américaine de « révolution des affaires militaires » qui prône l'efficacité dissuasive des bombardements aériens couplés à la guerre électronique afin de limiter les combats terrestres et les pertes consécutives), sont marqués par des affaires de boucliers humains. L'adversaire, faute d'un affrontement qui lui est refusé, cherche une alternative dans la prise d'otages, seule manière de limiter les frappes aériennes. En Irak (1990), comme en Bosnie (1995) ou encore dans des conflits plus récurrents comme le conflit israélo-palestinien et ses échos libanais, la prise d'otages, transformés en boucliers humains, souligne la capacité des régimes, des organisations politiques et des armées à contourner, au nom de la raison d'État comme des nécessités tactiques, les règlements et conventions internationales. Ce serait à désespérer du droit international. Cependant, au moins une fois, dans le cas de la Bosnie, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a sanctionné les deux principaux responsables, le général Mlatko Radic et le président de la République serbe de Bosnie, Radovan Karadzic, pour cette pratique. Si les affaires d'otages demeurent terriblement d'actualité, c'est toutefois en les assimilant à des crimes et non plus en tant que dégats collatéraux d'un conflit : un premier pas vers des guerres normées ?

Louis LAURENT
Doctorant à l'EHESS – Centre des savoirs sur le politique. Recherches et analyses (CESPRA)

KIGALI 1990-1994, VILLE POLITIQUE ET THÉÂTRE DE LA VIOLENCE : LE GÉNOCIDE DES TUTSI DANS LA CAPITALE RWANDAISE

L'extermination programmée des Tutsi au Rwanda d'avril à juillet 1994 est appréhendée ici à partir de son déroulement dans la capitale, Kigali. Les différentes étapes restituées donnent à voir, au plus près de la géographie urbaine de la ville, le déferlement de cette extrême violence d'une exécution fulgurante, à l'échelle du voisinage.



Un soldat des Forces armées rwandaises (FAR) procède à des contrôles d'identité afin d'identifier les Tutsi du quartier de Kacyiru. À l'arrière-plan, une vingtaine d'hommes ont été arrêtés. Kigali, 8 octobre 1990.
© Derrick Ceyrac / AFP

« Avons-nous le pouvoir de décrire simplement un crime qui vide une ville en toute sérénité ? » C'est par cette question vertigineuse que l'auteur et dramaturge rwandais Dorcy Rugamba interroge la façon dont il est possible de rendre compte des spécificités du génocide des Tutsi rwandais à Kigali, capitale du Rwanda, d'avril à juillet 1994.

Au terme de cent jours, près d'un million de vies sont anéanties au Rwanda. La violence génocidaire et la cruauté se sont déployées au sein des communautés, aboutissant à un véritable « génocide de voisins » selon l'historiographie des dernières décennies.

Peuplée en 1993 de 230 000 habitants, la ville de Kigali est devenue un centre des pouvoirs et des activités économiques en quelques décennies. La ville concentre des corps d'armée et de gendarmerie ainsi que des milliers de miliciens *Interahamwe* du parti présidentiel (Mouvement révolutionnaire national pour le développement, MRND). Pourtant, en 1991, elle est aussi un espace d'espoir démocratique avec le foyer d'une opposition naissante et le siège du processus

de paix d'Arusha. Dans la capitale, la vie sociale et politique témoigne à la fois d'aspirations, de luttes pour le changement et des formes de radicalisation du politique de 1990 à 1994. En somme, la ville de Kigali devait incarner l'espoir d'un avenir politique partagé avant que les forces politiques n'adhèrent et ne concourent à l'utopie exterminatrice ciblant les Tutsi.

La guerre et la traque des complices

À la fin des années 1980, le monopartisme instauré par le président Juvénal Habyarimana s'essouffle, quinze ans après son coup d'État. La crise économique, les aspirations au changement et la question des réfugiés tutsi exilés depuis les violences de l'indépendance alimentent cette ambiance de fin de régime.

Le 1er octobre 1990, le Front patriotique rwandais (FPR), organisation politico-militaire fondée par des Tutsi rwandais en exil, lance une offensive depuis l'Ouganda, marquant le début de la guerre. Dans la nuit du 4 au 5 octobre, des tirs retentissent à Kigali. Les autorités affirment qu'il s'agit d'une infiltration du FPR aux portes de la ville. En réalité, c'est une mise en scène destinée à justifier des arrestations de Tutsi et d'opposants et à mobiliser les alliés, dont la France. Le président de la République, François Mitterrand, proche d'Habyarimana, lance l'opération Noroît. Officiellement destinée à protéger les ressortissants français, elle permet surtout de renforcer militairement le régime jusqu'en 1993 : plusieurs centaines de soldats français sont déployés à Kigali pour instruire et moderniser les Forces armées rwandaises (FAR).

À partir d'octobre 1990, une traque des *Ibyitso* (les complices) ciblant en priorité les Tutsi débute. Plusieurs milliers de personnes sont arrêtées entre 1990 et 1991, en grand nombre à Kigali, et détenues de quelques semaines à plusieurs mois dans des stades de la capitale et des prisons à travers le pays.

Le Bureau social urbain rattaché à la Caritas Rwanda aide juridiquement 230 Rwandais arrêtés à Kigali. Parmi eux, 67 personnes sont arrêtées sans motif clair, 99 pour « complicité avec les agresseurs » et/ou liens avec l'Ouganda. Les cas restants avaient des motifs de suspicion variés tels que le port de tatouages à la mémoire du *mwami* (le roi du Rwanda), la possession d'un journal belge, d'une radio dite « puissante », ou un quelconque lien avec des réfugiés. Les noms des « complices », des hommes en majorité, sont diffusés dans la presse extrémiste : ainsi du journal *Kangura*, qui exhorte ses lecteurs à communiquer des informations. Au terme d'un procès médiatique, sept d'entre eux sont condamnés à mort par la Cour de sûreté de l'État mise en place pour l'occasion. Mais, face à la pression internationale, ils sont finalement libérés.



Un combattant tutsi devant l'église de la Sainte Famille de Kigali, le 4 juillet 1994, après la prise de la ville par les rebelles.
© Belga - Pierre Boussel

La traque des « complices » à Kigali reflète l'obsession du régime contre le FPR. Cela se traduit par un durcissement autoritaire : Habyarimana nomme le lieutenant-colonel Tharcisse Renzaho à la préfecture de Kigali et sollicite le soutien militaire français. Un an plus tard, le président charge une commission militaire de formaliser une « définition de l'ennemi ». Le « Tutsi de l'intérieur et de l'extérieur », mais aussi « tout Hutu critique du régime » sont désormais considérés comme une menace.

Le génocide dans la capitale : de la planification à l'exécution fulgurante

De 1991 à 1992, Kigali devient le théâtre d'une ouverture politique sous tension, entre multipartisme et montée de la violence politique et anti-Tutsi, notamment avec l'émergence de milices, dont celle du parti présidentiel : les *Interahamwe*.

1993 est une année trouble : la perte du monopole du MRND, la signature des accords d'Arusha, puis l'assassinat du président Hutu du Burundi radicalisent le monde politique. L'arrivée du FPR au sein du Conseil national de développement (CND) et le déploiement d'une force onusienne (MINUAR) fin 1993, dans le cadre des accords de paix, ne permettent pas de préserver l'élan démocratique, rapidement fragilisé par la montée de l'insécurité et des tensions. Des personnalités politiques hutu

2 VIVRE EN GUERRE ET DANS LES RUINES

se regroupent autour du *Hutu Power*, mouvance ethnonationaliste liée au MRND et à la Coalition pour la défense de la République (CDR), qui fracture l'opposition en deux tendances : l'une « Power », l'autre « modérée », favorable aux accords de paix. Des attentats visent des figures démocrates du gouvernement, mais aussi des extrémistes tués en représailles, comme Alphonse Ingabire alias Katumba et Martin Bucyana, cadres influents de la CDR à Nyamirambo et Gikondo, deux quartiers à l'ouest et au sud de la ville.

Animés par un esprit de vengeance, leurs partisans déclenchent en février 1994 une flambée de violences urbaines et une vaste traque contre les Tutsi. Plusieurs centaines d'entre eux sont tués à Gikondo, quartier populaire et industriel, d'autres fuient le secteur pour échapper à Séraphin Twahirwa, le chef zélé des *Interahamwe* et à Boniface Birushya, leader de la CDR. Ces « entrepreneurs de la violence » ont largement préparé, matériellement et idéologiquement, le génocide. Ainsi, au début de l'année 1994, de nombreuses familles Tutsi sont réfugiées chez leurs voisins et dans des paroisses. Le mois d'avril n'est pas encore arrivé que la ville et le quartier formaient déjà un piège.

Après l'attentat du soir du 6 avril 1994 contre le président Juvénal Habyarimana, la Garde présidentielle (GP) investit les carrefours, installe des barrages et arrête tous les véhicules qui passent, verrouillant ainsi Kigali vers 21 h. Les autorités accusent alors le FPR et les Casques bleus belges d'avoir commandité l'attentat. Le génocide démarre.

Le 7 avril, la GP ouvre le feu sur les positions du FPR retranché au Centre national de développement (CND). Les *Interahamwe* se mobilisent pour les massacres. En vingt-quatre heures, plusieurs personnalités politiques démocrates, dont la première ministre Agathe Uwilingiyimana, sont assassinées à Kigali. L'assassinat, par les FAR, des dix Casques bleus belges chargés de la protéger entraîne la réduction des effectifs de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) décidée par l'ONU dans les jours suivants. Des *ibitero* (bandes de tueurs) attaquent le 7 avril des lieux de refuge, comme le Centre Christus de Remera, où dix-sept religieux sont tués.

La communauté internationale évacue ses ressortissants à l'aide de forces spéciales et des Casques bleus, abandonnant les Tutsi réfugiés dans les mêmes lieux. Le 8 avril, au sein même de l'ambassade de France, est formé le gouvernement intérimaire rwandais (GIR), dominé par la mouvance Hutu Power, qui se charge de coordonner le génocide. Le 9 avril, le massacre de l'église de Gikondo devient la première tuerie génocidaire d'ampleur à laquelle assistent du personnel onusien et des ressortissants étrangers. Plusieurs centaines de



6 juillet 1994, dix mille Rwandais – des Tutsi rescapés et des Hutu n'ayant pas fui vers l'ouest – sont installés au collège Saint-André, tandis que les Inkotanyi se déploient dans tous les quartiers de la ville.
© Pierre BOUSSEL / AFP

Tutsi sont massacrés à la grenade et à la machette avant que les corps ne soient brûlés. Le 11 avril, la MINUAR quitte l'École technique de Kicukiro, abandonnant *de facto* les Tutsi qui y avaient trouvé refuge. Plutôt que de les exécuter sur place, les autorités ordonnent leur transfert en périphérie de la ville, vers la colline de Nyanza, où se situe une décharge. À la fin de cette marche de la mort, plus de 3 000 Tutsi sont massacrés loin des regards. Seuls quelques survivants seront retrouvés par les *Inkotanyi* (les combattants du FPR). Le 13 avril, les attaques se poursuivent au collège Saint-André, à l'église Charles Lwanga et au couvent Saint-Joseph à Nyamirambo.

Avec l'aide des autorités locales et du préfet, les miliciens exterminent dans leurs secteurs et épaulent parfois ceux d'autres quartiers. Armés et omnipotents, ils massacrent, violent les femmes Tutsi, pillent et détruisent. L'armée, agissant de concert ou en renfort, va même jusqu'à détruire à l'artillerie lourde des maisons des familles Tutsi. À partir de la mi-avril, la tactique génocidaire évolue : les Tutsi, rassemblés et encerclés dans des lieux publics, sont la cible de rafles et de massacres répétitifs.

Face au risque de discrédit lié à la visibilité des tueries dans la capitale, le préfet de Kigali organise une réunion le 12 avril pour solliciter l'aide de la Croix-Rouge afin d'enlever les corps jonchant les rues. L'organisation humanitaire, refusant de participer, propose à la place de fournir le carburant. Les autorités mobilisent alors des camions du ministère, des prisonniers et les tueurs pour ramasser et jeter les corps aux confins de la ville ou dans des fosses. Fin avril, un officier confie à la Croix-Rouge que plus de 60 000 corps ont ainsi été ramassés.



Le 11 avril 2025, des milliers de Rwandais ont participé à la marche du souvenir en direction du Mémorial de Nyanza Kicukiro, en mémoire des Tutsi de l'ETO massacrés en 1994.
© Louis Laurent / EHESS

Les juridictions *gacaca*, qui ont rendu 1,2 million de jugements entre 2002 et 2012, recensent en partie les fosses et charniers à l'échelle des cellules, souvent dissimulés dans des lieux du quotidien : latrines, fondations, rigoles, marais ou décharges. À Rugenge, près de la paroisse Sainte-Famille, 627 corps sont jetés dans les latrines d'une maison surnommée cyniquement « CND des Tutsi ». Cette logistique d'enfouissement des corps illustre à la fois la déshumanisation des victimes et la volonté de dissimuler le crime, d'effacer toute trace d'existence des Tutsi.

La conquête de la ville et le sauvetage des réfugiés

La reprise de la guerre succède au lancement du génocide. En quelques jours, les *Inkotanyi* rejoignent Kigali pour soutenir leurs forces au CND et commencent à reprendre des quartiers. Rapidement, le FPR contrôle la partie est de la ville.

Au mois de mai, le GIR cherche à préserver les apparences. Selon l'historien Jean-Pierre Chrétien, le Premier ministre Jean Kambanda est animé par une obsession cynique pour « l'image » du régime et cherche à dissimuler les traces et à suspendre temporairement, si nécessaire, les tueries par endroits tout en poursuivant l'extermination.

Face aux pressions, le GIR tente quelques gestes de « normalisation » comme des échanges de réfugiés avec le FPR, qui étaient parfois entravés par les miliciens. À Nyamirambo, environ 400 Tutsi réfugiés dans l'orphelinat Gisimba échappent à un massacre final grâce au courage de Damas Gisimba, son directeur, à l'intervention de l'adventiste américain Carl Wilkens et au soutien du Comité international de la Croix-Rouge qui parviennent à négocier la mise en sécurité des réfugiés. Cette évacuation exceptionnelle, autorisée par un régime même affaibli, révèle jusqu'où va son pouvoir de vie et de mort sur les Tutsi.

Quant à la stratégie militaire du FPR, elle vise à encercler Kigali, prendre ses sommets, maintenir un couloir de fuite pour les civils, les FAR et sauver les Tutsi survivants. Dans la nuit du 16 au 17 juin, plus d'un millier de réfugiés sont exfiltrés du centre pastoral Saint-Paul par les *Inkotanyi*. Le matin, en représailles, une centaine de Tutsi sont exterminés à l'église voisine de la Sainte-Famille par les génocidaires. Irrémédiablement acculés, FAR et miliciens fuient la capitale dans la nuit du 3 au 4 juillet, laissant les *Inkotanyi* pénétrer dans les derniers quartiers et mettre fin au génocide.

Kigali concentre, au cœur de ses espaces civils et urbains, à la fois les manifestations les plus extrêmes de la violence génocidaire et les signes annonciateurs de sa fin, avec la reconquête progressive de la ville par les *Inkotanyi*. L'opposition politique, porteuse d'une ambition constitutionnelle et démocratique, a été liquidée en quelques heures, permettant aux extrémistes de prendre le contrôle de tout l'appareil d'État afin de lancer les massacres avec la participation essentielle des miliciens et des civils Hutu. Pour la seule ville de Kigali, les juridictions *gacaca* instruiront 47 000 dossiers de génocide au cours de la décennie 2000.

L'histoire du génocide des Tutsi à Kigali, et plus largement de sa dimension urbaine, se construit à la croisée des archives, des témoignages et des traces matérielles. Encore aujourd'hui, elle continue d'émerger : en février 2025, une fosse a été découverte dans le centre-ville, contenant les corps de quatorze victimes au fond d'une ancienne latrine. Les traces du génocide se manifestent à l'intersection de l'audible, du visible comme les mémoriaux, les jugements, les récits – et de l'invisible – comme les fosses inconnues et la vérité niée, et ce trois décennies après le génocide. ■

Patrick CHAUVEL
Photographe, correspondant de guerre, réalisateur de documentaires

UKRAINE : LA GUERRE EST ARRIVÉE, BRUTALEMENT, SANS PRÉVENIR

Reporter de guerre depuis presque 60 ans, Patrick Chauvel a couvert de très nombreux conflits à travers le monde. Ses photographies, véritable trésor archivistique, sont aujourd'hui déposées au mémorial de Caen. Depuis le début de la guerre, il s'est rendu huit fois en Ukraine, au plus près des combats.

Pour Maks.
La guerre est arrivée, brutalement, sans prévenir. L'Histoire s'est emballée. Des colonnes de blindés russes aux portes de l'Europe.
Dans les premières semaines du conflit, en mars 2022, en mission pour le magazine *Paris Match* avec le journaliste Nicolas Delesalle, partis de Lviv à 500 km à l'ouest de Kyiv, nous tentons de rejoindre le front autour de la capitale. La route est ouverte ; nous roulons vite sous un ciel bien trop dégagé pour notre sécurité ; il est bleu mais les sons qui font vibrer l'air sont ceux d'un orage d'acier. Bombardiers russes, missiles, obus se croisent au-dessus de nous.
Nous arrivons au petit matin dans la ville de Jytomyr à 150 km à l'ouest de Kyiv. La guerre est au rendez-vous. Tout un quartier a été écrasé par une volée de bombes et de missiles russes. Plusieurs dizaines de maisons ont été pulvérisées au milieu de la nuit. Une femme seule au milieu des ruines hurle de douleur, elle est coiffée d'une capuche rouge, la seule tache de couleur dans un décor gris lunaire, elle hurle sa douleur. Elle s'appelle Svetlana, son fils s'approche d'elle, il a le visage poly criblé. Il vient de perdre sa femme, ils se prennent dans les bras. Ils me voient et se laissent prendre en photo. Ils veulent que le monde sache… Un homme nous fait signe, il veut témoigner à son tour, lui aussi a perdu sa femme tuée par une bombe. Il s'appelle Oleg Rylak, il nous indique, le bras tendu, les ruines d'une maison juste derrière lui. C'était sa maison. Les sirènes d'une alerte aérienne remplissent l'espace. Oleg frissonne, retient ses larmes avec difficulté :



Ville de Jytomyr, 130 km à l'est de Kyiv. Après le bombardement de la nuit, Svetlana console son fils blessé qui a perdu sa femme, 2 mars 2022.
© Patrick Chauvel



Andrii, un habitant de Jytomyr, quitte son immeuble détruit par les bombardements avec le peu d'affaires qu'il lui reste, 9 mars 2022.
© Patrick Chauvel

« Ces sirènes me rappellent le bombardement de cette nuit. Ma femme Katia est morte en protégeant notre petite fille d'un an de son corps. Katia avait 29 ans. Je n'ai plus de maison, de voiture, j'ai tout perdu ! »
Puis il se tait, cherche ses mots et enchaîne :
« Finalement c'était une bonne nouvelle, ma petite fille et mes parents ont survécu. »
C'est ça une bonne nouvelle à Jytomyr par cette froide matinée pluvieuse où plane une odeur de mort et d'incendies. Plus loin, un petit groupe de civils, rassemblés autour d'un grand frigidaire intact, semblent hébétés. Tout est figé dans l'horreur. Je photographie des gens immobiles comme des statues. Seul mouvement, un homme au regard traqué traverse mon cadre de droite à gauche : il porte sur l'épaule un énorme baluchon. Je veux lui parler il me fait signe sans s'arrêter. Il semble dire qu'il faut fuir au plus vite cet endroit maudit. Derrière lui se dresse une barre d'immeuble coupée en deux par la puissance de l'explosion d'un missile, preuve, s'il en faut, de la violence subie par ces civils surpris en pleine nuit par le bombardement. Je jette un regard circulaire, je suis entouré de maisons tellement détruites qu'elles semblent être tombées du ciel.
« C'est tout ce qu'il lui reste ! »
Surpris par ces mots je me retourne, un grand jeune homme blond me parle dans un parfait anglais. Il reprend, en suivant l'homme au baluchon du regard :
« C'était mon voisin, sa maison n'existe plus, maintenant toute sa vie est dans ce sac… »
On observe en silence cet homme qui s'éloigne, écrasé par le poids de ce qui reste de sa vie.
Ma photo sera la preuve qu'il a existé. Autour de moi, il ne reste plus que les ruines.
Un jeune soldat passe devant nous, il jette un regard à mon appareil photo et ses yeux semblent me dire : « vas-y montre au monde ce qu'il se passe », puis il se tourne vers le jeune homme, le fixe un instant puis s'en va, fusil sur l'épaule.
« Moi aussi je vais m'engager dans l'armée. En attendant, comment puis-je vous aider ? Je m'appelle Vlad.
— Tu as une voiture ?
— Celle de ma mère. »
Après un moment d'hésitation avec le grand reporteur de *Paris Match*, on accepte de prendre le jeune Vlad comme guide traducteur, « fixeur ». Une décision qui n'est pas à prendre à la légère, notre métier est dangereux, quelques mois plus tard notre ami et fixeur le photographe ukrainien Maks Levin sera capturé et exécuté par les soldats russes. Mais sans ces guides volontaires, l'homme au balluchon ne serait qu'une image muette. Il s'appelait Andrii ; il pensait vivre tranquillement une retraite bien méritée, puis les Russes ont attaqué son pays.
Aujourd'hui le jeune Vlad, notre fixeur amateur, est soldat, je pense souvent à lui et à l'homme au baluchon. ■



La reconstruction en France après la Seconde Guerre mondiale. Illustration pour un manuel d'histoire vers 1950.
© CCI / Bridgeman Images



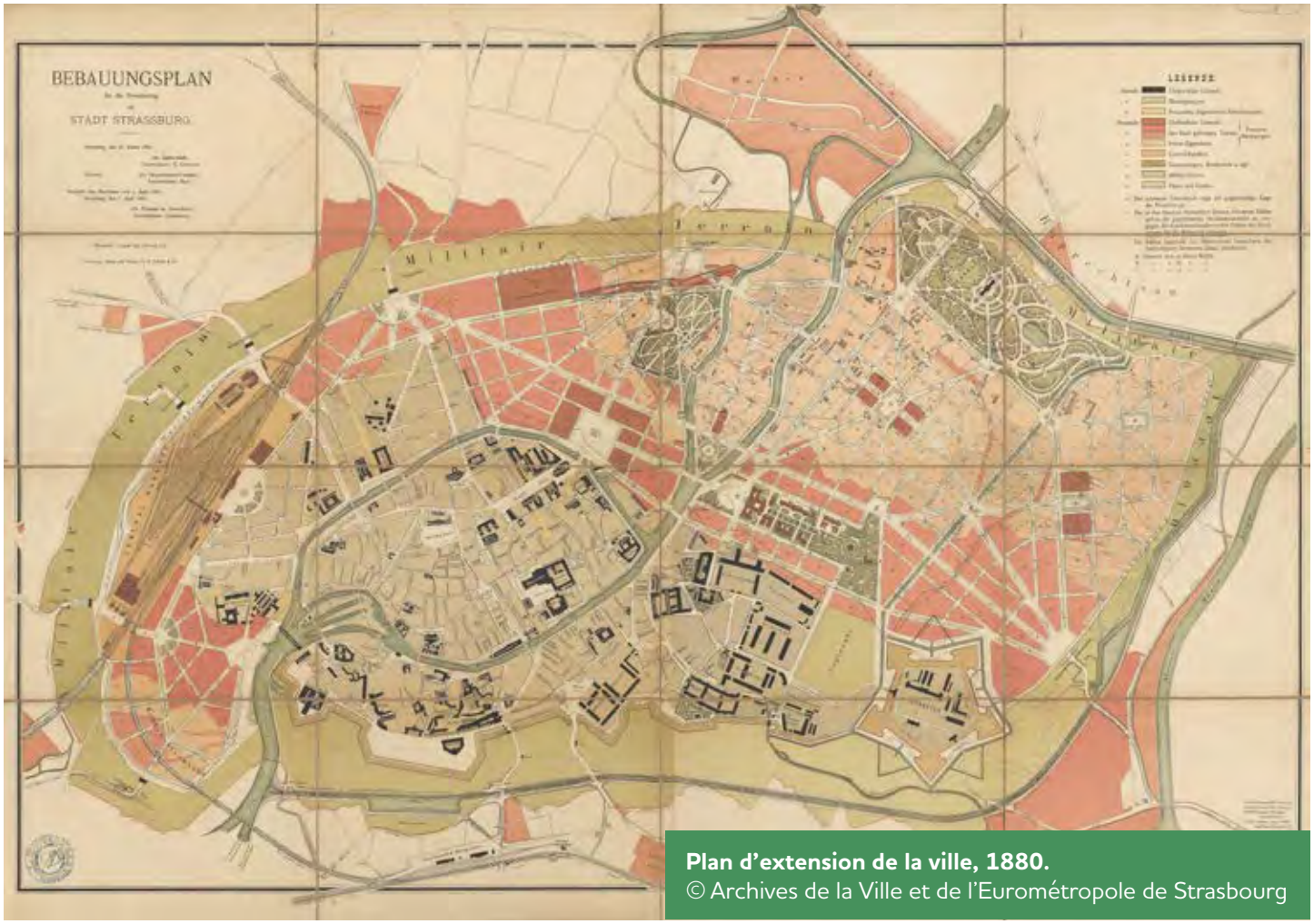
3 RECONSTRUCTIONS ET MÉMOIRES

Dans les villes en guerre après la guerre, la fin des affrontements militaires ouvre une nouvelle temporalité, structurée autour de deux impératifs qui peuvent se mêler : lancer les chantiers d'une reconstruction urbaine à l'architecture plus ou moins novatrice et s'emparer de ce que furent ces villes en guerre pour élaborer et faire vivre des outils patrimoniaux, commémoratifs et mémoriels.

Cathy BLANC-REIBEL
Ingénieure d'études en analyse des sources historiques et culturelles – CNRS, UMR 7069

L'EXTENSION URBAINE DE LA NEUSTADT À STRASBOURG, HÉRITAGE URBAIN DE LA GUERRE DE 1870

À Strasbourg, la Neustadt, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, résulte d'un grand projet d'urbanisme lancé pendant la première annexion allemande, entre 1871 et 1918. Cathy Blanc-Reibel étudie les étapes d'une évolution urbanistique qui associe affrontements militaires et enjeux mémoriels.



Plan d'extension de la ville, 1880.
© Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

À l'échelle du territoire national, la mémoire de la guerre de 1870 s'est construite initialement autour de l'édification de monuments aux morts érigés en l'honneur des soldats tués sur les champs de bataille. Dans cette veine, le Souvenir français, fondé en 1887, s'attelle à rendre hommage aux hommes tombés en France ainsi qu'en Alsace et en Moselle, terres pourtant rattachées au *Reichsland* depuis le traité de Francfort de 1871. En Alsace, le souvenir de cette guerre prend place sur des sites bien identifiés au nord de Strasbourg, à l'instar de celui de Woerth-Froeschwiller. Malgré toutes ces initiatives commémoratives, les deux conflits mondiaux du XX^{e} siècle ont successivement occupé

l'espace mémoriel, marginalisant au fil du temps ce conflit pourtant majeur au regard de ses conséquences dans les relations franco-allemandes, voire mondiales.

Pourtant, l'héritage de la guerre de 1870 est encore bien visible de nos jours dans l'urbanisme, notamment strasbourgeois, transcendant l'hommage aux combattants. Les suites de cette guerre se sont formalisées dans la structure même des morphologies urbaines, en particulier à Metz et à Strasbourg. Les enjeux stratégiques militaires, notamment de protection des espaces urbains, se sont modifiés : l'ennemi passant d'est (l'Allemagne) en ouest (la France). Dès lors, l'orientation défensive fut inversée et la nouvelle administration allemande œuvra rapidement à l'édification de la nouvelle ceinture des forts à l'ouest pour protéger Strasbourg. Jusqu'alors inenvisageable pour des raisons militaires et financières, Strasbourg a pu connaître un rapide agrandissement de son espace constructible sur l'emprise de l'ancien système défensif français à l'est. En raison de ces nouveaux espaces disponibles, la ville rejoint de manière accélérée le mouvement hygiéniste à l'œuvre dans les grandes cités européennes. Dans un contexte aux frontières mouvantes, la « Neustadt » de Strasbourg a traversé depuis sa création une alternance de rattachements nationaux. La Neustadt témoigne de trois temps historiques : sa mise en œuvre, puis son évolution entre deux nations jusqu'à son récent engouement patrimonial.

La construction de la Neustadt (1880-1918)

Portée par l'administration allemande, le vaste projet urbain répondait à une double visée. Il s'agissait, d'une part, de transformer Strasbourg en une vitrine du *Reichsland* par le biais notamment d'une architecture monumentale. D'autre part, il fallait faire face à la forte croissance de la population strasbourgeoise en raison de l'installation dans la ville d'immigrés allemands dits « Vieux-Allemands », de l'établissement de garnisons militaires (qui représentaient alors 40 % de la population strasbourgeoise) et du phénomène plus général d'exode rural. Le projet d'extension urbaine permit à Strasbourg non seulement de s'agrandir grâce à l'ouverture de l'enceinte de fortifications, mais aussi d'accueillir toutes les infrastructures urbaines et architecturales afférentes à son nouveau statut, celui de capitale régionale du Reich. Ce projet urbain fut confié à l'architecte de la ville, Jean-Geoffroy Conrath, architecte strasbourgeois formé à Paris. Le plan triple la surface de Strasbourg dans le respect de la vieille ville dite *Altstadt*, grâce à de nouvelles perspectives valorisant la cathédrale. La nouvelle ville se



Statue équestre de Guillaume 1er à Strasbourg, place de l'Empereur (aujourd'hui place de la République).
© CC BY 2.0

construit autour de larges avenues et d'espaces verts où l'hygiène, l'air, la lumière et la modernité sont les maîtres-mots.

Commanditaire des grandes infrastructures publiques, le *Reichsland* a été à l'initiative de l'élévation de plusieurs bâtiments monumentaux situés aux abords de ce qui était à l'époque la *Kaiserplatz*, la place de l'Empereur. Il en est ainsi du Palais impérial, de la bibliothèque ou du *Landtag* (parlement régional). Outre ces bâtiments centraux, la construction d'un campus universitaire et d'une nouvelle gare confèrent à Strasbourg dans une nouvelle attractivité. Tous ces investissements ont nécessité des fonds qui ont pu être impulsés par une Allemagne forte de sa récente victoire et, sans nul doute, des dommages de guerre.

Grâce au travail du service de l'Inventaire général du patrimoine culturel, nous savons que sur 998 commanditaires d'immeubles de rapport bâtis entre 1879 et 1918, 501 sont Alsaciens, 458 « Vieux-Allemands » et 39 ressortissants d'autres pays. Strasbourgeois et « Vieux-Allemands » ont investi dans tous les sens du terme cet espace, profitant des opportunités immobilières qu'offrait l'extension urbaine. Le confort incontestable des nouvelles habitations, conçues à partir des préceptes hygiénistes, et les possibilités de placements financiers ont constitué des motivations indéniables. Cette forte implication des Strasbourgeois doit être soulignée, car elle est un des facteurs de stabilité dans la transmission de ce patrimoine.

Évolution urbanistique entre deux nations (1918-1945)

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la IIIe République hérite d'une ville transformée dont les

constructions du plan d'urbanisme n'ont pas encore totalement abouti. Strasbourg, devenue à nouveau française, poursuit sa mutation à l'appui du plan Jean-Geoffroy Conrath et ne subit guère de dégradations, hormis symboliques à l'instar de la décapitation de la statue Germania sur la façade du palais universitaire. Néanmoins, la ville s'affiche désormais sous un nouveau patriotisme et un rejet de l'Allemagne dans le choix de ses odonymes – noms de rue – qui francisent l'espace urbain. Outre l'aspect linguistique, les odonymes sont autant de nouveaux symboles historiques. Par exemple, les députés protestataires, notamment ceux ayant voté contre l'annexion de l'Alsace à Bordeaux, ainsi que des figures francophiles se voient attribuer des noms de rues. Les noms de villes allemandes, tels Mannheim ou Francfort, disparaissent au profit de villes belges ou se référant à des lieux symboliques, tels Verdun, la Marne, la Somme. La *Kaiserplatz* devient la place de la République et s'entoure désormais de maréchaux victorieux : Joffre, Foch et Pétain. Les grands axes rappellent le corollaire des événements récents : la Victoire, la liberté et l'avenue de la Paix s'inscrivent dans un même *continuum*.

L'entre-deux-guerres est propice à la diffusion d'une vision erronée au sujet de l'extension urbaine qui serait construite exclusivement par les « Vieux-Allemands », omettant toute contribution de la population locale. En effet, des guides touristiques relatent une histoire sans implication, voire un rejet, des Strasbourgeois dans le projet urbain. Les textes d'André Hallays, issus de son ouvrage *Sites et Monuments – L'Alsace* (1929) en sont un exemple : « Les Alsaciens, qui sont les moins mégalomanes des hommes, restaient fidèles à leurs vieilles maisons et à leurs vieux quartiers ». Malgré cette aversion de façade pour cette extension urbaine, Strasbourg poursuit sa mue à l'appui du même plan d'urbanisme de 1880.

L'annexion nazie en octobre 1940 marqua Strasbourg durablement, y compris sur un plan urbanistique. Ainsi, la grande synagogue érigée dans le cadre de la Neustadt fut incendiée dès l'automne 1940. Les noms des dignitaires nazis s'invitèrent également dans l'espace urbain remplaçant les figures et autres symboles français. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Strasbourg retrouva sa physionomie d'avant l'annexion avec ses figures historiques choisies notamment en 1918-1919, à l'exception de Pétain dont la rue est renommée en 1945 avec son odonyme d'origine « rue du Palais ». En 1950, cette même rue prit le nom du général Frère, né en 1881 et mort au camp de concentration du Struthof en 1944.

D'UNE FORME D'ÉVITEMENT À SA PATRIMONIALISATION (1945-2017)

Dans l'immédiat après-guerre, le besoin de rompre avec l'Allemagne nazie et le passé allemand fut radical et nécessaire pour panser le traumatisme. Dans cette configuration, l'héritage allemand de la Neustadt s'était alors réduit à son strict minimum. D'une part, l'histoire des immeubles à loyers dit de rapport s'ancrent davantage dans un patrimoine familial que national. D'autre part, l'usage des bâtiments tels la gare, le campus universitaire, les bains municipaux ou encore la bibliothèque se maintient sans discontinuité dans une France en pleine reconstruction.

Les oppositions à la tentative de démolition du palais du Rhin, ancien palais de l'Empereur, témoignent des premières mobilisations pour préserver cet urbanisme. Lorsqu'un tel projet est évoqué en 1957, une mobilisation citoyenne composée d'élus et de la société civile dont la presse locale se fait le relais, a évité la construction d'un nouveau bâtiment à l'architecture moderne. Ces réactions pour préserver la



Rue du général Frère.
© Cathy Blanc-Reibel



Le palais du Rhin, siège de la direction régionale de la DRAC Grand Est.
© Jérôme Dorkel / Ville et Eurométropole de Strasbourg

cohérence de l'urbanisme wilhelmien illustrent un premier attachement au patrimoine de cette époque. En termes de protection patrimoniale institutionnelle, les éléments architecturaux de la période allemande sont intégrés aux listes des Monuments historiques à rebours des pratiques usuelles : les protections concernent en effet d'abord les immeubles privés, avant les édifices liés au pouvoir ou à la religion. Les premières inscriptions au titre des Monuments historiques datent de 1975 et protègent des édifices de style Art nouveau. Sans vouloir retracer ici l'ensemble des inscriptions et classements, un autre temps fort est à relever. À partir des années 1990, les édifices institutionnels s'agrègent à la série des Monuments historiques. Il en est ainsi en 1992 du palais universitaire, de l'ancien palais de la Diète d'Alsace-Lorraine et du palais de justice. Dernier de cette série, le palais du Rhin, éminent symbole des annexions, est classé en 1993.

Faisant suite à une logique de protection par bâtiment, le projet d'une étude plus systématique et globale du quartier dit « allemand » s'est formalisé en 2010. Il se décline sous trois formes avec des finalités spécifiques. D'un côté, le service de l'Inventaire du patrimoine a mené une vaste étude concernant toute l'emprise du plan d'urbanisme de 1880. D'un autre côté, la Ville de Strasbourg a porté deux projets imbriqués : la demande du label Unesco et la révision du règlement d'urbanisme avec le plan de sauvegarde et mise en valeur (2011). Le terme « Neustadt » employé dans le cadre des projets patrimoniaux a suscité de nombreuses critiques formulées, par exemple, dans des courriers de Strasbourgeois envoyés à la municipalité ou dans des billets publiés dans la presse locale. Dans le cadre de la candidature à l'Unesco, la Ville de Strasbourg a décidé de contourner la question germanique en intitulant le projet « une scène urbaine européenne ». Cette expression devait mettre en exergue la complexité et le métissage urbains. En plaçant la communication dans le sillon de l'image européenne de Strasbourg, la dimension allemande de l'ensemble architectural a été édulcorée. L'Icomos *(International Council on Monuments and Sites)*, l'instance internationale évaluatrice du projet Unesco, a fortement appuyé le choix du terme « Neustadt » dans ses recommandations. En 2017, la Neustadt de Strasbourg obtient son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Cet acte symbolique marque une reconnaissance non seulement des spécificités de son architecture, mais aussi de son histoire locale incluant *de facto* la guerre de 1870, la double influence française et allemande constituant l'argument central du dossier de candidature.

Les circonstances historiques et les décisions politiques, qui découlent de la guerre franco-prussienne de 1870, ont marqué de manière imprévue et non moins durable la morphologie urbaine de Strasbourg. L'ensemble architectural de la Neustadt évolue de fait entre deux nations : la Prusse qui a orchestré le plan d'urbanisme et la France qui a concouru à son achèvement et à sa patrimonialisation (classements aux Monuments historiques, dossier de candidature de l'Unesco).

Aujourd'hui à Strasbourg, la Neustadt apparaît clairement comme un nouveau patrimoine totalement inclus dans le paysage urbain local depuis sa labellisation Unesco en 2017. Les activités touristiques (du petit train aux visites guidées) rendent compte au grand public des complexités et des spécificités locales d'une zone frontière. ■

Stéphane MICHONNEAU
Professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Est Créteil – Centre de recherche en histoire européenne comparée

RUINES ET MÉMOIRES DE VILLES BOMBARDÉES EN GUERRE D'ESPAGNE

Même si elles n'en sont pas le théâtre principal, les combats de la guerre d'Espagne touchent de nombreuses localités urbaines, ce dont le souvenir du bombardement de Guernica témoigne. Les ruines-vestiges sont dès le début l'objet d'un véritable investissement mémoriel de la part du régime franquiste.



Guernica, huile sur toile, Pablo Picasso, 1937.
© Museo Nacional Centro de Arte Reina Sofia, Madrid, Spain, Photo Josse / Succession Picasso / DACS, London 2025 / Bridgeman Images

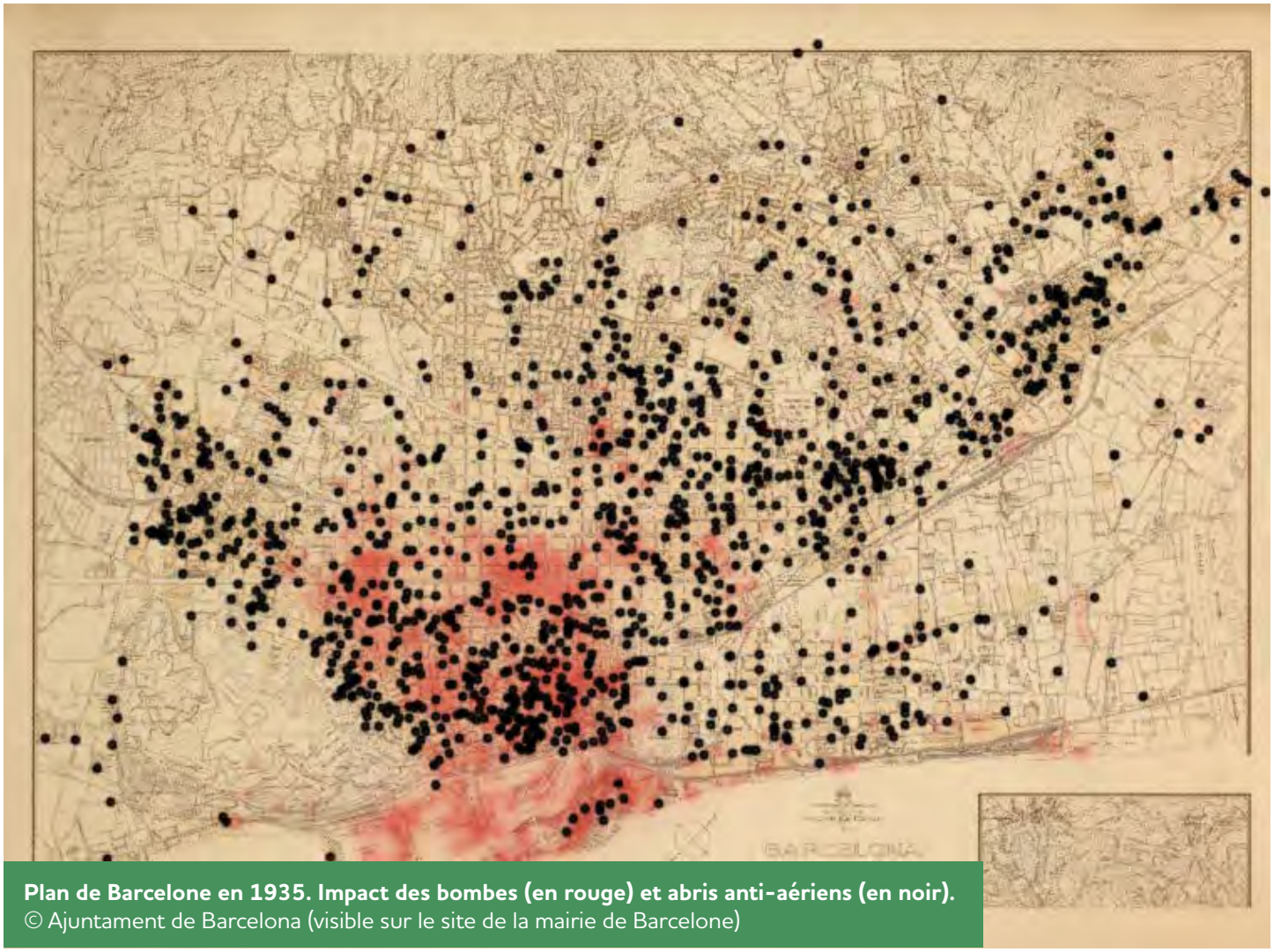
Le bombardement de la ville basque de Guernica, le 26 avril 1937, par l'aviation de la légion allemande Condor, demeure encore aujourd'hui le symbole universel de la ville en guerre. Cette opération qui dura trois heures quinze causa la destruction des deux tiers du bâti et la mort de 1 654 personnes sur les 7 000 que comprenait la localité avant-guerre. Guernica ne fut ni la première, ni la dernière des cités espagnoles touchées par un tapis de bombes, stratégie théorisée par Giulio Douhet dès 1921. Madrid fut ainsi attaquée dès novembre 1936, Gijón en août 1936 et surtout, Durango en mars 1937. Après Guernica, les villes de Barcelone, Alicante, Oviedo, Saragosse, Cordoue, Valladolid et Madrid, entre autres, furent atteintes. Mais seule la cité basque inspira le célèbre tableau du même nom, peint par Picasso à Paris, et retourné à l'Espagne en 1981, œuvre qui éleva ce bombardement particulier au rang de mythe.

Bombardements de civils et images victimaires

Si l'on exclut les combats survenus au lendemain du coup d'État militaire dans différentes villes espagnoles contrôlées par les milices ouvrières, le 19 juillet 1936, les grandes agglomérations furent rarement le lieu des combats de la guerre d'Espagne, le siège de Madrid mis à

part. Par contre, nombre de localités plus modestes prises sous le feu du front eurent à souffrir de destructions massives, comme Brunete et Getafe, près de Madrid, ou Alcañiz, Belchite et Teruel, en Aragon. En effet, après l'échec des offensives contre Madrid par les troupes franquistes, de novembre 1936 à mars 1937, Franco pencha pour une guerre de mouvement qui grignotait pas à pas le front mais qui avait intérêt à éviter des combats urbains au déroulé toujours hasardeux et extrêmement coûteux en hommes et en matériel. Les bombardements urbains étaient donc surtout motivés par des raisons psychologiques, afin d'affaiblir la résistance républicaine. À l'issue de la guerre, seul 2 % du bâti espagnol avait été touché par les destructions, mais selon des proportions très disparates (92 % à Belchite, 80 % à Rodén, 45 % à Alcañiz, 26 % à Madrid, contre 3,4 % à Barcelone par exemple). Les grandes villes furent ouvertes à l'occupation franquiste sans combats, comme Barcelone le 19 janvier 1939, ou Madrid le 28 mars 1939.

Si les villes ne furent pas le théâtre principal de la guerre, Madrid mis à part, les civils urbains n'en furent pas moins victimes. À Barcelone par exemple, on compte au total 2 500 tués par bombardement pour une ville d'un peu plus d'un million d'habitants. La terreur marqua profondément les populations, comme l'attestent les reportages photographiques de Manuel Albero y Segovia. Elle put servir la contre-propagande républicaine qui multiplia les clichés de femmes et d'enfants sans défense pour inciter les opinions publiques étrangères à la solidarité, comme en témoigne l'affiche *Ayuda a Madrid* (Aide Madrid) éditée par la Junte de défense de Madrid, et légendée : « Que fais-tu pour éviter cela ? ». Ces images reposent sur une triade iconographique : l'avion (ou la bombe tombant du ciel) comme agent de la terreur, les ruines comme effet de son pouvoir de destruction, les victimes civiles – le plus souvent une mère et son enfant – comme cri d'accusation. Ces victimes « innocentes » soulignaient le caractère injustifié et monstrueux des attaques aériennes. Les photographies de



Plan de Barcelone en 1935. Impact des bombes (en rouge) et abris anti-aériens (en noir).
© Ajuntament de Barcelona (visible sur le site de la mairie de Barcelone)

Kati Horna, grande reporter d'origine hongroise, donnent à voir des maisons éventrées, telles des maisons de poupée, qui figurent le viol de l'intimité familiale. Les clichés d'amas de ruines montrent des objets du quotidien rescapés des bombes qui soulignent métaphoriquement la disparition de leurs propriétaires.



Augusto Fernández Sastre, *Qué haces tú para evitar esto? Ayuda a Madrid* (Que fais-tu pour éviter cela ? Aide Madrid), 1937.
© Collection La contemporaine

Mais les souffrances des habitants furent bien réelles : l'exode vers les villes des réfugiés venus des zones de conflit provoqua une disette permanente qui conduisit, estime-t-on aujourd'hui, à la mort d'environ 220 000 personnes. L'évacuation des enfants à Madrid donna lieu à des scènes déchirantes. La survie dans les abris – 1 400 rien qu'à Barcelone – fut des plus précaires. À l'arrière des fronts, une terrible répression s'abattit, à la recherche d'hypothétiques « cinquièmes colonnes », qui provoqua 54 000 assassinats du côté républicain, dont près de 7 000 ecclésiastiques, et de 80 à 90 000 du côté franquiste.

L'ŒUVRE POLITIQUE DE RECONSTRUCTION

Aux lendemains de la guerre, le Service national des régions dévastées, créé en février 1938, devint la Direction générale des régions dévastées (DGRD), en avril 1939, qui avait pour attribution de reconstruire les logements, les édifices publics, les monuments et les infrastructures, mais pas les édifices religieux qui étaient dévolus à un autre organisme. Jusqu'en 1957, la DGRD fut placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur dirigé par Ramón Serrano Súñer, le beau-frère de Franco. Elle entreprit environ 40 000 chantiers guidés par des considérations politiques : 187 localités furent ainsi désignées comme « adoptées par le Caudillo » parce qu'elles avaient connu plus de 75 % de destructions. L'essentiel des moyens financiers s'y concentrèrent, en mobilisant notamment 40 000 prisonniers contraints par le système de « rédemption des peines », autrement appelé *La Merced*. Celui-ci assurait la mobilisation d'une main-d'œuvre quasi gratuite au nom d'une idéologie du rachat chrétien attribuant aux ex-républicains la responsabilité de la totalité des destructions. Par exemple, le bourg rural de Belchite, avec ses 3 600 habitants, à 40 km de Saragosse, concentra 36 % des moyens financiers dédiés à la région aragonaise, qui comprenait pourtant 13 800 chantiers de reconstruction. Cette somme était quatre fois supérieure à celle consacrée à la ville d'Oviedo, grande cité industrielle des Asturies.

À ces choix politiques s'ajouta une situation économique désastreuse, considérablement aggravée par le choix de l'autarcie : il fallut attendre le milieu des années 1950 pour récupérer les niveaux de production d'avant-guerre. Par conséquent, l'œuvre de reconstruction tarda plusieurs décennies – 23 ans dans le cas de Belchite – alors que les pays qui connurent le désastre de la Seconde Guerre mondiale s'en relevèrent en une décennie à peine. La persistance du marché noir et du rationnement (jusqu'en 1952), le manque de matériaux de base, la corruption inhérente au système de prédation des richesses au bénéfice des vainqueurs établi par le franquisme, la gouvernance catastrophique des chantiers par administration directe de l'État prolongèrent l'ombre de la guerre sur une population réduite à la misère. La reconstruction, qui servait de vitrine au régime pour montrer ses « réussites », ne fut pas la priorité de Franco : en 1943, 54,3 % du budget de l'État était réservé aux forces armées et aux forces de l'ordre pour le maintien d'un puissant régime d'occupation et de répression :



Le général Franco et le gouverneur général de Tolède, José Moscardó, à la tête des cadets libérés après la prise de Tolède par les troupes nationalistes, 1er octobre 1936.
© Keystone-France / Getty images

40 000 personnes furent exécutées après 1939 et près de 270 000 emprisonnées selon les statistiques officielles – un chiffre estimé à 600 000 selon les historiens. C'était le temps de la punition et de l'expiation des péchés soi-disant commis par la République, pour purger la société espagnole.

En ce sens, il est difficile de parler d'après-guerre dans l'Espagne franquiste, tant la société vécut dans une forme de paix armée fondée sur une stricte discrimination entre vainqueurs et vaincus, soigneusement entretenue par le régime jusqu'à son extinction. La gestion des vestiges de la guerre est à cet égard éclairante en ce qu'elle servit à perpétuer les mémoires vivaces de la victoire des uns contre la défaite des autres. De nombreuses ruines de guerre furent ainsi conservées pour former dans la péninsule un archipel de destructions préservées, selon une véritable « mystique » des ruines, peut-être inspirée de la théorie des « ruines productives » élaborée par Albert Speer, l'architecte du nazisme. Les ruines se convertirent en un théâtre obligé de très nombreuses cérémonies fascistes, en ce qu'elles étaient censées dénoncer la « barbarie rouge » et justifier aussi bien le coup d'État de 1936 que la guerre qu'il déclencha. Aux lendemains de la prise de Tolède, en septembre 1936, Franco se fit filmer au milieu des décombres du célèbre Alcazar, qui avait vu la résistance d'une poignée de cadets face aux bombardements républicains. D'innombrables photographies de régiments en visite dans ces ruines témoignent de la pérennité de ce culte après-guerre, jusqu'à la reconstruction intégrale du monument historique en 1965.

Les ruines pérennes de la guerre

Un temps, le régime imagina de conserver le champ de ruines de la Cité universitaire de Madrid, lieu principal des combats, en un immense monument commémoratif à sa victoire. Le plan de reconstruction de la zone, en 1942, garda longtemps l'idée d'une conservation partielle de la scène de guerre, ce qui ne se réalisa finalement pas. À Madrid encore, la caserne de la Montagne ne fut pas conservée. Mais à Ségovie, les ruines du couvent de Saint Augustin

3 RECONSTRUCTIONS ET MÉMOIRES



Cérémonie à Belchite, 30 mai 1940.
© Archives générales de l'administration, Alcalá de Henares

furent reconverties en monument aux *Caídos*, c'est-à-dire en mémoire de ceux qui avaient combattu aux côtés des franquistes : l'obligation faite d'ériger partout en Espagne ce type de monument put tirer avantage de la présence des ruines. Mais globalement, les grandes villes ne furent pas des lieux privilégiés de conservation des ruines de guerre, contrairement aux villes britanniques ou allemandes de l'après Seconde Guerre mondiale. En ville, les vestiges des bombardements demeurèrent longtemps comme des cicatrices, des dents creuses qui marquaient le paysage urbain, avant que le « miracle économique » des années 1960 ne les efface définitivement.

Par contre, le choix explicite de la conservation se porta sur des bourgs ruraux et des édifices isolés : le Cerro de los Ángeles, au sud de Madrid, bien que reconstruit en 1965, conserve encore les vestiges de l'ancien monument, consacré en 1919 au Sacré Cœur et dynamité par les républicains pendant la guerre pour la signification religieuse qu'il revêtait. Le monastère de Santa María de la Cabeza, près de Jaén, connut le même sort. À Belchite, la décision de conserver l'intégralité du bourg en ruines et de reconstruire un nouveau bourg jouxtant la scène de bataille fut prise dès le printemps 1938. Cet « Oradour-sur-Glane » espagnol (les deux communes sont jumelées depuis 2017) fut le lieu d'innombrables cérémonies franquistes et se peupla d'un nombre important de monuments aux *Caídos* et de tombes individuelles. Il devint l'épicentre d'un tourisme politico-religieux pour les autorités locales et nationales, les associations d'anciens combattants, les organismes de la Phalange, les enfants des écoles et même les habitants de Saragosse, toute proche. Des routes touristiques furent organisées par les services de propagande dès avril 1939. De toute l'Espagne confluaient des courriers demandant à la municipalité d'envoyer des pierres provenant des ruines du bourg, comme s'il s'agissait de reliques. Cet usage politique intense n'empêchait pas que, longtemps, les habitants continuent à vivre parmi les ruines dans des conditions difficiles, jusqu'à leur transfert obligatoire dans le nouveau village, reconstruit grâce à la présence d'un camp de travail de près de 1 000 prisonniers, en 1963.

Mais à partir des années 1960, qui virent l'Espagne s'ouvrir à l'économie de marché et connaître une intense croissance économique, le souvenir de la guerre changea : il mit désormais l'accent sur l'horreur d'un conflit fratricide qui justifiait *a posteriori* l'imposition d'une dictature de paix. En 1964, la dictature célébra les « 25 années de paix » de Franco et refonda sa légitimité non plus sur la victoire de 1939, mais sur sa capacité à promouvoir la paix sociale et la prospérité économique, sans pour autant instaurer la moindre perspective de réconciliation. À Belchite, cette

nouvelle ère se traduisit par un abandon progressif des ruines où les dernières manifestations commémoratives sont attestées de la part d'une poignée de nostalgiques jusqu'en 1968. Dans la mesure où les parcelles n'avaient pas été expropriées, comme à Oradour dès 1946, les habitants reprirent leurs droits et exploitèrent le champ de ruines pour en revendre les matériaux ou tout simplement abattre des édifices chancelants qui menaçaient de s'effondrer sur les visiteurs. Cet abandon, voire cette dépolitisation des ruines, correspond bien au tournant des politiques de mémoire opéré par le franquisme à partir de 1964.

L'avènement de la démocratie à partir de 1975 ne changea pas immédiatement le destin des ruines de Belchite, sinon que le nouveau régime exaltait cette fois-ci un message de paix sociale lié à l'idée de la réconciliation des Espagnols. Un nouvel intérêt pour les ruines se manifesta à partir du milieu des années 1980, mais simplement motivé par la valeur architecturale et esthétique de certains bâtiments, notamment les églises de style mudéjar. Début 1990, un projet de réhabilitation fut conçu par la municipalité, « Belchite pour la paix », pour tenter de reconvertir les ruines en lieu de réconciliation : des anciens combattants républicains furent admis, mais à la condition de commémorer leurs morts dans les cadres hérités du franquisme, ce qu'ils refusèrent. À la fin des années 1990, le plan de restauration de huit édifices fut levé, ce qui montre l'apparition d'une nouvelle conscience culturelle pour les vestiges de la guerre, mais encore sélective.

Aussi, la patrimonialisation des ruines de Belchite en tant que plus grand vestige demeurant de la guerre civile en Espagne se fit jour tardivement, dans les années 2000. À partir de 2002 et jusqu'en 2011, des interventions de consolidation de certains édifices furent réalisées. En 2004, un programme de restauration des lieux de bataille de la guerre d'Espagne vit le jour à l'échelle régionale. En 2014, la municipalité fit élever des barrières de protection et organisa des visites qui gagnèrent en popularité : ils attirent aujourd'hui près de 40 000 visiteurs par an.

En Espagne, on assiste depuis les années 2000 à un puissant mouvement de redécouverte des traces de la guerre civile, notamment des champs de bataille. Il demeure très inégal selon les régions concernées et la couleur politique des autorités aux responsabilités. En Catalogne par exemple, des programmes systématiques de restauration ont conduit à l'aménagement pour le tourisme de guerre de plusieurs localités, dont Cobera d'Ebre, témoin de la célèbre bataille de l'Èbre, à l'été-automne 1938, sous l'égide du *Memorial Democràtic* fondé en 2007. Le phénomène s'étend au



Ruines de Belchite, 2014.
© S. Michonneau

patrimoine urbain, désormais remis en valeur, comme la sauvegarde des refuges anti-aériens ou des batteries de défense de la DCA (la défense contre avions) autour de Barcelone. En 2007, l'abri 307, à Poble Sec, fut muséifié. Ce type d'initiative est en revanche absent de l'agenda patrimonial madrilène par exemple.

La patrimonialisation actuelle des vestiges de guerre, y compris urbains, reflète une nouvelle vision de la guerre d'Espagne : elle n'est plus héroïque comme au temps de la dictature, mais victimaire en mettant l'accent sur le vécu des combattants et des populations civiles, sur les souffrances et les sacrifices des victimes d'un conflit dont on ne comprend plus guère les enjeux politiques. On peut assimiler cet effet de décontextualisation à une forme de résilience, qui réconcilie les descendants des parties engagées dans la guerre au prix d'un effacement des visions contradictoires du monde qu'elles portaient alors. En tout cas, les vestiges de la guerre sont à nouveau devenus des ressources symboliques et économiques en ce qu'elles alimentent un intense tourisme de guerre. ■

Pierre OUTTERYCK
Professeur agrégé d'histoire – association CRIS (création recherche innovations sociales)

DE LA GRÈVE DES MINEURS DU PAYS NOIR EN 1941 AU FORT D'HUY EN BELGIQUE : CONSTRUIRE UNE MÉMOIRE TRANSFRONTALIÈRE

En 1941, la grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais, rattaché au commandement militaire de Bruxelles, entraîne une répression impitoyable dont le fort d'Huy abrite la trace. La construction mémorielle autour d'un projet de jumelage de part et d'autre de la frontière franco-belge en porte témoignage.

Depuis 1996, le concept démo-géographique de zonage en aires urbaines (ZAU) a remplacé le terme de zone de peuplement industriel et urbain (ZPIU) utilisé dès les années 60. Le concept de ZPIU semble toutefois plus efficient pour analyser et comprendre le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, aujourd'hui encore appelé Pays noir. Cet étroit arc de cercle, long de près de cent trente kilomètres et large de vingt à trente, demeure présent dans la mémoire et même dans la vie quotidienne des populations, bien que ce territoire ait été profondément remodelé par la fermeture des mines, la disparition de zones d'activités industrielles, l'abandon de certaines lignes de chemins de fer et la percée d'importantes trouées routières, dont la rocade minière.

Jusqu'aux années 60, le bassin minier était une entité particulièrement bien structurée, une zone industrielle et humaine spécifique marquée par le poids de la classe ouvrière, en particulier celui des mineurs. Il n'était pas un isolat clos ; les populations y circulaient, changeant de domicile, de fosse ou de lieu de travail. Tous les matins, une part non négligeable de cette population prenait de mauvais autobus ou des trains peu confortables pour travailler à Arras et plus encore dans l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing ; en effet, dès quatorze ans, les jeunes filles se rendaient dans les usines textiles de la banlieue lilloise. Ainsi, l'échange d'informations, de pratiques comportementales, de rapports à l'autorité remodelaient peu à peu les rapports sociaux et même les rapports au sein des familles.

Pour le visiteur ou le voyageur qui traversait cet espace dominé par les cheminées d'usines métallurgiques et des verreries, par les beffrois, chevalets et terrils construits par les compagnies des mines, ce Pays noir apparaissait


OBERFELDKOMMANDANTUR 670
DER OBERFELDKOMMANDANT

BEKANNTMACHUNG

OBERFELDKOMMANDANTUR 670
DER OBERFELDKOMMANDANT

AVIS

Avis de condamnation émanant de l'*Oberfeldkommandantur* 670, 3 juin 1941.
© Archives départementales du Pas-de-Calais

comme un monde fantastique, parfois dantesque, qui au mieux intriguait, au pire terrorisait, même les propriétaires de compagnies vivant dans des châteaux protégés par de hauts murs et de très grands parcs boisés. Le bassin minier était constitué d'immenses ateliers, parfois creusés dans le sous-sol d'où était extraite la houille. Plusieurs fois par jour, les sirènes mugissaient, les molettes qui tournaient inlassables en haut des chevalements signalaient, elles, que tout était en ordre, que tout fonctionnait bien. Le Nord et le Pas-de-Calais, avec quelque 32 000 tonnes de charbon

extrait en 1939 constituaient, et de loin, le plus grand bassin français d'extraction houillère. Ce bassin, qui faisait vivre plus d'un million de personnes et était, après Paris, la plus grande et la plus productive région industrielle de France, va susciter la convoitise du IIIe Reich en guerre.

Le bassin minier : un espace industriel indispensable

En effet, l'Allemagne nazie manque de sources d'énergie (pétrole, gaz) et même de houille. Le charbon est aussi indispensable pour la carbochimie, nécessaire pour produire les ersatz dont ont besoin l'armée et l'économie allemande.

Dès le 13 mai 1940, la Wehrmacht a franchi les Ardennes et attaque l'est et le sud du bassin minier. Elle ne pénètre pas au sein de cette vaste zone industrielle, évitant ainsi toute destruction massive des usines et des installations minières. En revanche Wehrmacht et SS commettent de nombreux crimes contre les civils et prisonniers de guerre.

Déjà, le 22 mai, au moment de la bataille d'Arras, les SS « Totenkopf », au visage barbouillé de suie, massacrent 45 civils à Berles-Monchel ; 98 personnes sont assassinées à Aubigny-en-Artois le même jour. Mais c'est après les violents combats de la ligne des canaux que se produisent les massacres les plus importants : 48 civils et réfugiés sont abattus à Beuvry les 24 et 25 ; 98 prisonniers britanniques à Lestrem près de Béthune le 26 ; 80 autres à Esquelbecq et 124 à Oignies et Courrières le 28 ; 32 prisonniers marocains à Febvin-Palfart le 30. Au total, plus de 500 civils et prisonniers ont été abattus. Ces massacres ont pour but de sidérer, tétaniser et terroriser les habitants. Ces horreurs ravivent les souvenirs du premier conflit mondial. L'occupant espère ainsi que la population n'aura plus la force de réagir ; il la pense soumise, alors que rapidement extraction et production doivent reprendre pour alimenter la machine de guerre nazie.

Pourtant, dès l'été 1940, réticence et résistance s'organisent. Le parti communiste, interdit et en apparence éradiqué, parvient en quelques mois à organiser un véritable réseau de femmes et d'hommes faisant circuler mots d'ordre, consignes, tracts, journaux clandestins, parfois même explosifs et armes. Cette mobilisation invisible surprend autorités françaises et allemandes. Après plusieurs tentatives qui permettront à la résistance d'affiner ses pratiques mêlant silence, ruse, et refus de provocations et surtout d'un affrontement frontal coûteux en vies humaines, le bassin minier entre en grève en mai-juin 1941. Cette grève est motivée par les conditions de travail, la présence et les exigences croissantes de l'occupant.



Reprise du travail aux mines de Liévin sous surveillance allemande, été 1940.
© Archives départementales du Pas-de-Calais

Lors de cette grève, qui dure deux semaines, du 27 mai au 9 juin, la plus importante de l'Europe occupée par les forces du IIIe Reich, mineurs d'origine française, mineurs polonais, italiens, espagnols… se rassemblent et arrêtent le travail. Les femmes, parmi lesquelles Martha Desrumaux, dirigeante communiste expérimentée, ont joué un rôle essentiel. Les autorités françaises et occupantes avaient des difficultés à concevoir que ces femmes, que le Code civil de 1804 infériorise, pouvaient être des résistantes à part entière, actives et efficaces. Enfin, lors de cette grève qui mit en mouvement les corons, les cités ouvrières et les fosses, les abatteurs, pour la plupart polonais, jouent un rôle essentiel. Ils arrêtent toute extraction et organisent une « grève bouchon » : en stoppant leur travail, les ouvriers d'un secteur arrêtent la chaîne de production toute entière.

Certes 244 mineurs sont déportés. Pourtant la répression ne peut liquider ce mouvement de masse : car, sans mineurs, l'occupant ne peut plus obtenir de charbon. Néanmoins, cette grève va être marginalisée ; elle ne renvoie pas à la geste héroïque de la résistance, telle qu'elle sera souvent mise en avant et célébrée au lendemain de la guerre.

3 RECONSTRUCTIONS ET MÉMOIRES

Construire une mémoire collective

Durant la Seconde Guerre mondiale, le bassin minier n'a pas été détruit, contrairement au sort qui lui fut réservé vingt ans plus tôt. En 1918, il a fallu quatre ans avant que la production houillère ne retrouve son niveau de 1913. Déportés à Sachsenhausen dès juillet 1941, les mineurs, hormis les organisateurs et les meneurs, n'ont pas obtenu le titre de « déportés résistants », mais celui de « déportés politiques », la grève n'ayant pas été reconnue comme un acte de résistance.

Ce constat fait partie des enjeux mémoriaux qui ont existé et perdurent depuis la Libération. Dès 1982, nous [association CRIS] nous sommes rendus à la forteresse de Huy lors d'un pèlerinage organisé entre autres par la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP). Bénéficiant des explications données par Jean-Marie Fossier qui y avait été déporté, nous pouvions mesurer les horreurs qui s'y déroulèrent. À Huy étaient rassemblés les résistants arrêtés en Belgique et dans la « zone rattachée » (Nord et Pas-de-Calais occupés). Cette histoire était totalement oubliée. Nous y revenions trente ans plus tard avec Annie Dubois, présidente de l'association des orphelins de résistants. Elle était née en 1942 et n'avait jamais connu son père, Willy Dubois, mort à Flossenburg en janvier 1945. Le fort était déjà devenu un lieu de mémoire, structuré par la ville de Huy grâce au concours de Bernadette Latinne, qui joua le rôle de conservatrice. À la maison commune, profondément émue, Annie Dubois fit une intervention remarquée. Françoise Kunsch, échevine, l'écouta très attentivement. Dès lors, l'idée germa de développer un partenariat entre cette ville et nos deux départements.

En 2014, un raid organisé entre Avion, Grenay (proches de Lens) et Sachsenhausen fut une étape nouvelle.

Guy Patin, devenu paraplégique à la suite d'un accident, parcourut en fauteuil roulant les 2 000 km qui séparaient Avion de Sachsenhausen. Il fit bien sûr une étape à Huy. Il reproduisait ainsi le parcours de son arrière-grand-père, Alfred Leriche, mineur, arrêté le 6 juin 1941 à Avion, transféré à Huy puis déporté à Sachsenhausen à la fin juillet 1941.

Le 26 juillet 2014, des jeunes de Grenay et les autorités du Brandeburg accueillirent Guy Patin à l'entrée du camp.

Depuis 2015, chaque année, une rencontre a lieu à Huy. Des jeunes de la commune de Grenay font également partie des acteurs de ces retrouvailles mémorielles.


"Camarades"

Voici le cahier de revendications, qui a été déposé au Délégué mineur du Puit N° 17.

Si la Situation Belge, nous en déposerons un semblable auprès de Mrs l'ingénieur du N° 9 ou de la direction des Mines de Courrières.

"Revendications des ouvriers, Fosse N°9 et N° 17 de Courrières"

1° Arrêt des poursuites pour fait de grève et libération des ouvriers arrêtés à Fosse Delaumet de Rouvroy.

2° Ravitaillement mieux assuré, notamment pour le pain, la viande et les pommes de terre; augmentation de la portion de pain, celle-ci devrait être portée à 800 gr. pour chaque ouvrier; augmentation de 500 gr de viande par semaine et une savonnette par semaine; augmentation des tickets de portion de Margarine.

3° Augmentation des Salaires sur la base de 2 francs par heure à l'augmentation du coût de la vie. Diminution du coût de la vie par application de mesures contre la Spéculation et la Hausse et notamment par la municipalité même des prix de divers denrées alimentaires.

4° Reclassement des démobilisés retour de captivité et libération d'un rappel.

5° Revendication des mêmes avantages à carte N°1 carte spéciale de Margarine et de savon, cette pour Travailleurs du jour comme ceux de fond.

6° Bénéfice du paiement de la Vie au Foyer, pour nos camarades Etrangers

7° Cessation des Brimades; Amendes, Heures en bas, étiquettes, etc

8° Paiement des 2 Semaines d'exécutions.

9° Paiement de la dem. Heure Supplémentaire.

10° Hausse de la retraite des ouvriers mineurs.

11° Remboursement des ouvriers Démobilisés F et Etrangers Tous.

Cahier de revendications des ouvriers des fosses n° 9 et 17 des mines de Courrières, non daté.
© Archives départementales du Pas-de-Calais

Depuis le 26 juillet 2022, les liens entre les deux villes se sont renforcés au nom de l'histoire, du combat pour les libertés et de la paix. Un pacte d'amitié a été scellé entre les deux villes :

« Nous Éric Dosogne, Bourgmestre f.f. [faisant fonction] de Huy (Belgique)
Et Christian Champiré, Maire de Grenay (France)
Librement désignés par le suffrage de nos concitoyens,
Considérant les liens entre la Ville de Huy et la Ville de Grenay, d'où provenaient les mineurs déportés au fort de Huy lors de la grève patriotique qui se déroula du 27 mai au 9 juin 1941 dans l'ensemble du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais ;
En ce jour, prenons l'engagement solennel
Dans le respect des relations établies entre nos deux pays et en accord avec le principe de subsidiarité ;
De maintenir des liens permanents entre les municipalités de nos Villes afin de dialoguer, d'échanger nos expériences



Fort de Huy, 2025.
© P. Outteryck

et de mettre en œuvre toute action conjointe susceptible de nous enrichir mutuellement dans tous les domaines relevant de notre compétence ;
D'encourager et de soutenir les échanges culturels, économiques, sociaux, sportifs, éducatifs et touristiques entre nos concitoyens pour développer, par une meilleure compréhension mutuelle et une coopération efficace, le sentiment vivant de la fraternité européenne au service d'un destin désormais commun ;
D'agir selon les règles de l'hospitalité, dans le respect de nos diversités, dans un climat de confiance et dans un esprit de solidarité ;
De garantir à toute personne la possibilité de participer aux échanges entre nos deux communes sans discrimination de quelque nature que ce soit ;
De promouvoir, à travers nos échanges et notre coopération, les valeurs universelles que constituent la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit ;
De conjuguer nos efforts afin d'aider dans la pleine mesure de nos moyens au succès de cette nécessaire entreprise de paix, de progrès et de prospérité : l'unité européenne. »

Deux ans plus tard, le 23 juillet 2024, les liens se renforcent : Christophe Colignon, député-bourgmestre de Huy et Christelle Buissette, désormais maire de Grenay, signent un serment de jumelage :

« [...] En ce jour, nous prenons l'engagement solennel
De maintenir des liens permanents entre les municipalités de nos communes,
De favoriser en tous domaines les échanges entre leurs habitants pour développer par une meilleure compréhension mutuelle le sentiment vivant de la fraternité européenne,
De conjuguer nos efforts afin d'aider dans la pleine mesure de nos moyens au succès nécessaire entreprise de paix et de prospérité : l'unité européenne. [...] ».

Alors que dans le bassin minier le Comité d'entente des associations issues des résistances des déportations et des internements en Nord-Pas-de-Calais (le CERDI) prépare un monument pour célébrer les caractéristiques de la grève de mai-juin 1941 (rôle des mineurs, place des immigrés polonais, italiens, espagnols... et engagement des femmes), la forteresse de Huy, lieu de mémoire largement reconnu, devient le centre de multiples initiatives.

La passerelle créée entre les deux villes en 2011 est devenue, quinze ans plus tard, un véritable pont. Le travail de mémoire pourra s'inscrire plus fortement dans l'actualité mémorielle du bassin minier. Plus largement, en 2014, Christiane Taubira, garde des Sceaux, a fait adopter une disposition législative qui dispose que « les grèves des mineurs qui ont eu lieu en 1941, 1948 et 1952 sont enseignées à travers les programmes scolaires et intégrées aux programmes de recherche en histoire et sciences humaines. ■

Louis TEYSSEDOU
Doctorant à l'université d'Artois – Centre de recherche et d'études histoire et sociétés (CREHS)

LA RECONSTRUCTION ET L'AMI AMÉRICAIN : DUNKERQUE ET AMIENS EN SORTIES DE GUERRE

Les bombardements massifs de la campagne militaire de 1940 et de l'été de la Libération font d'Amiens et de Dunkerque un champ de ruines. Louis Teyssedou restitue ici les enjeux et les chantiers de la reconstruction, évoquant le rôle particulier joué par les États-Unis au chevet de ces deux villes meurtries.



Habitants de Dunkerque parmi les ruines, sans date.
© Archives de Dunkerque / Centre de la mémoire urbaine d'agglomération

Lors de la campagne de France, en mai-juin 1940, les villes d'Amiens et de Dunkerque sont détruites par les bombardements de la Luftwaffe. Comme pour les autres villes bombardées, la question de leur reconstruction se pose dès l'été de la défaite, le régime de Vichy faisant de ce chantier une des priorités de la « Révolution nationale ». La sortie de guerre à l'échelle du pays ouvre la séquence des chantiers de grande ampleur, dont le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) est l'artisan, et s'accompagne pour ces deux villes d'une empreinte étatsunienne notable.

Le legs de la guerre et de Vichy

Pendant les six semaines que dure la campagne de France, les deux villes sont soumises à l'intensité des bombardements de l'aviation allemande. Pilonné à partir du 18 mai 1940, le centre-ville d'Amiens est détruit à 75 %. À la fin de l'été, 40 000 Amiénois sont sans abri. Dans son rapport du 14 novembre 1940, le préfet de la Somme indique que 12 000 maisons ont été rasées, 21 000 endommagées. Dans la nasse de Dunkerque, c'est sous un déluge de feu qui ravage les immeubles et les infrastructures que quelque 340 000 soldats britanniques, canadiens et français gagnent les côtes sud du Royaume-Uni entre le 27 mai et le 4 juin, lors de l'opération Dynamo.

La fin des combats qu'entérine la signature de l'armistice se traduit rapidement par les premières décisions prises par le régime de Vichy autour de la question des ruines. Un arrêté préfectoral du 4 septembre 1940 acte la nécessité d'un plan d'urbanisme et d'aménagement d'Amiens. En novembre, la délégation spéciale, appuyée par le commissaire à la reconstruction immobilière, André Muffang, sélectionne le projet de Pierre Dufau, un jeune architecte local, pour servir de base à la poursuite des études. C'est à l'un des maîtres de la profession, Auguste Perret, alors âgé de 67 ans, que revient la reconstruction du quartier excentré de la gare.

En octobre 1941, le même André Muffang rédige l'avis de classement de Dunkerque qui porte la commune au rang des villes sinistrées. Un décompte publié dans la presse régionale estime les dommages de la campagne militaire de 1940 à environ 10 000 logements touchés, soit plus

de 80 % du parc immobilier dunkerquois. La nouvelle administration mise en place par le régime de Vichy désigne l'architecte Gaston Bardet pour reconstruire la ville. Les architectes-urbanistes Jean Canaux et Roger Puget lui succèdent en mai 1942.

De 1943 à leur libération, Amiens et Dunkerque ne bénéficient toutefois que de chantiers de déblaiement. À Dunkerque, l'urbaniste Théodore Leveau est nommé en août 1944 pour aider Roger Puget et Jean Canaux, le travail de ces derniers ayant été critiqué par les représentants municipaux.

Le printemps et l'été 1944 replacent ces deux villes au cœur des enjeux militaires précurseurs de la victoire : en mai 1944, le quartier de la gare d'Amiens est la cible des bombardements stratégiques de l'aviation américaine dans le cadre des opérations préparatoires et de soutien au débarquement de Normandie ; la garnison allemande de la poche de Dunkerque ne se rend que le 9 mai 1945 après d'âpres combats, faisant de la cité de Jean Bart l'une des toutes dernières villes françaises libérées.

Débuter la reconstruction

Pour Dunkerque, Théodore Leveau transmet au ministère son projet d'aménagement et de reconstruction le 24 août 1945. Le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) le prend en considération le 4 février 1946, les échanges se poursuivant cependant jusqu'en 1949. Le conseil municipal, la chambre de commerce et diverses instances administratives demandent des modifications. La population locale exprime son désaccord *via* l'Union des sinistrés de Dunkerque. Jean Niermans, l'architecte en chef nommé la même année, n'approuve pas les décisions urbanistiques prises par Théodore Leveau avant lui, préférant un tracé rectiligne avec des voies dédiées aux automobiles et une ville dotée de places et de grandes perspectives. Or Leveau a appliqué les directives du MRU, créant un plan dont l'efficacité est la première qualité.

Si l'Union des sinistrés ne peut interdire les principes d'ouverture prônés par Niermans, elle arrive à freiner les audaces de Leveau en matière de remembrement, l'obligeant à abandonner certains projets, comme celui du déplacement de la gare de voyageurs. Le plan est finalement adopté à l'unanimité par le conseil municipal le 27 mai 1948 et validé par le ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, l'ancien résistant Eugène Claudius-Petit, le 24 mars 1949. Les premiers travaux peuvent débuter au printemps.


L'assemblée générale de l'Union des Producteurs de Lait de Picardie

AMIENS

AMIENOIS, APPRENEZ A CONNAITRE votre ville nouvelle, ses places, rues, avenues, passages ou impasses sans oublier... les 74 artères anciennes disparues en 1940 et non remplacées

Le Docteur LHEUREUX d'Amiens

Avis et Communiqués

BOVES

POIX

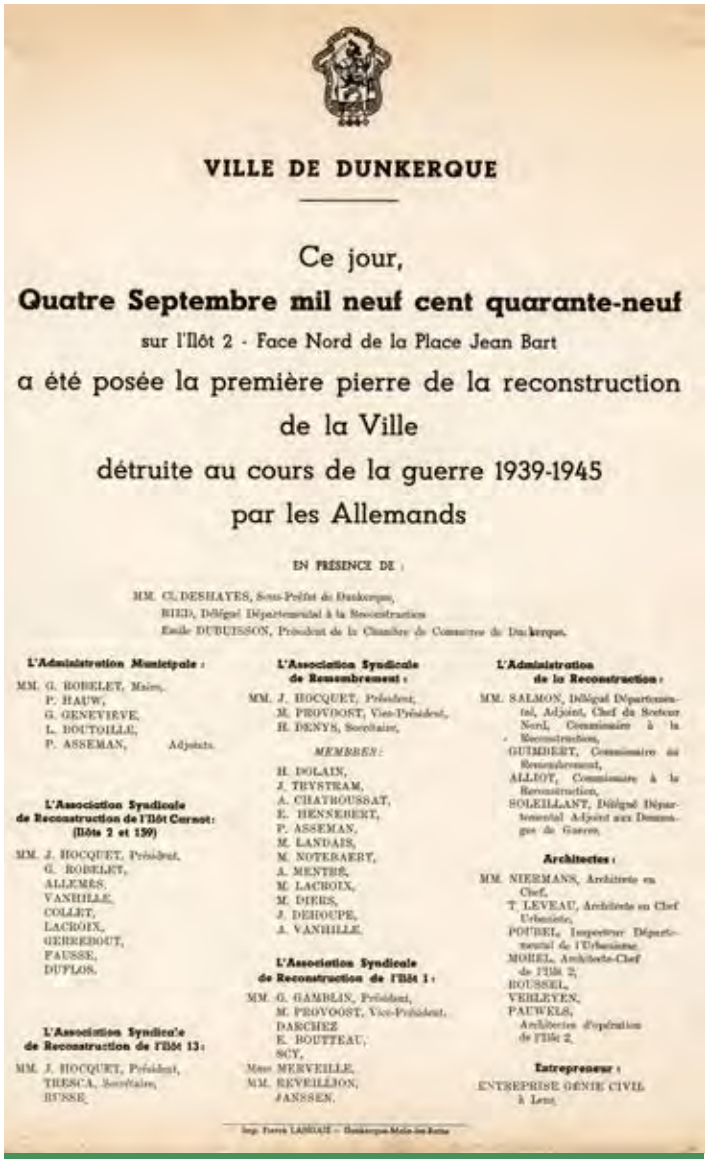
DISERNONT

Une du *Courrier picard*, 31 janvier 1956.
© Archives municipales et communautaires d'Amiens

À Amiens, le processus d'acceptation du projet de Pierre Dufau par la population est différent. En novembre 1942, une exposition permet aux habitants de prendre la mesure des bouleversements urbanistiques à venir. En 1945, aucun chantier n'a cependant encore débuté. Pire, la ville se couvre de baraquements en carton compacté, que renforce du bois. L'apparition de cet habitat précaire fait naître de nombreuses critiques de la part de la presse régionale et des Amiénois.

Un seul chantier débute en 1946 : celui des immeubles sans affectation individuelle (ISAI) du boulevard Faidherbe. Ces ISAI sont des programmes immobiliers portés par l'État, dont les logements construits sont remis à leurs propriétaires en échange des dommages de guerre qu'ils ont perçus par les services de la délégation départementale du MRU.

Si leur temporalité d'exécution varie, les débuts de la reconstruction qu'induit l'ampleur des destructions poursuivent les mêmes buts : une construction locative massive



VILLE DE DUNKERQUE

Ce jour,
Quatre Septembre mil neuf cent quarante-neuf
sur l'Îlôt 2 - Face Nord de la Place Jean Bart
a été posée la première pierre de la reconstruction
de la Ville
détruite au cours de la guerre 1939-1945
par les Allemands

EN PRÉSENCE DE :

MM. CL. DESHAYES, Sous-Préfet de Dunkerque,
BIED, Délégué Départemental à la Reconstruction
Emile DUBUISSON, Président de la Chambre de Commerce de Dunkerque.

L'Administration Municipale :
MM. G. ROBELET, Maire,
P. HAUW,
G. GENEVIEVE,
L. BOUTOILLE,
P. ASSEMAN, Adjoints.

L'Association Syndicale de Reconstruction de l'Îlôt Carnot (Îlôts 2 et 139)
MM. J. HOCQUET, Président,
G. ROBELET,
ALLEMES,
VANHILLE,
COLLET,
LACROIX,
GERREBOUT,
FAUSSE,
DUFLOS.

L'Association Syndicale de Reconstruction de l'Îlôt 13 :
MM. J. HOCQUET, Président,
TRESCA, Secrétaire,
BUSSE.

L'Association Syndicale de Remembrement :
MM. J. HOCQUET, Président,
M. PROVOOST, Vice-Président,
H. DENYS, Secrétaire,
MEMBRES :
H. DOLAIN,
J. TRYSTRAM,
A. CHATROUSSAT,
E. HENNEBERT,
P. ASSEMAN,
M. LANDAIS,
M. NOTEBAERT,
A. MENTRÉ,
M. LACROIX,
M. DIERS,
J. DEHOUPE,
J. VANHILLE.

L'Association Syndicale de Reconstruction de l'Îlôt 1 :
MM. G. GAMBLIN, Président,
M. PROVOOST, Vice-Président,
DARCHEZ
E. BOUTTEAU,
SOY,
Mme MERVEILLE,
MM. REVEILLION,
JANSSEN.

L'Administration de la Reconstruction :
MM. SALMON, Délégué Départemental, Adjoint, Chef du Secteur Nord, Commissaire à la Reconstruction,
GUIMBERT, Commissaire au Remembrement,
ALLIOT, Commissaire à la Reconstruction,
SOLEILLANT, Délégué Départemental Adjoint aux Dommages de Guerre,

Architectes :
MM. NIERMANS, Architecte en Chef,
T. LEVEAU, Architecte en Chef Urbaniste,
POUBEL, Inspecteur Départemental de l'Urbanisme,
MOREL, Architecte-Chef de l'Îlôt 2,
ROUSSEL,
VERLEYEN,
PAUWELS,
Architectes d'opération de l'Îlôt 2.

Entrepreneur :
ENTREPRISE GÉNIE CIVIL à Lens.

Imp. Pierre LARRIAUE — Dunkerque-Malo-les-Bains

Affiche de la pose de la première pierre de la reconstruction de Dunkerque, septembre 1949.
© Archives de Dunkerque / Centre de la mémoire urbaine d'agglomération

qui accompagne l'essor démographique du *baby boom* et que sous-tend la lutte contre l'insalubrité de l'habitat. Le zonage et le remembrement doivent permettre de traduire ces objectifs dans les faits.

Théodore Leveau, Jean Niermans et Pierre Dufau, les trois hommes qui portent ces réalisations ont une culture professionnelle commune, héritée de leur admission à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris – en 1920, pour les deux premiers, en 1929 pour le troisième. Niermans et Dufau sont également lauréats du Grand Prix de Rome, respectivement en 1929 et en 1938.

Dunkirk to Dunkerque

Le jeudi 28 novembre 1946, en ce jour de Thanksgiving, le maire de la ville de Dunkirk, Walter F. Murray, lance un appel en présence de l'ambassadeur de France aux États-Unis, Henri Bonnet.

Dans cette petite ville de l'État de New York, créée en 1880, et qui a pris le nom de Dunkirk car son port ressemblait alors à celui de la cité portuaire française, la population se mobilise et récolte de nombreux dons pour une valeur totale de 75 000 dollars. Le 7 décembre, une délégation menée par Henri Bonnet, est reçue à l'hôtel de ville. Elle assiste dans l'une des écoles de la commune à un spectacle sur l'histoire des deux villes avant de se rendre au monument aux morts pour inaugurer une plaque de bronze commémorant le *Dunkirk to Dunkerque Day*. La journée se poursuit avec un défilé et une émission radiophonique. En 1951, dans le cadre du plan Marshall, Z.A. Touroff, un cinéaste américain, réalise un documentaire d'un peu plus de 12 minutes intitulé *Et c'est arrivé ainsi (Dunkirk to Dunkerque)* mettant en image la mise en place et les modalités de cette solidarité transatlantique.

Cet appel est contemporain de celui du *Friendships Train*. Le 4 novembre 1947, le journaliste Drew Pearson lance un appel dans le quotidien *The Merry-Go-Round* : il souhaite qu'un train traverse les États-Unis d'ouest en est afin de collecter des dons à destination des sinistrés français et italiens. Cet appel, que relaie la presse écrite et télévisuelle, est couronné de succès : 700 wagons quittent le pays quelques mois plus tard, remplis de vivres et de vêtements.

Amiens, capitale mondiale d'un jour

À Amiens, l'aide étatsunienne se matérialise en 1946 avec la livraison de 300 baraquements de type UK 100 Churchill. Ces baraquements, fabriqués dans des usines du Connecticut et de Californie, étaient destinés au départ à la population britannique et avaient été commandés par Churchill. Faits de 100 pièces de bois et de homasote (carton compacté), ils disposent du confort de l'idéal nord-américain. Dotés d'une salle de bain avec baignoire et d'une cuisine équipée, ils sont appréciés des sinistrés qui s'impatientent de voir les chantiers de la reconstruction avancer.

Deux ans plus tard, le 28 novembre 1948, comme en un clin d'œil au calendrier dunkerquois, Eleanor Roosevelt, présente à Paris dans le cadre des travaux de la troisième commission de l'assemblée générale de la Commission des droits de l'homme, se déplace à Amiens. Elle connaît cette ville, pour

s'y être rendue avec son mari en 1919 lorsque ce dernier était secrétaire adjoint à la Marine des États-Unis. Elle avait alors été marquée par l'importance des dégâts causés par l'offensive allemande de mars 1918. Eleanor Roosevelt est accompagnée par Herbert Vere Evatt, président de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, du diplomate américain John Foster Dulles, du préfet de la Somme, Henri Morel, et du ministre Eugène Claudius-Petit.

Marqué par sa mission d'études aux États-Unis effectuée en 1945 avec Le Corbusier, Claudius-Petit est un serviteur de l'État qui, même s'il n'a finalement pas les moyens de ses ambitions, souhaite mener une politique du territoire ambitieuse : c'est ainsi qu'avec les ISAI, laboratoire d'une opération pilote, l'État porte des programmes immobiliers efficients permettant de dédensifier les centres-villes.

Les superficies des ISAI Faidherbe dépassent les normes amiénoises habituelles : 90 m² pour un simple appartement de ce programme immobilier. Paul Sirvin, qui en est l'architecte, a fait en sorte que la lumière soit omniprésente et que les équipements de la modernité urbaine entrent dans les appartements (chauffage central, eau courante, salle de bain). Ces immeubles, inscrits au titre des monuments historiques en 2024, disposent également de grands garages et, dans les sous-sols, de chambres de service pour le personnel de maison.

Le parcours qu'emprunte Eleanor Roosevelt lui permet de visiter les ISAI Faidherbe, qui sont alors finalement, peut-être, la seule réalisation que pouvait faire visiter le ministre, si sensible aux lignes de l'architecture contemporaine. Eleanor Roosevelt prononce un discours dans l'un des immeubles et rend ensuite compte de cette visite dans un article que Le *Monde p*ublie le 2 décembre 1948 et qui détaille les nouvelles normes de la modernité urbaine hexagonale :

« La maison que nous avons visitée contenait un grand salon, une grande salle à manger, une chambre à un lit, une chambre plus petite avec deux lits pour enfants, une belle salle de bains, des water-closets spacieux et une jolie petite cuisine avec de nombreux placards. Au sous-sol était installée une buanderie, mais on n'y trouvait pas encore les commodités qu'on rencontre chez nous dans une maison de ce genre : pas de machine à laver électrique, pas de machines à repasser, à sécher, pas d'armoire frigorifique ni d'aspirateur. Cependant il y a l'eau chaude et l'eau froide, l'électricité et un fourneau électrique ou à gaz, ce qui n'existe pas toujours en France. Le ministre de la Reconstruction, qui est un homme jeune, m'a dit qu'il se souvenait du temps où il allait chercher l'eau pour la lessive de sa mère ».



Visite de membres de l'ONU (Eleanor Roosevelt au premier plan) à Amiens le 28 novembre 1948.
© Archives municipales et communautaires d'Amiens

Sa tribune déclenche une riposte du quotidien communiste *l'Humanité* qui titre « Ce que Claudius-Petit n'a pas dit à Madame Roosevelt », écrivant :

« M. Claudius-Petit a omis de lui rappeler que les immeubles construits sont dus à l'action des ministres communistes de la Reconstruction, François Billoux et Charles Tillon. M. Claudius-Petit aurait du même coup dû signaler à Mme Roosevelt que toute construction était stoppée depuis l'éviction des communistes [en mai 1947], c'est-à-dire depuis les prémices du plan Marshall ».

En 1948, comme en remerciement et reconnaissance de l'aide reçue, la Fédération nationale des anciens combattants des Chemins de fer de France et de l'Union française décide de créer le Train de la Reconnaissance française. Un appel national est lancé pour que les Français offrent des cadeaux aux Américains. Ce train de 49 wagons est accueilli le 2 février 1949 dans une grande liesse populaire à New York. Parmi les 52 000 présents, un service en porcelaine de la présidence de la République et une des cannes du marquis de La Fayette. Amiens offre, quant à elle, des exemplaires de l'ouvrage *Amiens pendant la Guerre (1914 - 1918)* et des livrets de sa reconstruction édités par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. ■

David JOUET
Chef du pôle tutelle des musées à la direction de la mémoire, de la culture et des archives du ministère des Armées

RECONSTRUIRE POUR SE SOUVENIR OU CONSTRUIRE POUR OUBLIER : LE BÉTON DE SAINT-MALO AU SORTIR DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

À la Libération, Saint-Malo est une ville martyre, détruite à 80 % par les bombardements. Le vaste chantier de la reconstruction du bâti et des infrastructures ouvre le temps de la modernité urbaine du béton, qui associe confort et préservation patrimoniale de l'identité de la cité corsaire.

Malgré sa position militaire stratégique, sur le mur de l'Atlantique, Saint-Malo n'a pas, durant la Seconde Guerre mondiale, subi de dommages significatifs avant 1944. Dans l'objectif de la libérer, dix jours ont suffi pour détruire la ville. Quelques attaques ont été lancées en mai et juin 1944, avant une intensification des bombardements *extra-muros* à partir de juillet. L'*intra-muros* a ensuite été mis en état de siège et a subi des raids du 5 au 14 août. Le 17 août 1944, la ville est officiellement libérée.



Saint-Malo, après une attaque aérienne alliée, juin 1944.
© akg-images

Une organisation s'est rapidement mise en place pour engager la reconstruction du quartier *intra-muros*, détruit à environ 80 %. L'architecte malouin Henry Auffret (1919-2007) indique qu'il a reçu l'autorisation de pénétrer dans l'*intra-muros* avec ses confrères Yves Hémar (1886-1955) et Raymond Cornon (1908-1982), architecte en chef des Monuments historiques, dès le 20 août 1944. Moins de trois ans plus tard, en janvier 1947, la pose de la première pierre est célébrée. S'il suit le modèle imposé par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) pour mettre en œuvre cette véritable politique publique, le processus de reconstruction malouin se caractérise toutefois par une ambivalence entre, d'un côté, la volonté de retrouver la ville perdue, à l'importance patrimoniale reconnue, et, de l'autre, la nécessité d'adapter la cité nouvelle au confort et aux usages de la modernité urbaine.

Un nouvel aménagement urbain encadré par un plan de reconstruction et d'aménagement

D'un point de vue technique, la politique de la reconstruction des villes en France impliquait la conception d'un plan de reconstruction et d'aménagement (PRA). Exigé par le MRU, cet ensemble de documents devait être approuvé par ce dernier avant le lancement des travaux. À Saint-Malo, c'est d'abord Marc Brillaud de Laujardière (1889-1973), nommé architecte de la ville en octobre 1944, puis architecte en chef chargé de la reconstruction en 1945, qui l'a élaboré. Après



Projet d'aménagement et de reconstruction de Saint-Malo dressé par le cabinet Danger proposant de nouveaux tracés, 1945.
© Archives municipales de Saint-Malo

sa démission en 1946, le projet a été repris et amendé par Louis Arretche (1905-1991), nommé architecte en chef de la reconstruction en 1947. Les documents ont finalement été approuvés en 1948.

Tout en voulant respecter la silhouette de la ville, le PRA modifie substantiellement son organisation. Il obéit en effet à plusieurs règles communes aux autres villes en cours de reconstruction, comme le zonage. Ce principe visait à identifier les fonctions au sein de la ville par une organisation rationnelle. Les architectes ont également souhaité améliorer la salubrité suivant les théories hygiénistes. La dédensification du quartier *intra-muros* est apparue incontournable pour atteindre cet objectif. Les tracés de certaines rues ont ainsi été corrigés pour les élargir ou les redresser. Le PRA encadrait strictement le prospect, soit la largeur minimale de la voirie entre deux bâtiments. Il prévoyait également une série de dispositions contraignantes concernant les matériaux, parmi lesquels le béton détenait une place de premier plan.

Le béton : un matériau aux multiples usages dans la reconstruction malouine

Le visiteur de la cité corsaire pense le plus souvent déambuler dans une ville ancienne. Pourtant, le quartier *intra-muros* de Saint-Malo constitue un exemple majeur de l'architecture des années 1950, tant du point de vue stylistique que technique. Même les quelques bâtiments, dont les façades protégées au titre des Monuments historiques ont été reconstruites à l'identique, répondent à ces caractéristiques. Située cour de la Houssaye, la maison de la duchesse Anne est présentée comme un exemple de bâtiment du XV^e^ siècle. Après avoir été endommagée en 1944, sa façade en granit flanquée d'une tourelle a été restituée. En revanche, ses fondations consistent en un système de poteaux en béton armé. Louis Arretche a d'ailleurs relevé, dans un article paru en 1954 dans *Le Bâtisseur français*, que « tous les rez-de-chaussée ont été conçus sur poteaux en béton armé, ce qui a libéré le sol de tous les murs de refend [porteurs] et l'a rendu

utilisable au maximum ». Les dispositifs de normalisation et de préfabrication ont été massivement employés pour les nouvelles constructions. L'utilisation de ces techniques a notamment concerné les planchers, les encadrements de fenêtres et les façades selon le principe de l'ossaturisme.

Comme dans les autres projets de reconstruction hexagonaux, le béton apparaît donc comme le matériau privilégié à Saint-Malo. Cet usage massif s'explique par son faible coût, sa disponibilité et son montage rapide. En Bretagne, le béton a également été employé en raison de ses similitudes, tant en termes de texture que de coloris, avec les matériaux traditionnels comme le granit et l'ardoise. Son usage dans ce cadre était rigoureusement défini par le PRA, qui avait notamment pour ambition d'empêcher tout pastiche, en interdisant par exemple l'imitation de matériaux naturels, à quelques exceptions près. Il prévoyait notamment que « les bétons apparents seront ravalés ou bouchardés », leur procurant ainsi une esthétique proche de la pierre. Pour l'*intra-muros* spécifiquement, la seule pierre apparente autorisée, à plein mur ou en parement, était le granit. Les pierres reconstituées, obligatoirement à base de granit, étaient tout de même acceptées.

La reconstruction a donc fortement employé le granit, nécessitant une organisation en conséquence des carrières. Du fait des contraintes d'approvisionnement et de son coût, ce matériau a principalement été utilisé en parement sur les façades. Pour les bâtiments protégés au titre des Monuments historiques, l'architecte en chef Raymond Cornon, a contribué à la réouverture des carrières des îles Chausey



Groupe scolaire en cours de construction, conçu par l'architecte Henry Auffret, 17 septembre 1949.
© Archives municipales de Saint-Malo

qui avaient approvisionné la ville aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. Les autres bâtiments ont essentiellement bénéficié de granits provenant des carrières de la région toute proche de Dinan.

La construction du groupe scolaire, sur l'îlot n° 7, est représentative de l'ambiguïté flottant autour de la reconstruction de Saint-Malo, entre référence au passé et projection vers l'avenir. Conçu par l'architecte Henry Auffret et achevé en 1953, l'ensemble répond à la démarche de rationalisation des écoles caractéristique des années 1950. Il s'agit du seul bâtiment de l'*intra-muros* qui échappe au principe de l'alignement strict grâce à la cour de récréation, dont le positionnement permet de suivre l'axe héliothermique. Tout en faisant référence aux théories hygiénistes et du mouvement moderne, l'îlot s'inscrit dans une démarche régionaliste. Il est constitué d'un immeuble en barre de quatre étages doté d'une toiture à pans en ardoises d'Angers, lui-même relié à un second bâtiment, initialement prévu avec un toit plat. Le procédé constructif consiste en une ossature béton et un parement en béton lavé et en granit. Sur la façade sud, les fenêtres en bandeau sont dotées d'encadrements préfabriqués en béton moulé.

Faire table rase d'un passé pour en faire surgir un autre

Le béton a été subtilement intégré à la reconstruction malouine dans une démarche tendant à la fois à l'amélioration du confort et à la préservation de l'identité de la ville. Cette seconde préoccupation a fortement mobilisé les différents acteurs de la reconstruction, notamment la presse, les élus, certains architectes et des écrivains, à l'instar de Roger Vercel (1894-1957). Cet usage du béton pour créer une nouvelle ville ou réinventer la ville passée interroge toutefois sur la conservation des traces.

Professeur d'histoire et théories de l'architecture et de la ville à l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, Denis Bocquet relève que la reconstruction de Dresde, en Allemagne, a consisté en une « réinterprétation de la strate mémorielle et patrimoniale baroque ». Le choix a été fait d'éliminer toutes les manifestations architecturales d'autres périodes, comme le XIX^e^ siècle, au profit d'une mise en valeur de la période la plus faste de la cité. La mise en rapport de cette analyse avec la reconstruction de Saint-Malo prend une autre ampleur, en considérant que ses acteurs ont eu pour ambition d'uniformiser la silhouette de la ville autour de ses maisons de corsaire localisées en bordure de rempart. Un choix à visée historique a donc été effectué afin de restituer l'esprit imaginé de la cité à son apogée, au



Place Duguay-Trouin (actuelle place des Frères Lamennais), à l'arrière-plan le projet initial d'hôtel de ville, à gauche l'ancienne poste et l'ancien commissariat, à droite des immeubles de logements, 2023.
© D. Jouet

XVII[e] siècle. Cette démarche se différencie du principe de reconstruction à l'identique, qui vise à restituer la ville telle qu'elle était au moment de sa destruction.

Il est indéniable que la destruction de la ville a constitué un traumatisme pour ses habitants. Otage au Fort national durant l'incendie, Joseph Baladre a raconté ce moment dans le récit *Un épisode du siège de Saint-Malo : Les otages du Fort National, 7-13 août 1944* : « en quelques jours, le fruit des efforts des générations qui se sont succédé s'évanouit à tout jamais sous nos yeux effarés ». Cela dit, la manière dont se manifeste la mémoire de cet événement dans la reconstruction ne paraît pas explicite.

L'impératif de déblayer rapidement les ruines peut être interprété comme une volonté d'effacer le drame. Face à cette opération de table rase conduite par les Ponts et Chaussées, Raymond Cornon s'est préoccupé de la préservation des éléments des façades des immeubles détruits. Il a ainsi mis en place une méthode de conservation des pierres de taille grâce à une numérotation visant à leur réemploi. Cette démarche n'avait toutefois pas pour objectif de documenter la destruction mais de restaurer des bâtiments endommagés. De plus, la majorité des pierres récupérées était trop calcinée pour être réutilisée. Finalement, aucune réelle trace des ruines n'a été préservée dans le cadre de la reconstruction.

Outre la destruction, la place de la reconstruction elle-même et de sa mémoire dans le projet mis en œuvre interroge. La mise en avant de son souvenir peut sembler inutile puisqu'elle est au fondement de l'urbanisme et de la physionomie actuels de la ville. Cependant, la présentation de la cité corsaire comme une ville ancienne, oubliant l'aménagement et l'architecture réfléchis dans les années 1950, peut suggérer que la reconstruction, comme la destruction, est plutôt ignorée, voire oubliée. Quelques éléments du paysage urbain rappellent toutefois cette période qui a bouleversé la ville durant environ vingt ans, ainsi de la plaque de la pose de la première pierre incrustée dans l'immeuble collectif n° 1, au croisement de la rampe des Moulins Colin et de la rue d'Estrée.

La place Duguay-Trouin, centre névralgique de la cité corsaire concentrant les différents enjeux posés par la reconstruction

Centre géographique et administratif de *l'intra-muros* avant la destruction, la place Duguay-Trouin, désormais dénommée place des Frères Lamennais, a conservé ses fonctions dans le PRA. Initialement, les reconstructeurs ont fait le choix d'y implanter le projet d'hôtel de ville, à l'emplacement de l'ancien manoir épiscopal qui hébergeait déjà la mairie, la sous-préfecture et le tribunal. Le nouveau bâtiment qui, à la suite de choix politiques, a finalement accueilli le centre des impôts présente une architecture sans lien avec l'ancien bâtiment détruit. L'architecte Henry Auffret a repris le registre architectural développé à Saint-Malo durant la reconstruction, caractérisé par une toiture à forte pente en ardoises et de larges souches de cheminée, ainsi que l'emploi d'un parement en granit sur une ossature en béton. Les dix piliers saillants de granit en façade renforcent la monumentalité de l'édifice.

Suivant le principe du zonage, la place Duguay-Trouin est entourée par d'autres bâtiments administratifs à l'ouest, comme l'hôtel des postes qui n'a pas été détruit, exemple du style régionaliste développé dans les années 1920 par l'architecte Yves Hémar, et le commissariat. Le reste de la place est entouré par des îlots d'habitation. Ceux situés au sud ont été rescapés et permettent d'appréhender l'architecture malouine antérieure à la reconstruction. Ceux situés à l'est ont été conçus par Henry Auffret et possèdent les mêmes caractéristiques que le projet d'hôtel de ville. ■

Barthélémy COURMONT
Professeur à l'université catholique de Lille
Titulaire de la chaire Unesco en diplomatie culturelle

HIROSHIMA, VILLE DE MÉMOIRE NUCLÉAIRE

L'arme atomique larguée sur Hiroshima le 6 août 1945 érige la cité irradiée, rapidement reconstruite, en un lieu de mémoire nucléaire et de la paix. Barthélémy Courmont nous dresse le portrait d'une ville symbole, dont le dôme en béton qui a résisté à l'explosion constitue la butte témoin.

Dans les années qui suivirent la destruction de Hiroshima par l'arme atomique le 6 août 1945, l'une des questions les plus courantes, en parallèle aux interrogations sur le sort des survivants, était de savoir s'il serait un jour possible de reconstruire une ville totalement rayée de la carte par la puissance de la bombe atomique. L'idée de faire de Hiroshima un lieu de mémoire plutôt que d'y rebâtir une métropole fut ainsi rapidement évoquée. Dès le 5 septembre 1945, un journal local, le *Chugoku Shimbun*, s'opposait à un tel projet : « Nous tous, amoureux de notre terre natale, sommes si fâchés à l'encontre de ceux qui n'ont pas honte d'émettre l'idée aussi irresponsable que la ville détruite de Hiroshima est un mémorial de guerre et doit être préservée à jamais à l'état de ruines ». Cette colère était une réponse à des propositions officielles sur la reconstruction de la ville, d'abord considérée comme impossible, puis rapidement jugée souhaitable dans un autre lieu. Lors d'une conférence organisée à ce sujet par la préfecture d'Hiroshima en 1946, le maire-adjoint de Kure évoqua ce que pensaient de nombreux responsables à cette



Ruines de Hiroshima après le bombardement américain du 6 août 1945.
© Picture Alliance / Photoshot / Bridgeman Images

époque : « J'espère que vous conserverez les ruines laissées par les flammes comme une commémoration en hommage à la paix éternelle. Je me demande s'il est approprié de construire une ville sur un territoire où tant de gens ont été tués. La nouvelle Hiroshima n'a pas nécessairement vocation à prendre place sur le lieu de l'ancienne. »

On relève une différence d'appréciation entre des décideurs politiques soucieux de faire de Hiroshima un exemple, sorte de mémorial gigantesque laissé en l'état, et les survivants pressés de retrouver une dignité et de rendre la vie à la terre de leurs ancêtres, comme pour mieux tourner la page du bombardement nucléaire, tout en conservant la ville comme un lieu de mémoire personnalisée. Ce décalage s'explique sans doute par l'importance des installations militaires dans la ville à la veille de sa destruction, justifiant aux yeux des politiques de déplacer les survivants dans un autre lieu, afin de repartir sur de nouvelles bases. Mais le désir de reconstruction était de fait très fort chez les survivants et la ville fut finalement rebâtie.

En parallèle à la renaissance du Japon, la reconstruction de Hiroshima en fut à la fois le symbole et la conséquence. Et cette reconstruction privilégia progressivement le devoir de mémoire sur l'évocation symbolique de l'holocauste nucléaire. Ainsi les reconstructions dans le centre-ville, zone totalement détruite en 1945, associèrent un effort de recomposition du tissu urbain, afin de ne pas faire de Hiroshima un mémorial, et la volonté de mettre en avant les appels à la paix universelle, notamment avec la construction du musée et la création du parc de la Paix adjacent. La reconstruction physique de Hiroshima est ainsi une parabole de ce que la ville fut progressivement amenée à symboliser. La reconstruction étalée sur plusieurs décennies du château, situé juste au nord de l'épicentre de l'explosion nucléaire, et de ses alentours est sans doute le meilleur exemple de ce qu'est devenue la ville atomisée, en marge des rares bâtiments conservés comme symboles de la destruction atomique.

Une ville symbole

Si les mois qui suivirent la destruction de la ville furent marqués par une immense détresse des survivants, qui faisaient face aux effets tardifs de la bombe mais aussi à une multitude de problèmes sanitaires liés à l'absence d'infrastructures, on retient de cette période un sentiment d'abandon. La visite de Hiro-Hito à Hiroshima en 1947 devant une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes fut un évènement important, pour le Japon en général et les habitants de la ville en particulier. Il s'agissait



Visite de l'empereur Hiro-Hito à Hiroshima, 1947.
© Universal History Archive / UIG / Bridgeman Images

ainsi d'une forme de renaissance mais aussi, et surtout d'une réhabilitation : la présence de l'empereur à l'endroit de l'explosion atomique mettait de fait un terme aux spéculations sur les radiations résiduelles et le risque de succomber à un cancer en se rendant sur les lieux du drame, même deux ans plus tard.

La même année, la première déclaration en faveur de la paix fut annoncée par le maire de Hiroshima le 6 août, à l'occasion d'un festival de la paix qui s'est systématiquement tenu depuis, à l'exception de 1950. Deux ans après sa destruction, Hiroshima se tournait déjà vers l'avenir, avec la volonté de perpétuer « l'esprit de Hiroshima » en faveur de la paix et contre les armes nucléaires. Les habitants se mirent alors à reconstruire et reprirent possession de la ville qu'ils avaient d'abord désertée, et la vie refit son apparition. Il faudra attendre cependant le milieu des années 1960 pour que Hiroshima voie apparaître dans son paysage des immeubles modernes, symboles d'un pays en plein essor et tourné vers l'avenir.

Dans l'imaginaire collectif japonais, c'est dans les années 1950 que Hiroshima s'imposa comme un symbole d'unité nationale, consécutivement à la guerre de Corée (1950-1953) et en marge des angoisses liées à la montée en puissance nucléaire, la course aux armements, et la guerre froide. Les commémorations de la destruction de la ville devinrent alors de grands rassemblements solennels au cours desquels l'unité japonaise était mise en avant, ainsi qu'une forme d'universalisme contre la nucléarisation. Le sentiment à l'égard des victimes passa dans le même temps de la pitié à la compassion, suggérant ainsi que Hiroshima appartenait désormais à tous les Japonais.

3 RECONSTRUCTIONS ET MÉMOIRES

Un homme joua un rôle de premier plan dans la reconstruction physique et psychologique de Hiroshima : son premier maire élu au suffrage populaire, Shinzo Hamai (1905-1968). Il occupa la fonction de premier édile à Hiroshima de 1947 à 1955 puis à nouveau de 1959 à 1967. Souvent surnommé le « maire de la bombe A », Hamai était employé municipal le 6 août 1945 mais il ne fut que légèrement blessé. Il put ainsi participer à l'organisation des premiers secours, et fut désigné maire-adjoint en octobre 1945, poste qu'il occupa jusqu'à sa victoire électorale en avril 1947. Parmi les multiples initiatives qu'il lança figurent les discours annuels, tradition inaugurée dès 1947 et encore perpétuée de nos jours. Dans le même temps, il s'engagea avec force dès la fin des années 1940 dans les mouvements pacifistes, en s'associant avec des organisations étrangères, donnant des conférences dans différents pays, et invitant à Hiroshima des activistes de renom. Au-delà de cet engagement moral et symbolique, Hamai redoubla d'efforts pour accumuler des dons en vue de reconstruire la cité détruite. À cet égard, il parvint à lever d'importantes sommes à Hawaï, où vivent des personnes originaires de Hiroshima, et Honolulu devint logiquement la première ville à être jumelée avec Hiroshima. Il fut l'artisan de la construction du parc de la Paix et du musée, mais aussi de la restauration du dôme de la bombe A, ce après une âpre bataille contre le gouvernement japonais qui refusait de la financer. Pour son immense contribution, Hiroshima doit en grande partie sa reconstruction à Shinzo Hamai.

À cet égard, les premiers projets de reconstruction du château de Hiroshima, qui fut totalement détruit le 6 août 1945, s'imposèrent rapidement comme le symbole de ce renouveau. Certes, l'édifice principal de ce château, inauguré au début des années 1950 à grand renfort publicitaire, comme pour annoncer la renaissance de la ville, n'a plus grand-chose à voir avec le bâtiment d'origine. Sa structure en béton armé, recouverte d'un habillage calqué sur l'original, est significative à la fois des difficultés financières auxquelles faisait encore face le Japon et de la volonté de proposer le plus rapidement possible un symbole tournant la page de la guerre et de la destruction. À partir de là, c'est l'ensemble du centre de Hiroshima qui fut progressivement reconstruit et adapté à la nécessité d'entretenir la mémoire de l'explosion atomique sans faire de la ville un musée à ciel ouvert. De nombreuses installations sportives ou des parcs publics furent ainsi installés au fil des ans.



Le mémorial de la Paix de Hiroshima (dôme de la bombe A).
© Catherine Shepard / Bridgeman Images

Un lieu de mémoire

Avec les projets de construction d'un mémorial, d'un musée et d'un parc de la Paix dessinés par l'architecte Kenzô Tange (1913-2005), Hiroshima devient enfin un lieu de mémoire pour le Japon d'après-guerre. La localisation géographique de la mémoire collective japonaise se retrouve ainsi concentrée sur l'emplacement de l'atomisation d'Hiroshima, qui devient un lieu de mémoire et un symbole de la nation japonaise telle qu'elle se reconstruit après la débâcle de 1945. Le projet retenu pour le mémorial de la Paix à Hiroshima présente des similitudes étonnantes avec le projet de commémoration de la Grande Asie, proposé avant la Seconde Guerre mondiale, qui devait célébrer et glorifier le militarisme japonais et les conquêtes territoriales. On peut y voir une volonté de substituer une mémoire à une autre et, dans le même temps, de tourner la page d'une période sinistre. Le parc de la Paix suggère ainsi, dans le choix du projet, de reconstruire le Japon sur de nouvelles bases et de remplacer les piliers de l'empire par de nouvelles valeurs.

Parmi les symboles qui firent l'objet de vifs débats et sont aujourd'hui étroitement associés à la mémoire de Hiroshima, le dôme de la bombe A (*Genbaku Dome* en japonais) est le plus célèbre. Ce bâtiment, achevé en 1915, était jusqu'en 1945 connu sous le nom de hall de la promotion des industries de la préfecture d'Hiroshima, et hébergeait plusieurs entreprises. Proche de l'épicentre, il fut très sévèrement détruit et l'ensemble des personnes qui s'y trouvaient périrent instantanément. Toutefois, sa structure désossée survécut à l'explosion atomique, comme quelques autres immeubles en béton ou en briques dispersés dans la ville, à l'instar de la banque du Japon et Hiroshima Andersen, une ancienne boutique de kimonos juste en face, aujourd'hui transformée en office du tourisme, ou quelques fondations de bâtiments. Dans les années qui suivirent la capitulation, les ruines du bâtiment divisèrent ceux qui voulaient en achever la destruction

et ceux qui souhaitaient les conserver comme symbole. Ce sont finalement ces derniers qui, en 1966, eurent gain de cause et des travaux en évitant l'effondrement furent alors entrepris, notamment la construction d'une structure d'acier qui permet à la façade de se maintenir. Depuis 1996, il figure sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco pour servir de « témoin transmettant la tragédie de Hiroshima aux générations à venir ». Notons au passage que les représentants américains et chinois se sont alors opposés à cette inscription, arguant du fait qu'elle était « dénuée de toute perspective historique ». Aujourd'hui figure incontournable de Hiroshima et symbole de paix universelle, le dôme de la bombe A a fait l'objet d'un court-métrage réalisé en 2007 par Jean Gabriel Periot, *Nijuman No Borei (200 000 fantômes*), qui s'appuie exclusivement sur des photos du dôme entre 1914 et 2006.

La renaissance de Hiroshima et du Japon

La destruction de Hiroshima et de Nagasaki n'eut jamais pour effet d'isoler leurs habitants du reste du pays. De fait, quasiment toutes les agglomérations japonaises furent bombardées, la plupart des maisons détruites, des familles marquées par la détresse et le deuil, au point que les villes atomisées ne présentaient pas de symptômes distincts. On ne releva pas ainsi dans la société japonaise, dans les années qui suivirent la capitulation, de distinctions entre victimes et témoins de la défaite, mais au contraire une forme de communion entre des personnes partageant le même traumatisme.

Ce destin commun à la majorité de la population japonaise eut un impact considérable sur la volonté de reconstruire et repartir sur de nouvelles bases, sans qu'un déséquilibre n'apparaisse entre des cités préservées et des villes rebâties à la hâte. À l'exception de Kyoto, toutes les grandes agglomérations furent en grande partie détruites, et elles présentent d'ailleurs aujourd'hui un visage assez uniforme, ayant été reconstruites pendant la même période. Hiroshima et Nagasaki ne font donc pas exception et leur aspect n'offre pas l'impression d'un « autre Japon » à leurs visiteurs.

La renaissance du Japon à partir des années 1950 s'arrime sur la stabilité politique, sur l'alliance stratégique avec les États-Unis et la doctrine Yoshida privilégiant le développement économique, en s'appuyant sur la bienveillance américaine pour la politique étrangère, et sur un développement technologique qui atteint son paroxysme dans les années 1960. Dans une « Lettre aux Japonais » datée du 9 octobre 1950, Albert Camus s'excuse de ne pouvoir être un faiseur de paix, tandis que le Japon s'inquiète des conséquences



Un homme lance sa ligne dans la rivière Motoyasugawa devant le dôme de la bombe atomique, 1er juillet 1951.
© The Asahi Shimbun / Getty Images

de la guerre de Corée débutée quelques semaines plus tôt et sollicite son opinion et son engagement. L'intellectuel avait effectivement publié un célèbre article sur la bombe atomique le 7 août 1945. Dans sa lettre, Camus invite le peuple japonais à ne pas céder à la tentation belliciste et à se tourner vers l'avenir : « Au temps du sabre, l'honneur était de se battre. Quel honneur y a-t-il maintenant à lancer ou recevoir des bombes ? L'honneur dans le monde moderne est de se taire et de créer. Je salue les créateurs japonais, et eux seuls ». Ces mots simples et directs semblent *a posteriori* presque prophétiques, quand on regarde la trajectoire que suivit le Japon à partir de cette époque. De fait, à l'occasion des commémorations du dixième anniversaire de la destruction de Hiroshima en 1955, c'est un nouveau Japon qui se présenta à l'appréciation de sa population. Un Japon tourné vers l'avenir, et qui n'était qu'à l'aube d'un exceptionnel miracle économique. ■

Anne-Laure PORÉE
Docteure en anthropologie, chercheure à l'EHESS - Centre des savoirs sur le politique. Recherches et analyses (CESPRA)

LE MUSÉE DU GÉNOCIDE DE TUOL SLENG À PHNOM PENH,
UN « MUSÉE-PREUVE » CONÇU EN TEMPS DE GUERRE

Le musée du génocide de Tuol Sleng à Phnom Penh au Cambodge se situe à l'emplacement de l'ancien centre de mise à mort « S-21 ». Ce « musée-preuve », dont l'anthropologue Anne-Laure Porée restitue les étapes de la construction, confronte les visiteurs au sort de ceux qui ont été torturés et exécutés par le régime des Khmers rouges.



Jeunes soldats de la guérilla des Khmers rouges entrant dans Phnom Penh le 17 avril 1975.
© Sven Erik Sjoberg / TT News agency / AFP

Lycée transformé en centre de mise à mort par les Khmers rouges entre 1976 et 1979, puis en musée du génocide en 1979, Tuol Sleng est aujourd'hui un des sites phares du patrimoine cambodgien.

Anéantir la ville

Aucun parti communiste au monde n'a pris une mesure aussi radicale que celle des Khmers rouges lors de leur victoire contre la République khmère : vider les villes de leur population. Toutes les villes. Derniers bastions républicains, elles sont, militairement et politiquement, les ennemis à abattre. Elles incarnent ce que les maquisards révolutionnaires exècrent par-dessus tout : le capitalisme, l'argent, l'exploitation des pauvres par les riches, la corruption, le vice, l'impérialisme et la contamination par des influences étrangères. Dans cette perspective, vider une ville de sa population est bien une manière de l'effacer. Lorsqu'ils conquièrent la capitale, Phnom Penh, le 17 avril 1975, les Khmers rouges expulsent en quelques jours près de deux millions de personnes vers les campagnes.

Éliminer les ennemis

Les « citadins » cambodgiens envoyés sur les routes par les combattants khmers rouges, sous une chaleur accablante, sont désignés « Peuple nouveau ». La faim au ventre, dans des conditions de travail et de vie extrêmement précaires, épuisantes, ils devront cultiver les rizières, ériger digues et canaux, défricher de nouvelles terres à irriguer, afin de réapprendre que l'homme cambodgien vient du grain de riz. Bien que la conquête du pouvoir soit achevée, les vainqueurs ne cessent d'appeler la population à poursuivre le combat dans le travail quotidien, au service d'une révolution se rêvant plus rapide que toutes les autres. L'esprit et le vocabulaire de la guerre imprègnent les tâches les plus ordinaires : quand les paysans partent cultiver les champs, ils sont des « combattants » allant « au front de la rizière ».

Les dirigeants du parti communiste du Kampuchea (PCK), eux, s'installent dans la capitale. Ils y poursuivent leur effort d'effacement de la cité (destructions, effacement du nom des rues, abandon des quartiers à la nature, cultures près des habitats). À leur côté s'implante la police politique du régime, le *santebal*, portant le nom de code S-21. Cette institution située au sommet de l'appareil répressif (comprenant près de 200 prisons réparties dans tout le pays) a pour mission de traquer les ennemis du régime, de les arrêter, de les incarcérer, de leur extorquer des aveux et de les éliminer. Près de 20 000 hommes, femmes ou enfants y sont assassinés. Le chef du *santebal*, Duch, convertit en mars 1976 les bâtiments de l'ancien lycée Tuol Svay Prey en cellules de détention, tandis que les quartiers environnants servent à la détention de prisonniers plus importants et aux interrogatoires. S-21 est probablement l'institution qui compte alors le périmètre le plus étendu dans une ville devenue fantomatique.

Conserver les preuves

Le 7 janvier 1979, des troupes vietnamiennes, ainsi que des dissidents cambodgiens réfugiés au Viêt-Nam (dont des Khmers rouges), entrent dans Phnom Penh et obligent les polpotistes à fuir vers le nord-ouest. Ces derniers reconstituent leurs troupes puis combattent le nouveau gouvernement pendant près de deux décennies. Il faut attendre la mort de Pol Pot, secrétaire du PCK, en avril 1998, pour que les Cambodgiens n'aient plus peur du retour des Khmers rouges au pouvoir.

Autour du 10 janvier 1979, deux militaires vietnamiens intrigués par une odeur pestilentielle, pénètrent sur le site de S-21. Ils entrent par l'ouest, du côté de l'ancienne école Tuol



Les tirages des photos d'identité des détenus permettent aujourd'hui encore à des Cambodgiens de reconnaître un proche incarcéré à S-21.
© Anne-Laure Porée

Sleng (« tertre du vomiquier »). Ils secourent quatre enfants cachés dans une pile de vêtements puants, puis explorent la prison, où des corps torturés et assassinés gisent dans des salles de classe transformées en salles d'interrogatoire. Ils filment les cadavres en putréfaction, les outils de torture, les cellules. Assez vite, des monceaux de documents sont également retrouvés sur place : des listes d'exécution, des milliers de biographies de prisonniers et de dossiers d'aveux. Les nouvelles autorités mesurent d'emblée l'importance de S-21. Elles confient le site à Mai Lam, un expert vietnamien qui avait conçu le musée des crimes de guerre américains à Hô Chi Minh-Ville. Il en fait à la fois un lieu de preuve des crimes commis par le régime du Kampuchea démocratique et un musée emblématique des souffrances endurées par la population cambodgienne.

Arriver sur une scène de crime

Ainsi, dans le bâtiment A, le visiteur entre dans chaque salle comme s'il pénétrait sur une scène de crime dont le périmètre est délimité par une cordelette. Des objets ont été laissés sur place : sommier métallique, fers et barre d'entrave, chaise, bureau, boîte à munitions de marque américaine dans laquelle les détenus déféquaient. Les premiers visiteurs sont ébranlés par les traces de sang, les touffes de cheveux au sol, l'odeur. Au mur, une photographie en noir et blanc présente, avec une violence brute, un des corps mutilés tels qu'il fut retrouvé, comme une répétition du choc de la découverte.

Dans le bâtiment B, les photographies d'identité des prisonniers, prises lors de leur incarcération, couvrent par centaines de larges panneaux. Ces regards terrifiés, ahuris ou défiant leurs geôliers khmers rouges, saisissent le visiteur. Leur nombre témoigne de l'ampleur des crimes commis à S-21 comme dans l'ensemble du pays. Le bâtiment C a été conservé intact avec



Au début des années 1990, le roi Norodom Sihanouk souhaitait l'incinération de ces ossements, au nom du respect dû aux morts mais aussi pour des raisons politiques, à savoir enterrer la hache de guerre entre les belligérants. Le démantèlement n'a eu lieu qu'en 2002. Une photographie de cette carte reste cependant exposée.
© Anne-Laure Porée

sa façade couverte de barbelés et ses cellules de détention individuelles, en briques au rez-de-chaussée, en bois à l'étage. Le bâtiment D, inauguré le 7 janvier 1980, comprend une série de tableaux commandés à Vann Nath, détenu un an à S-21, où il survécut grâce à ses talents artistiques. Ancien peintre d'affiches de cinéma, il réalisait au milieu de la prison des portraits en couleurs de Pol Pot, dont Duch appréciait les joues rosées.

Marquer du jour du jugement

Bien que S-21 ait été montré à des journalistes dès la fin janvier 1979, la date retenue pour l'ouverture officielle du musée est celle, symbolique, du jugement prononcé le 19 août 1979 contre Pol Pot et son ministre des Affaires étrangères (et beau-frère) Ieng Sary. Tous deux sont condamnés à mort par contumace pour génocide à l'issue de quatre journées d'audience au Tribunal populaire révolutionnaire, créé par l'unique loi en vigueur à l'époque.

Le musée y joua un rôle important : le comptage des morts à partir des archives, le rapport d'enquête constitué par une équipe du musée, les témoignages de rescapés ainsi que l'exhumation d'une fosse commune à l'ouest du bâtiment B constituèrent autant de preuves accablantes présentées contre les dirigeants khmers rouges. Du point de vue juridique, il aurait fallu établir le lien entre tous ces éléments. Or ni les donneurs d'ordre ni les simples exécutants ne sont alors arrêtés ou confrontés aux éléments d'enquête. Ce lien se fait par le lieu S-21 et par le choc de sa visite.

Cependant ce procès ne convainc pas l'essentiel de la communauté internationale, laquelle dénonce une procédure biaisée, instrumentalisée, afin de justifier l'occupation du Cambodge. Le récit alors élaboré au musée à propos de S-21 se conjugue avec un double impératif pour les nouvelles autorités : légitimer leur pouvoir corrélé à la présence vietnamienne au Cambodge et ébranler autant que possible les soutiens apportés par la communauté internationale (du fait de cette occupation militaire) aux anciens dirigeants du Kampuchea démocratique.

Ce qui est exposé au musée vise à maintenir la colère du peuple contre les Khmers rouges et la crainte de leur retour. En substance, les éléments visuels combinés aux textes de l'époque font passer le message suivant : les vaincus sont les mauvais communistes, influencés et épaulés par la diabolique Chine maoïste ; seule la jeune République populaire du Kampuchea saura les contrer et les vaincre.

En somme, le musée légitime le nouveau pouvoir appuyé par les Vietnamiens.

Cristallisation des tensions politiques

Dans ce contexte d'isolement, Phnom Penh continue de collecter des preuves dans le pays ; une équipe d'enquêteurs est d'ailleurs rattachée au musée du génocide de Tuol Sleng. Les autorités appellent également à l'érection d'ossuaires dans tous les districts : il faut entretenir la haine du peuple contre ses anciens oppresseurs et préserver les traces des crimes. Alors que la paix se négocie, au début des années 1990, l'incinération des ossements fait débat mais les autorités s'y refusent. La carte monumentale installée au musée illustre cette tension quand, par exemple, le roi Norodom Sihanouk appelle à son démontage. Composée par d'anciens détenus de S-21, elle est faite de crânes et d'os amenés de différentes régions, symbolisant le pays devenu un immense charnier. Traversée par des eaux rouge sang, elle constitue, selon l'anthropologue Judy Ledgerwood, « le climax émotionnel de la visite » du musée et sa conclusion, terrifiante.

Cette carte, et plus généralement le musée, cristallise d'autres fractures politiques. Lorsqu'un représentant de l'opposition déclare en 2013, en pleine campagne électorale, que Tuol Sleng est « mis en scène », il nie la réalité des cadavres retrouvés à S-21 et sous-entend que le musée a été créé de toutes pièces par les Vietnamiens. Leur emprise sur la conception du musée renvoie à la question ultra-sensible de l'emprise vietnamienne sur le territoire cambodgien. Ce faisant, l'opposition accuse le gouvernement d'être au service de Hanoï, dont l'objectif serait d'avaler le Cambodge. Depuis ces déclarations, une loi punit la négation du génocide. Et, en février 2025, les peines encourues ont été alourdies.

Fin de la fonction judiciaire du musée

Tuol Sleng est le seul musée national consacré au régime du Kampuchea démocratique dont il rend compte par le biais particulier de sa police politique. Né dans la guerre, il a de fait été ballotté par les tourmentes et conflits politiques. Il a ainsi été délaissé quand l'objectif gouvernemental de reddition des dernières forces rebelles exigeait de mettre en sourdine ce lourd passé, puis revalorisé quand un tribunal hybride parrainé par les Nations Unies (les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, CETC) s'est lancé dans les procès d'anciens dirigeants khmers rouges. Les Cambodgiens venus assister aux audiences du procès de Duch en 2009, grâce aux bus mis à leur disposition par le tribunal, passaient par le musée après avoir assisté au procès. Certains reconnurent parmi les photos des détenus un visage familier.

Comme en 1979, les archives de S-21 ont été cruciales dans les procédures judiciaires des CETC. Mais cette fois-ci, les protagonistes ont été interrogés de manière contradictoire, publiquement, et confrontés aux documents. Après la condamnation de Duch à la perpétuité, deux anciens détenus de S-21 ont été autorisés à vendre leur autobiographie aux touristes dans l'enceinte du musée. Un mémorial a été construit dans la deuxième cour, à l'emplacement même où deux autres mémoriaux, détruits par le temps puis par le feu, s'étaient succédé.

La fin des procès augure de nouveaux défis pour le musée. Sa fonction judiciaire combinée depuis l'origine à sa fonction mémorielle s'efface. Les recherches sur S-21, stimulées par la récente phase judiciaire, ont incité l'équipe du musée à réinscrire le *santebal* dans un temps long, en rappelant sa genèse dans les maquis, au centre de sécurité M-13. Le site principal de M-13 fait aujourd'hui l'objet de mesures de conservation. Tuol Sleng s'efforce également de rendre compte du territoire initial de S-21, en le reliant au site d'exécution de Chœung Ek, rappelant ainsi sa fonction principale : la mise à mort des prétendus ennemis du régime. Le 11 juillet 2025, l'Unesco a inscrit M-13, S-21/Tuol Sleng et Chœung Ek, ensemble, au patrimoine mondial de l'humanité, comme le proposait le Cambodge, une autre vie commence pour le musée. ■



Le mémorial érigé devant le bâtiment D promet : « Nous n'oublierons jamais les crimes commis sous le Kampuchea démocratique ». Il est entouré de stèles sur lesquelles ont été gravés les noms des détenus de S-21. Cette liste continue d'être vérifiée et mise à jour.
© Anne-Laure Porée

Colonel Éric de LAPRESLE
Coopérant militaire au Liban

LE MUR MÉMORIEL DE LA RÉSIDENCE DES PINS À BEYROUTH

À Beyrouth, le Mur mémoriel de la Résidence des Pins incarne les liens franco-libanais tissés par l'histoire, ainsi que le désir commun de préserver la mémoire des 58 parachutistes français morts pour la France et la paix dans un pays alors ravagé par la guerre civile, lors de l'opération Drakkar en 1983.

Entre septembre et novembre 2024, le Liban s'est de nouveau embrasé. Les bombardements israéliens, répliques aux attaques transfrontalières, ont déchiré régulièrement le ciel de Beyrouth et du Sud du pays. Mais la guerre n'a pas frappé au hasard à Beyrouth : seules les enclaves favorables au Hezbollah ont essuyé les bombardements, tandis que d'autres quartiers, à quelques rues à peine, continuaient leur quotidien sous un voile d'indifférence apparente. La ville, déjà marquée par des décennies de conflits, s'est de nouveau retrouvée fragmentée. Mais dans cette capitale meurtrie, certains lieux permettent de prendre le temps de la mémoire et du souvenir.

Beyrouth, une ville sculptée par la guerre

Depuis la fin officielle de la guerre civile en 1990, Beyrouth semble osciller entre renaissance et spectres du passé. Ses artères sont autant de lignes de fracture où chaque quartier porte l'empreinte d'une appartenance confessionnelle marquée. La géographie de la ville est celle d'un puzzle, dont chaque pièce raconte une loyauté, un exil, une tragédie.

Les bombardements de 2024 n'ont fait que raviver ces déchirures. Les quartiers ciblés, fiefs du Hezbollah, sont par endroit des amas de pierres dans le tissu urbain, tandis que d'autres, intacts, regardaient parfois d'assez loin la tragédie s'écrire. Beyrouth a toujours eu cette étrange capacité à juxtaposer l'effondrement et l'indifférence, le deuil et l'insouciance. Chaque conflit grave sa marque dans les murs, superposant les ruines anciennes aux nouvelles, comme un palimpseste tragique où l'histoire se répète inlassablement.

Mais malgré les failles et les cicatrices, la ville refuse l'oubli. Ici, la mémoire n'est jamais une simple réminiscence, elle est un combat, une nécessité. C'est dans cet entrelacs de douleurs et de souvenirs que s'inscrit le Mur mémoriel de la Résidence des Pins, rappel immobile d'un passé commun entre la France et le Liban.

Le Mur mémoriel : une pierre contre l'oubli

Inauguré en 1998, ce mur n'est pas qu'un alignement de noms gravés dans la pierre ; il est un témoignage, un serment silencieux à ceux qui ont payé de leur vie leur engagement sur le sol libanais. Soldats de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), diplomates, attaché de défense : ils sont là, inscrits dans la pierre, unis dans un même hommage au-delà de leurs fonctions. Leur sacrifice raconte une autre facette de l'histoire franco-libanaise, celle d'une présence constante, parfois invisible, parfois tragiquement exposée.

La Résidence des Pins, théâtre de tant de décisions, a aussi été le refuge de nombreux détachements français venus prêter main-forte, observer, protéger. Elle est un lieu de passage et d'ancrage, un témoin splendide des espoirs et des désillusions diplomatiques. Le Mur mémoriel ne commémore pas seulement des individus, il rappelle aussi les liens tissés dans l'adversité, les pactes scellés par le sang versé.

Drakkar : le mur du souvenir

Cet espace commémoratif rend notamment hommage aux soldats français tombés en mission au Liban lors de l'attentat contre l'immeuble « Drakkar », le 23 octobre 1983. Ce jour-là, 58 parachutistes français sont morts pour la France, mais aussi pour la paix au Liban en plein centre de Beyrouth-Ouest, le long de la route de l'aéroport, alors que la France participait à la Force multinationale de sécurité aux côtés de pays alliés.

Sur ce mur, les noms de ces soldats français, jeunes pour la plupart, sont gravés avec sobriété. Ils racontent une histoire douloureuse, celle d'un engagement pour la paix dans un pays alors ravagé par la guerre civile, dans une ville déchirée et en ruine. Chaque nom inscrit sur la pierre résonne comme une vie fauchée prématurément, loin du sol



Aquarelle réalisée par le colonel Emmanuel Dosseur. Beyrouth, mai 2025.

natal, au service d'un idéal de paix dans un pays ami. La photo mémorable des 58 cercueils dans la cour des Invalides a bouleversé la France. Elle reste aujourd'hui en bonne place dans les bureaux des coopérants militaires français pour se rappeler et rappeler à nos amis libanais que le pacte d'amitié s'est noué dans le sang.

Le mur mémoriel à Beyrouth n'est pas un monument de victoire ; c'est un espace de recueillement, d'humilité et de fidélité au souvenir. Il incarne le lien indéfectible entre la France et le Liban, forgé certes dans le sang, mais aussi dans l'amitié et la promesse d'accompagner toujours le pays du Cèdre dans ses épreuves. Chaque cérémonie organisée devant ce mur, qu'elle soit militaire ou civile, renouvelle cet engagement fort envers ceux qui sont tombés et témoigne aux plus jeunes que la vie donnée n'est pas oubliée, elle est glorifiée.

À travers le nom gravé de chacun des soldats du Drakkar, c'est une page tragique de l'histoire franco-libanaise qui demeure vivante. Un rappel que derrière chaque opération extérieure, il y a des visages, des familles endeuillées et une mémoire collective qu'il est essentiel d'entretenir pour donner du sens au sacrifice ultime.

Mémoires et devenir : préserver l'indicible

Dans une ville où tout se reconstruit trop vite, ou ne se reconstruit jamais, comment préserver ces fragments de mémoire ? Le Mur mémoriel s'inscrit dans cette lutte contre l'effacement, contre l'indifférence qui menace toujours de recouvrir les tragédies. Il est un rappel nécessaire : la guerre, même lorsqu'elle s'éloigne, ne disparaît jamais vraiment.

La mémoire est un territoire mouvant. À Beyrouth, comme ailleurs, ce que l'on choisit de graver dans la pierre symbolise la profonde trace d'un passé à ne pas oublier, car il instruit sur les victoires et sur les échecs. Oublier, c'est condamner la ville à revivre éternellement ses tragédies.

Le Mur mémoriel de la Résidence des Pins est plus qu'un monument ; il est un témoin, un avertissement, un espoir. Il incarne une promesse de transmission, une main tendue vers un avenir qui, peut-être un jour, ne sera plus écrit dans les cendres. Pour Beyrouth, panser ses plaies passera inévitablement par la mémoire de ceux qui, en leur temps, ont cru à la possibilité d'une paix fragile mais nécessaire. ■

Fabrice VIRGILI
Historien, directeur de recherches au CNRS, UMR SIRICE

GAZA, INVENTAIRE D'UN PATRIMOINE BOMBARDÉ

Contre l'oubli, des chercheurs français dressent un inventaire du patrimoine de Gaza. Fabrice Virgili, spécialiste des territoires de guerre, a réuni une trentaine d'universitaires pour documenter l'état du patrimoine de l'enclave, alors que la plus grande partie des bâtiments ont déjà été détruits par l'armée israélienne.

Le 5 juin 2025, sur le cours des Humanités du Campus Condorcet à Aubervilliers (93), était inaugurée une mosaïque reproduisant un détail de celle dite au « semis d'hederae » du monastère de Saint-Hilarion à Tell Umm el-'Amr, à une dizaine de kilomètres au sud de la ville de Gaza. Par ce geste, la communauté scientifique du Campus Condorcet souhaitait sceller dans ses murs, et de manière pérenne, la réplique d'un vestige encore intact d'un monastère byzantin du IVe siècle, inscrit en juillet 2024 sur la liste du patrimoine mondial et du patrimoine en péril par l'Unesco. Jusqu'à présent épargné, ce témoignage du premier monachisme chrétien de la région, découvert dans les années 1990, se situait en zone péri-urbaine, ceint d'oliveraies et de serres maraîchères. Il est aujourd'hui entouré de tentes de réfugiés, déplacés et replacés au gré des injonctions de l'armée israélienne, annonçant de prochains combats et destructions. Partout ailleurs, dans ce territoire de 365 km², les images qui nous parviennent, malgré le huis clos imposé par le blocus israélien, nous livrent un paysage de ruines urbaines continu, le taux de destruction du bâti avoisinant les 80 %. Le nombre des victimes déclaré croît jour après jour, on compte des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de blessés et on ignore encore aujourd'hui le nombre de corps restés sous les décombres.

« Gaza n'existe plus », écrivait le 29 octobre 2024 l'historien israélien Amos Goldberg et pourtant, lors de la trêve de janvier-février 2025, on a vu les Palestiniens de la ville de Gaza rejoindre en masse les ruines de leur quartier, de leur maison, revenir chez eux. Puis le gouvernement israélien a rompu la trêve et repris les destructions, en imposant cette fois un blocus alimentaire et sanitaire. Gaza n'existe plus et les expressions pour dire ce néant se superposent. L'urbicide, pour décrire l'anéantissement non seulement d'équipements, d'immeubles, mais aussi de tout un bâti jusqu'à la trame urbaine en certains endroits. Aux missiles, bombes et drones succèdent explosifs et bulldozers. Les villes de Rafah et Khan Younes au sud ont alors partagé le sort de celles de Gaza ou Jabalya au nord. Mais parler d'urbicide, c'est oublier l'écocide également décrit, car longtemps ce territoire fut une oasis fertile, permettant au territoire d'exporter, puis de subvenir aux besoins d'une urbanisation rendue nécessaire par les afflux successifs de réfugiés palestiniens depuis 1948. Simultanément aux destructions des villes, ce sont également les oliveraies, les serres, les potagers qui furent arasés, les aménagements hydrauliques rendus inopérants, de même la rivière Wadi Gaza ou la palmeraie éponyme de Dayr al-Balah (*Balah* veut dire « datte » en arabe). Urbicide, écocide, mais aussi éducide ou scolasticide pour l'anéantissement de toutes les infrastructures éducatives, jusqu'au futuricide, quand se projeter dans l'avenir devient impossible. Les concepts ne manquent pas pour décliner les différentes formes de cette destruction en cours, alors comment penser aussi la ville après la guerre ?

L'idée d'un inventaire du patrimoine bombardé de Gaza est née en février-mars 2024, au gré de quelques échanges entre historiens et historiennes, géographes, anthropologues. Nous pouvions partager, par l'exercice de nos métiers, des connaissances sur le patrimoine de Gaza. Pour chacun de ces lieux qui s'ajoutait à la liste publiée par l'Unesco, nous décidions d'apporter les éléments indispensables à leur visibilité sur le site en ligne *GazaHistoire*. Leur histoire d'abord, qu'il s'agisse de sites archéologiques datant des époques de l'âge du fer, de la présence romaine puis byzantine, de bâtiments fondés sous les empires successifs, islamique, mamelouk et ottoman, sous le mandat britannique et plus récemment depuis 1948. De quand date leur construction, ont-ils connu des extensions, réattributions et destructions antérieures ? Pour chacun d'entre eux, nous signalons la bibliographie existante, qu'elle soit l'œuvre de voyageurs du XIXe siècle, de différents spécialistes, archéologues, architectes, historiens, etc. Nous voulions d'abord incarner



Reproduction d'un détail de la mosaïque dite au « semis d'hederae » du Monastère de Saint-Hilarion apposée sur le cours des Humanités du Campus Condorcet à Aubervilliers, juin 2025.
© Campus Condorcet

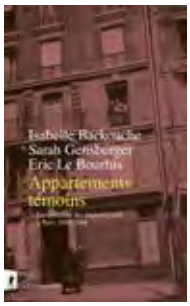
chacun de ces noms et montrer aux lecteurs et lectrices la richesse des quartiers où vivaient les Gazaouis. D'abord, par un historique du lieu, qu'il s'agisse d'un musée, d'un palais, d'une mosquée ou d'une église, d'une demeure multiséculaire, d'un marché ou d'un cinéma, puis par des photographies anciennes ou plus récentes, mais aussi des plans du bâtiment et, enfin, par une localisation précise, grâce à une carte interactive inédite réalisée par le laboratoire Géographie-cités.

Après avoir renseigné leur état actuel – destruction totale ou partielle –, nous avons voulu rendre accessibles, dans une logique de science ouverte, les informations qui permettent de ne pas oublier ce patrimoine, de conserver chacune de ses traces dans la cité, de faciliter la restauration ou la reconstruction, une fois la guerre terminée, des sites comme des quartiers de Gaza. D'apporter également des données qui puissent servir à établir la réalité des infractions commises à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signée à La Haye en 1954 et dont l'État d'Israël est signataire.

Notre projet n'a pas de destinataire particulier, mais l'ambition d'être utile à quiconque pourra en avoir besoin : ONG, organismes internationaux, juristes, urbanistes, créanciers et décideurs, mais aussi et surtout la population palestinienne soucieuse de retrouver les éléments lui permettant de peser dans les choix qui seront alors opérés : restauration, reconstruction à l'identique, réinvention, effacement.

Simultanément à l'inauguration de la mosaïque de Saint-Hilarion, l'on pouvait visiter, à l'Institut du monde arabe de Paris, l'exposition « Trésors sauvés de Gaza » à laquelle nous avons contribué par la cartographie. Deux manières de faire connaître le passé, pour penser l'indispensable place du patrimoine dans la reconstruction. Reims en 1918 ; Saint-Malo, Dunkerque ou Le Havre en France, mais aussi Varsovie, Berlin, Hiroshima et bien d'autres villes du monde en 1945 ; et bien plus récemment, Mossoul en Irak, Alep en Syrie, Khartoum au Soudan et désormais Gaza, Khan Younes, Jabaliya, Rafah en Palestine. Toutes ces villes ont eu, ont ou auront à décider dans quelle cité, avec quelles traces de leur histoire, destructions comprises, vivre leur avenir. ■

NOS CONTRIBUTEURS ONT PUBLIÉ



Les auteurs racontent l'histoire d'une spoliation oubliée : dans Paris occupé, des dizaines de milliers de Juifs perdent le droit d'habiter leur appartement. Fruit de dix années d'enquête, ce livre restitue quartier par quartier, rue par rue, cette éviction massive conduite par la préfecture de la Seine, à la croisée de l'histoire de la Shoah et de celle du logement.

Isabelle Backouche, Sarah Gensburger et Eric le Bourhis, *Appartements témoins. La spoliation des locataires juifs à Paris, 1940-1946*, La Découverte, 2025, 448 pages, 24 €.



Annette Becker retrace le parcours de Juifs persécutés pendant la Seconde Guerre mondiale : le peintre Otto Freundlich, son grand-oncle, Pierre Ignace, et cinquante-quatre étrangers victimes de la dernière rafle en France, à Reillanne en mai 1944. Un livre triptyque pour dire les dernières années et les derniers jours de ces victimes du régime nazi.

Annette Becker, *Des Juifs trahis par leur France, 1939-1944*, 2024, Gallimard, 304 pages, 22 €.



À travers les regards croisés d'historiens, de chercheurs, d'architectes, d'urbanistes et de photographes, cet ouvrage invite à découvrir l'histoire de la Coop et de ses protagonistes. Pendant près d'un siècle, ce réseau d'épiceries au cœur du territoire alsacien a incarné les idéaux d'égalité et de fraternité. Aujourd'hui, la Coop est le lieu de nouvelles expériences urbaines.

Cathy Blanc-Reibel et *alii*, La Coop d'Alsace. *Histoire et héritage d'une utopie*, Lieux dits, 2024, 160 pages, 13 €.



Dès la Première Guerre mondiale, le camouflage est employé comme une arme à part entière. Si les soldats étaient clairement identifiés sur le champ de bataille, il s'agit désormais qu'ils le soient le moins possible. Ivan Cadeau rend compte de cette évolution dans la manière de faire la guerre et dévoile les techniques du camouflage militaire.

Ivan Cadeau, *Une histoire du camouflage militaire. XIX^e^-XXI^e^ siècles*, Nouveau Monde éditions, 2024, 200 pages, 22,90 €.



Vietnam, 1968. Patrick Chauvel est un jeune photographe de guerre français. Sky, un Apache à peine plus âgé, a été enrôlé de force dans l'armée américaine. Entre ces deux hommes, une amitié forte va se nouer. Trente-cinq ans après les événements, Patrick Chauvel tient la promesse qu'il avait faite à Sky et raconte librement son histoire dans ce roman qui mène au plus près de la guerre.

Patrick Chauvel, *Sky*, Oh ! Éditions, 2005, 320 pages, 19,90 €.



L'Asie sera-t-elle l'épicentre des guerres futures ? Quels sont les rapports de force ? Quels sont les affrontements à venir ? À l'heure où les grands équilibres du monde vacillent, les deux auteurs dressent un état des lieux des crises et tensions qui traversent le plus vaste des continents, et leurs potentielles répercussions sur le monde.

Barthélémy Courmont, Emmanuel Lincot, *L'Asie, terre de conflits. Enquête sur la nouvelle poudrière mondiale*, éditions du Cerf, 2025, 272 pages, 24 €.



Dès 1914, les ruines sont photographiées. Ces images, témoins de la violence de la guerre, sont instrumentalisées par la propagande française. Elles incarnent la douleur de la Nation et initient le questionnement sur le dédommagement et la valorisation des vestiges. Dans cet ouvrage, Emmanuelle Danchin offre une réflexion sur la dimension symbolique de ces photographies probatoires.

Emmanuelle Danchin, *Le temps des ruines 1914-1921*, Presses universitaires de Rennes, 2015, 352 pages, 24 €.



Entre 1944 et 1945, les reporters de l'armée française photographient l'avancée des hommes de De Lattre et de Leclerc face à la Wehrmacht. Ils documentent aussi la découverte et l'horreur du système concentrationnaire nazi. Dans cet ouvrage, l'ECPAD analyse la portée de ces images et leur rôle dans la mémoire et la reconstruction de la France.

Collectif ECPAD, *Libérer la France, envahir l'Allemagne. L'armée française sur le front, 1944-1945*, ECPAD, 2025, 216 pages, 19 €.



Marek Edelman est célèbre pour avoir été l'un des dirigeants du soulèvement du ghetto de Varsovie en 1943. Lorsqu'il s'éteint en 2009, ses enfants retrouvent trois carnets, où il avait consigné des souvenirs du ghetto, à la fin des années 1960. L'édition de ces carnets, complétée de notes et d'annexes permettant leur compréhension, est établie par Constance Pâris de Bollardière.

Marek Edelman, *Ghetto de Varsovie. Carnets retrouvés*, Odile Jacob, 2022, 216 pages, 21,90 €.



Depuis l'Antiquité, les otages sont des rouages indispensables aux relations entre puissants. C'est en 1945 que la prise d'otages devient légalement un crime de guerre. En s'appuyant sur des sources originales, Gilles Ferragu retrace la généalogie de la pratique des otages, ancienne et renouvelée, pour proposer une véritable relecture des relations internationales.

Gilles Ferragu, *Otages, une histoire. De l'Antiquité à nos jours*, 2020, Folio, 544 pages, 9,70 €.



Cet ouvrage reprend les actes d'un colloque qui s'est tenu à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il rassemble une trentaine de contributions qui questionnent l'histoire de l'antimilitarisme en s'appuyant sur des corpus de sources variés : archives institutionnelles, bandes dessinées, journaux, chansons… et ouvrant des pistes de comparaison internationale.

Éric Fournier et Arnaud-Dominique Houte (dir.), *À bas l'armée ! L'antimilitarisme en France du XIX^e^ siècle à nos jours*, éditions de La Sorbonne, 2023, 320 pages, 25 €.



À Tulle, le 9 juin 1944, 99 hommes sont pendus et 156 sont déportés en Allemagne : c'est la sanglante conséquence du passage de la division SS *Das Reich*. Pour restituer cet événement, Fabrice Grenard s'est appuyé sur les derniers témoins et les archives de ce drame. Dans un récit détaillé, l'auteur invite à prendre la mesure de ce massacre.

Fabrice Grenard, *Tulle : enquête sur un massacre. 9 juin 1944*, Taillandier, 2024, 384 pages, 11 €.



Cet ouvrage invite à découvrir le sauvetage en mer, à travers des événements dramatiques survenus depuis le XVII[e] siècle, des portraits de marins, sauveteurs professionnels et bénévoles et la présentation des organisations et techniques de sauvetage.

Éric Kocher-Marbœuf, Jacques Péret, Thierry Sauzeau (dir.), *Histoire du sauvetage et de la sécurité en mer. Du phare d'Alexandrie au satellite*, Les Indes Savantes, 2019, 378 pages, 33 €.



Paul Lenormand analyse les trajectoires des Tchécoslovaques en armes entre 1938 et les années qui suivent la mort de Staline, en 1953. Cet ouvrage, entre histoire des relations internationales et sociologie politique, s'inscrit dans l'histoire plus vaste de l'Europe en guerre et dans celle de la naissance agitée des régimes communistes à l'est du rideau de fer.

Paul Lenormand, *Tchécoslovaques en guerre. De Munich à la Guerre froide*, Passés Composés, 2023, 350 pages, 23 €.



Pendant la Seconde Guerre mondiale, les enfants européens ont été la cible des violences de la guerre. Camille Mahé leur donne la parole ainsi qu'aux adultes qui les encadrent. Son étude compare trois pays du front occidental et se concentre sur la période de sortie de guerre, lorsque les armes se taisent, mais que les traces du conflit sont encore pleinement visibles.

Camille Mahé, *La Seconde Guerre mondiale des enfants. France, Allemagne, Italie, 1943-1949*, Presses universitaires de France, 2024, 320 pages, 24 €.



Dans un cahier noir à petits carreaux, Duch, le chef khmer rouge, dicte comment penser et agir au service du Parti communiste du Kampuchéa. Anne-Laure Porée décrypte ce document et en révèle la doctrine et les pratiques génocidaires quotidiennes du régime de Pol Pot. Elle démontre sa démarche d'anéantissement, entre chasse aux « ennemis » du régime, torture et « purification » des révolutionnaires et du corps social.

Anne-Laure Porée, *La langue de l'Angkar. Leçons khmères rouges d'anéantissement*, La Découverte, 2025, 256 pages, 20 €



Qui était vraiment Franco, le « Caudillo » ? Stéphane Michonneau retrace l'implacable construction d'une légende, savamment orchestrée par le dictateur lui-même, puis remodelée par les générations successives. Ce livre invite à regarder Franco comme une présence persistante qui continue d'agiter les débats de l'Espagne d'aujourd'hui.

Stéphane Michonneau, *Franco. Le temps et la légende*, Flammarion, 2025, 368 pages, 24,90 €.



Pierre Outteryck fait vivre la mémoire de Martha Desrumaux : syndiquée dès l'âge de 13 ans, elle mène une vie d'engagements militants pour la défense des femmes et des plus précaires. Résistante, elle est déportée au camp de Ravensbrück en 1942. À son retour, en 1945, elle est élue adjointe au maire de Lille, puis devient la première femme députée du Nord.

Pierre Outteryck, *Je suis Martha Desrumaux, les nazis ne m'ont pas eue*, Geai Bleu Éditions, 2019, 112 pages, 13 €.



Sylvie Thénault enquête sur les manifestations de la violence coloniale en Algérie pendant le conflit et réinscrit l'ensemble des protagonistes et des victimes dans les espaces sociaux et géographiques dans lesquels ils évoluent. Cet ouvrage compose un véritable tableau de la société coloniale du milieu du XX^{e} siècle, avec ses inégalités raciales et sociales.

Sylvie Thénault, *Les Ratonnades d'Alger, 1956. Une histoire de racisme colonial*, Points, 2024, 416 pages, 12,50 €.



Cet ouvrage offre un récit de six siècles d'histoire de l'Europe, cheminant parmi 124 dates moins connues, ou traitées sous un nouvel angle. À travers la cuisine, l'art, la sorcellerie, la politique, le droit, l'économie ou encore le sport, les auteurs reviennent sur ce qui fait lien – et sens – dans la construction politique et culturelle du Vieux Continent.

Fabrice Virgili *et alii* (coord.), *Chroniques de l'Europe*, CNRS Éditions, 2022, 272 pages, 20 €.



Les destructions occasionnées par les deux guerres mondiales obligent à reconstruire rapidement les villes, contribuant à repenser l'espace. À travers cette synthèse en prise avec les enjeux contemporains, Danièle Voldman interroge les rapports entre architecture et modes de vie, espace et pratiques culturelles, intervention de l'État et situation économique et sociale.

Danièle Voldman, *Fabriquer la ville. Entre innovations et contraintes, France, XX^{e} siècle*, Atlande, 2023, 250 pages, 23 €.



Souvent invoquée dans le marketing touristique, la notion d'authenticité s'applique à des sites naturels, des biens culturels et des pratiques sociales en constante transformation. En réunissant des enseignants chercheurs et des spécialistes de l'écologie, du tourisme et de l'art, l'ouvrage questionne la manière dont l'authenticité se définit, s'évalue et se vit. Il offre des pistes originales pour repenser la gestion et la transmission du patrimoine.

Raphaël Willay (co-dir), *Patrimoine et authenticité : de la perception à l'innovation*, Peter Lang, novembre 2025, 190 pages, 39,95 €.

4^{e} de couverture : En France, une « rue du maréchal Pétain » débaptisée, sans date.
© Roger-Viollet / Roger-Viollet


E DE
LA REPUBLIQUE
RUE
DU MARECHAL
PÉTAIN